



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2008
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 57 de la liste préliminaire*
Activités opérationnelles de développement
(résolution 62/208)

Conseil économique et social
Session de fond de 2008
New York, 10-14 juillet 2008
Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire**
Activités opérationnelles du système
des Nations Unies au service
de la coopération internationale
pour le développement : suite donnée
aux recommandations de politique générale
de l'Assemblée générale et du Conseil

Analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies pour 2006

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le montant total des contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles en 2006 a atteint 17,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,4 % en valeur nominale et une baisse de 2 % en valeur réelle par rapport aux contributions reçues en 2005. Les dépenses au titre des activités opérationnelles du système des Nations Unies en 2006 s'élevaient à 16,4 milliards de dollars.

Le présent rapport, établi en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, est présenté comme suite aux résolutions 35/81, 59/250 et 62/208 de l'Assemblée générale, dans lesquelles l'Assemblée a prié le Secrétaire général : a) de continuer à élargir la portée et à améliorer le rapport financier annuel sur les activités opérationnelles de développement établi pour le débat du Conseil économique et social; b) de créer, de façon cohérente, un système global, viable et stable de publication de données et de rapports financiers sur les activités

* A/63/50.

** E/2008/100.



opérationnelles de développement du système des Nations Unies; et c) de présenter brièvement un bilan des progrès réalisés et le tableau des activités envisagées.

Le rapport de 2008 au Conseil économique et social a été amélioré, notamment grâce au fait que le Département des affaires économiques et sociales recueille maintenant des données directement auprès de 20 entités contre 7 pour le rapport de 2007. La partie du budget des entités consacrée aux activités opérationnelles de développement est ainsi comptabilisée aussi bien au titre des contributions qu'au titre des dépenses. Par souci de comparabilité, les contributions au titre des ressources de base et des autres ressources du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont été reclassées pour tenir davantage compte de la manière dont les autres entités classent leurs données. Le rapport montre des données étayées de tous les fonds et programmes des Nations Unies. Dans le passé, on ne recueillait des données que sur les contributions du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au titre de la « participation aux coûts ». Le Département des affaires économiques et sociales recueille et tient des données financières détaillées concernant les transferts au sein du système des Nations Unies. Les transferts de fonds au sein du système des Nations Unies ont été exclus du tableau 1 du rapport afin d'éviter toute double comptabilisation dans le calcul du montant total du financement de l'ensemble du système. En revanche, tous les transferts au sein du système sont présentés dans le tableau 2 pour donner une idée précise du montant total des contributions versées à chaque entité.

La section VI du rapport présente la stratégie et les plans à mettre en œuvre pour améliorer le rapport en vue de créer un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

Recommandation

Le Conseil souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et encourager la poursuite des efforts en vue de créer un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

Liste des abréviations

Les abréviations ci-après ont été utilisées dans les tableaux :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APD	Aide publique au développement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CAD	Comité d'aide au développement
CCI	Centre du commerce international (CNUCED)
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCV	Opération Cartes de vœux
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains

ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	8
II. Contributions	4–38	8
III. Rapprochement des contributions versées aux organismes des Nations Unies et des montants d'aide publique au développement multilatérale et bilatérale hors ONU	39–43	23
IV. Institutions spécialisées	44–54	24
V. Dépenses	55–71	29
VI. Progrès accomplis dans la création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies	72–93	37
Annexes		
I. Harmonisation des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions versées au système des Nations Unies		42
II. Liste des pays les moins avancés, par région		46
III. Liste des pays ou territoires, par région		47
IV. Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu		49
V. Note technique sur les sources et la couverture statistique		52
VI. Tableaux des contributions et des dépenses		53
Listes des tableaux et figures		
Tableaux		
1. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2006		9
2. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, y compris les transferts au sein du système des Nations Unies : 2006		10
3. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2002-2006		11
4. Contributions aux ressources de base et aux autres ressources des organismes des Nations Unies : 2002-2006		14
5. Contributions aux ressources de base des organismes des Nations Unies : 2002-2006		17
6. Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2006		20
7. 10 principaux pays contributeurs : 2006		21
8. 10 principaux pays donateurs en pourcentage de leur revenu national brut : 2006		21

9. Pays n'appartenant pas au Comité d'aide au développement et ayant versé des contributions aux organismes des Nations Unies : 2006	22
10. Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies en 1995-1996 et 2002-2006, selon les définitions de l'ONU et du Comité d'aide au développement (CAD)	23
11. Contributions versées aux institutions spécialisées des Nations Unies aux fins des activités opérationnelles : 2002-2006	26
12. Contributions aux ressources de base des institutions spécialisées des Nations Unies : 2002-2006	26
13. Dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles	29
14. Montant des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles	30
15. Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses rapportées à leur revenu national brut, en 2006	32
16. Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses par habitant, en 2006	32
17. Les 10 premiers pays de programme, par le montant total des dépenses, en 2006	32
18. Répartition des dépenses par région : 2002-2006	33
19. Dépenses engagées entre 2002 et 2006 dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses, par organisme	36

Figures

I. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2002-2006	13
II. Contributions aux ressources de base et part du montant total des ressources : 2002-2006	15
III. Contributions aux ressources de base en pourcentage du total des contributions, par entité : 2002-2006	19
IV. Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2006	21
V. Ventilation des contributions aux ressources de base des institutions spécialisées des Nations Unies en 2002 et 2006	27
VI. Contributions aux ressources de base et autres ressources des institutions spécialisées du système des Nations Unies : 2002-2006	27
VII. Montant des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles	31
VIII. Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2002 et 2006	34
IX. Répartition par région des dépenses par habitant : 2006	35

X.	Dépenses engagées dans les pays les moins avancés entre 2002 et 2006 par rapport au total des dépenses, par organisme.	37
Encadrés		
1.	Classification des contributions versées au PAM	15
2.	Classification des contributions versées au HCR	16

I. Introduction

1. Le présent rapport, établi en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, est présenté en application des résolutions 35/81, 59/250 et 62/208 de l'Assemblée générale, dans lesquelles l'Assemblée a prié le Secrétaire général : a) de continuer à élargir la portée et à améliorer le rapport financier annuel sur les activités opérationnelles de développement établi pour le débat du Conseil économique et social (voir résolution 59/250 de l'Assemblée générale, par. 22); b) de créer, de façon cohérente, un système global, viable et stable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies; et c) de présenter brièvement un bilan des progrès réalisés et le tableau des activités envisagées.

2. Établi chaque année depuis 1981¹, ce rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social contient à présent des renseignements concernant 37 entités du système des Nations Unies qui ont déclaré avoir financé des activités opérationnelles de développement. Le rapport, dont l'élaboration est demandée par le Conseil économique et social dans sa résolution 2006/14 et par l'Assemblée générale dans ses résolutions 32/197, 35/81, 59/250 et 62/208, devrait être lu en parallèle avec le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 62/208 relative à l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (E/2008/49).

3. Le rapport comprend six sections. La section I est l'introduction; la section II analyse et présente les contributions pour 2006 : montant total, montant par entité et évolution générale des contributions ainsi que celle des ressources de base et autres ressources; la section III compare l'évolution du financement consenti par le système des Nations Unies et celle des autres formes d'aide multilatérale et bilatérale au développement; la section IV analyse de manière détaillée, pour la première fois, les contributions des institutions spécialisées; la section V analyse les dépenses en 2006, l'évolution des dépenses et les postes de dépenses; et la section VI examine ce qui a été accompli à ce jour pour mettre en place un système global et viable de collecte et de publication de données financières sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies et les mesures envisagées pour l'avenir.

II. Contributions

Contributions totale de 2006

4. Le montant total des contributions reçues par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles a atteint 17,2 milliards de dollars en 2006 (voir tableau 1). Ce chiffre, qui ne représente guère une évolution par rapport à 2005, est toutefois beaucoup plus élevé que le montant provisoire de 2006 présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session (15,8 milliards de dollars).

5. Plusieurs raisons expliquent cette révision à la hausse des contributions reçues par le système des Nations Unies. Cette variation tient aux efforts entrepris par le

¹ Pendant les années d'examen triennal complet, deux rapports sont établis : un rapport à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social en juillet et une mise à jour à l'intention de l'Assemblée générale en septembre.

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et les organismes des Nations Unies pour améliorer le système de publication des données sur les activités opérationnelles de développement et le rendre véritablement global en y associant toutes les entités et tous les fonds.

6. Pour la première fois, le Département des affaires économiques et sociales recueille directement des données financières de cinq institutions spécialisées² et du Centre du commerce international (CCI). Dans le passé, les données financières de ces entités ont été obtenues indirectement du rapport sur la coopération technique établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En amenant les institutions à communiquer directement au Département des affaires économiques et sociales leurs données financières sur les activités opérationnelles, on en a affiné et élargi la définition.

7. À la demande du Département, ces six organismes ont communiqué les quotes-parts et les contributions volontaires de base qui leur ont été versées (conformément aux modalités suivies par les fonds et programmes pour communiquer les données concernant les contributions volontaires). Ces contributions de base jadis sous-représentées dans les précédents rapports sont intégralement prises en compte dans le présent rapport.

8. Les données sur les contributions révisées englobent également le financement supplémentaire provenant de transferts, notamment au titre du Protocole de Montréal, qui n'avaient pas été pris en compte dans le passé.

Tableau 1

**Contributions versées aux organismes des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles : 2006**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme</i>	<i>Contributions</i>	<i>Organisme</i>	<i>Contributions</i>
PNUD ^a	4 500	ONUDC	124
FNUAP	509	UNRWA	495
UNICEF	2 689	FAO	486
PAM	2 697	OIT	398
HCR	1 109	UNESCO	411
IFAD	261	ONUDI	177
CCI	45	OMS	1 866
ONUSIDA	258	Autres institutions spécialisées et AIEA ^b	289
CNUCED	86	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	160
PNUE	321	Bureau d'appui à la consolidation de la paix	120
ONU-Habitat	102	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	93
Total des contributions			17 196

^a Comprend les contributions à UNIFEM (58 millions de dollars), au FENU (22 millions de dollars) et au Programme des Volontaires des Nations Unies (20 millions de dollars).

^b Comprend les contributions à l'OACI, à l'OMI, à l'UIT, à l'UPU, à l'OMPI, à l'OMM et à l'Organisation mondiale du tourisme.

² FAO, OIT, UNESCO, ONUDI et OMS.

9. Pour la première fois, les données financières sur les activités opérationnelles du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, créé en 2006, ainsi que celles concernant les opérations au siège du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sont présentées.

Contributions totales, y compris les transferts au sein du système des Nations Unies

10. Les contributions que les organismes ont reçues d'autres entités au sein du système des Nations Unies, telles que définies dans le présent rapport³, ont été exclues des chiffres du tableau 1 afin d'éviter une double comptabilisation des contributions totales de l'ensemble du système. Voir le tableau 2 pour le montant total des contributions versées à chaque entité, y compris les 385 millions de dollars provenant de sources au sein du système des Nations Unies.

Tableau 2

Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, y compris les transferts au sein du système des Nations Unies : 2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Contributions à :</i>	Total des contributions	<i>Contributions des entités des Nations Unies^a</i>	<i>Contributions signalées</i>
PNUD ^b	4 529	29	4 500
FNUAP	529	20	509
UNICEF	2 768	79	2 689
PAM	2 704	8	2 697
HCR	1 111	2	1 109
IFAD	261	0	261
CCI	61	16	45
ONUSIDA	258	0	258
CNUCED	88	3	86
ONU-Habitat	126	24	102
PNUE	323	1	321
ONUDC	129	5	124
UNRWA	496	1	495
FAO	551	65	486
OIT	406	8	398
UNESCO	422	11	411
ONUDI	188	12	177
OMS	1 948	82	1 866
Autres institutions spécialisées et AIEA ^c	291	2	289
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	176	16	160

³ Voir la note technique sur les sources et la couverture (annexe V).

Contributions à :	Total des contributions	Contributions des entités des Nations Unies ^a	Contributions signalées
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	120	0	120
Commissions régionales	42	2	40
Département des affaires économiques et sociales	53	0	53
Total	17 580	385	17 196

^a Il s'agit des contributions provenant du système des Nations Unies, telles que définies dans le présent rapport; voir note technique à l'annexe V.

^b Comprend les contributions à UNIFEM (58 millions de dollars), au FENU (22 millions de dollars) et au Programme des Volontaires des Nations Unies (20 millions de dollars).

^c Comprend les contributions à l'OACI, à l'OMI, à l'UIT, à l'UPU, à l'OMPI, à l'OMM et à l'Organisation mondiale du tourisme.

Évolution générale des contributions

11. En 2006, la valeur nominale des contributions a stagné, celle-ci ayant enregistré une augmentation de 0,4 % par rapport à 2005, qui a été une année exceptionnelle. Le taux de croissance annuel moyen par rapport aux contributions reçues en 2002 était de 13,8 % (voir tableau 3).

12. En valeur réelle, la baisse par rapport à 2005 a été de 2 %, lorsqu'on tient compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change. Le taux de croissance annuelle réelle depuis 2002 est de 6,6 %.

Tableau 3

Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2002-2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Organisme	2002	2003	2004	2005	2006	Variation entre 2005 et 2006	Variation annuelle moyenne entre 2002 et 2006
						(En pourcentage)	
PNUD ^a	2 441	2 863	3 796	4 295	4 500	4,8	16,5
FNUAP	339	374	425	505	509	0,8	10,7
UNICEF	1 399	1 688	1 969	2 742	2 689	-1,9	17,7
PAM	1 907	2 820	3 116	2 940	2 697	-8,3	9,1
HCR	837	957	990	1 134	1 109	-2,2	7,3
IFAD	147	169	329	158	261	65,4	15,4
CCI	27	37	42	46	45	-1,8	13,4
ONUSIDA	131	131	188	188	258	37,1	18,6
CNUCED	74	87	87	96	86	-11,0	3,7
PNUE	332	358	370	400	321	-19,6	-0,8
ONU-Habitat	24	28	44	99	102	3,0	43,2

Organisme	2002	2003	2004	2005	2006	Variation entre 2005 et 2006	Variation annuelle moyenne entre 2002 et 2006
						(En pourcentage)	
ONUDC/PNUCID	..	75	86	103	124	19,9	18,2
UNRWA	390	427	428	434	495	14,0	6,1
Institutions spécialisées et AIEA ^b	2 030	2 484	2 724	3 683	3 627	-1,5	15,6
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	78	95	112	140	160	14,1	19,9
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	..	..	..	..	120	..	..
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	83	82	74	158	93	-41,1	3,0
Total des contributions	10 238	12 675	14 782	17 122	17 196	0,4	13,8
Total des contributions (en dollars des États-Unis constants de 2005)^c	13 010	14 135	15 103	17 122	16 777	-2,0	6,6

^a Comprend les contributions à UNIFEM, au FENU et au Programme des Volontaires des Nations Unies.

^b Comprend les contributions à la FAO, à l'OACI, à l'OIT, à l'OMM, à l'UIT, à l'UNESCO, à l'ONUDI, à l'UPU, à l'OMS, à l'OMPI, à l'OMI et à l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

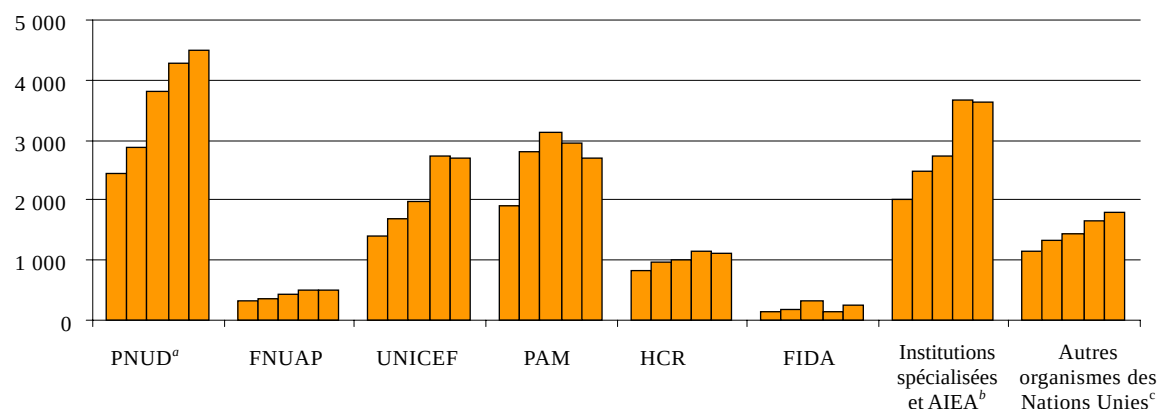
13. Il existe de grandes différences entre organismes des Nations Unies, s'agissant des contributions totales annuelles et de l'évolution de leur financement (fig. I).

14. Le PNUD, qui est le plus grand organisme des Nations Unies, a vu ses contributions totales augmenter considérablement, atteignant 4,5 milliards de dollars en 2006, soit une augmentation annuelle moyenne de 16,5 % en valeur nominale au cours de la période 2002-2006.

15. Les financements du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'ensemble des institutions spécialisées ont considérablement augmenté depuis 2002, ayant enregistré une croissance annuelle moyenne de 17,7 % et de 15,6 %, respectivement. La croissance des contributions a été particulièrement marquée en 2005. L'évolution du financement du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a été exceptionnellement stable. Celle du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) est plutôt stable, comme suite à ses appels annuels.

Figure I
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles : 2002-2006**

(En millions de dollars des États-Unis courants)



^a Comprend les contributions à UNIFEM, au FENU et au Programme des Volontaires des Nations Unies.

^b Comprend les contributions à la FAO, à l'OACI, à l'OIT, à l'OMM, à l'UIT, à l'UNESCO, à l'ONUDI, à l'UPU, à l'OMS, à l'OMPI, à l'OMI et à l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Comprend les contributions au CCI, à l'ONUSIDA, à la CNUCED, au PNUE, à l'ONU-Habitat, à l'ONUDC, à l'UNRWA, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au Département des affaires économiques et sociales, au Bureau d'appui à la consolidation de la paix, à la CEA, à la CEE, à la CEPALC, à la CESAP et à la CESAO.

Contributions aux ressources de base et autres ressources

16. L'Assemblée générale a souligné à maintes reprises la nécessité d'accroître la part des contributions de base versées au système des Nations Unies pour le développement. C'est ce qu'elle a récemment réaffirmé dans sa résolution 62/208, soulignant que les ressources de base, en raison de leur caractère non lié, demeurent l'assise des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Elle a noté avec inquiétude que les contributions aux ressources de base des fonds et programmes des Nations Unies ont diminué au cours des dernières années et reconnu la nécessité pour les institutions de toujours prendre garde au déséquilibre entre ressources de base et autres ressources.

17. Dans ce contexte, les contributions aux ressources de base et au budget ordinaire de l'ensemble du système des Nations Unies ont atteint 5,1 milliards de dollars en 2006.

18. L'évolution des ressources de base fait apparaître une augmentation de 9 % de 2005 à 2006. Pour la période 2002-2006, la croissance annuelle a été en moyenne de 7,1 %. Les ressources de base représentaient ainsi 29,5 % du total des contributions, ce qui constituait une augmentation par rapport à 2005 (voir tableau 4 et fig. II).

19. Toutefois, en dollars constants, si l'on tient compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change, les ressources de base n'ont augmenté que de 0,3 % par an en moyenne entre 2002 et 2006.

20. Les autres ressources ont légèrement baissé en 2006, preuve que 2005 a été une année atypique en raison des besoins engendrés par les deux crises humanitaires

qu'ont été le tsunami en Asie et le séisme en Asie du Sud. Au cours de la période de cinq ans, les ressources supplémentaires ont augmenté en moyenne de 17,4 % par an en dollars courants et de 9,9 % en dollars constants de 2005.

21. Au cours de la période de cinq ans (2002-2006), les autres ressources ont augmenté de 17,4 % par an contre 7,1 % pour les ressources de base.

22. En 2006, les autres ressources au titre des activités opérationnelles ont atteint 12,1 milliards de dollars contre 5,1 milliards de dollars pour les ressources de base. Cela signifie qu'en 2006, les ressources de base n'ont représenté que 29,5 % du financement total contre 70,5 % pour les autres ressources.

23. Il convient de noter toutefois qu'en 2006, la part des ressources de base dans le montant total des ressources a augmenté pour la première fois en cinq ans, de plus de 2 %.

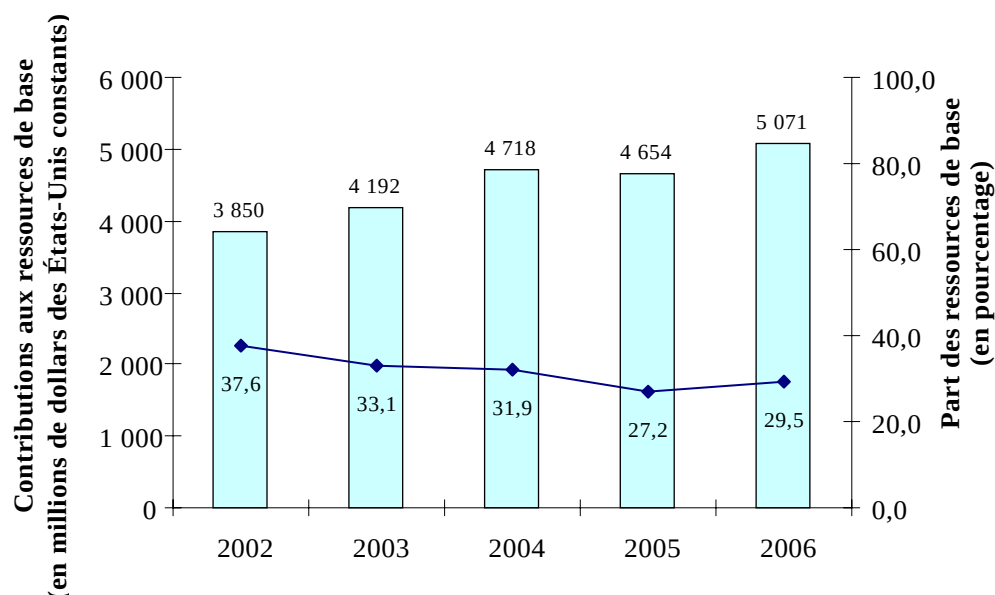
Tableau 4

**Contributions aux ressources de base et aux autres ressources
des organismes des Nations Unies : 2002-2006**

						Variation entre 2005 et 2006	Variation annuelle moyenne entre 2002 et 2006
	2002	2003	2004	2005	2005	(En pourcentage)	
(En millions de dollars des États-Unis courants)							
Ressources de base	3 850	4 192	4 718	4 654	5 071	9,0	7,1
Autres ressources	6 388	8 482	10 064	12 468	12 124	-2,8	17,4
Total des contributions	10 238	12 675	14 782	17 122	17 196	0,4	13,8
(En millions de dollars des États-Unis constants de 2005 ^a)							
Ressources de base	4 892	4 675	4 821	4 654	4 948	6,3	0,3
Autres ressources	8 118	9 460	10 282	12 468	11 829	-5,1	9,9
Total des contributions	13 010	14 135	15 103	17 122	16 777	-2,0	6,6
Pourcentage des ressources de base	37,6	33,1	31,9	27,2	29,5		

^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Figure II
Contributions aux ressources de base et part du montant total
des ressources : 2002-2006



24. Les variations du volume total des ressources de base par rapport aux montants indiqués dans les éditions précédentes du présent rapport tiennent essentiellement à un aménagement apporté à la manière dont le PAM classe les contributions qu'il a reçues et en rend compte (voir encadré 1).

Encadré 1

Classification des contributions versées au PAM

Il n'existe pas d'équivalent exact du concept de « ressources de base » dans le système de financement du PAM. Selon l'ancienne classification, le PAM a comptabilisé comme ressources de base 95,1 % des contributions qu'il a reçues en 2006, mais ces ressources ne sont pas comparables à ce qui est considéré comme ressources de base dans d'autres organismes des Nations Unies. Selon la présente classification révisée, le PAM a comptabilisé comme ressources de base 9 % des contributions qu'il a reçues, ce qui traduit de manière plus précise la proportion des ressources ainsi reçues, qui sont très proches de ce que d'autres organismes considèrent comme des ressources de base. Le PAM compte deux guichets de financement : l'un, dénommé « financement multilatéral », représente environ 9 % du financement total; et l'autre, dénommé « financement multilatéral à emploi spécifique », représente les 91 % restants. À compter du présent rapport, seules les contributions multilatérales sont classées comme « contributions de base ». Par définition, une contribution multilatérale au PAM désigne une contribution dont le PAM peut décider de la destination (projet ou

activité) et de l'utilisation. Une contribution multilatérale à emploi spécifique désigne une contribution que le donateur prescrit au PAM d'utiliser pour une activité particulière dont l'initiative revient au PAM ou pour un programme de pays spécifique [voir « Amendements au Règlement financier du PAM, présentation au Comité financier de la FAO et au CCQAB » (2 mai 2006)].

25. Le financement du HCR a aussi fait l'objet d'une reclassification dans le présent rapport pour mieux tenir compte de la classification des contributions aux autres entités. Toutefois, le HCR estime que les concepts de ressources de base et d'autres ressources ne donnent pas une idée précise de la nature de ses activités, ainsi qu'il ressort de l'encadré 2.

Encadré 2

Classification des contributions versées au HCR

Le HCR établit un budget-programme annuel qui présente diverses activités à entreprendre aux niveaux national et mondial et au niveau du siège et pour lequel il reçoit des contributions non réservées, vaguement réservées ou strictement réservées. Quelle qu'en soit la nature, les contributions sont versées en réponse à un appel du HCR. L'appel n'est lancé qu'à l'issue d'un cycle de programme complet, au cours duquel sont entrepris une évaluation globale des besoins, une planification avec la participation de toutes les parties concernées, un examen au niveau du bureau et un examen au niveau de la direction. Une fois le projet de budget approuvé en interne, le HCR le présente au Comité exécutif.

Généralement, l'affectation des crédits est négociée au cours de l'année afin d'éviter tout dépassement. Le HCR peut ainsi fonctionner dans un environnement où les crédits affectés peuvent tenir lieu de ressources « de base ». Lorsqu'un donateur souhaite faire une contribution pour une activité qui n'est pas approuvée par le Comité exécutif, on peut considérer que cette contribution relève des « autres ressources » car elle n'entre pas dans le cadre de l'appel. Des appels supplémentaires lancés au cours de l'année permettent aussi de lever des fonds entièrement réservés à l'activité concernée. Ainsi, les crédits sont affectés en réponse directe aux demandes du HCR.

Le HCR propose de réviser la terminologie de façon à faciliter la présentation des données en les classifiant comme suit : a) ressources réservées ou non réservées; et b) ressources réservées conformément aux appels de fonds ou non réservées conformément aux appels de fonds. Il estime que les « ressources de base » et les « autres ressources » pourraient être interprétées comme étant des ressources destinées à des activités « prescrites » ou « non prescrites », ce qui n'est évidemment pas le cas au HCR.

26. Comme second facteur ayant contribué à l'accroissement des ressources de base, les contributions de base destinées aux institutions spécialisées, qui étaient

jadis sous-estimées dans les précédents rapports, sont à présent calculées directement sur la base des renseignements fournis par les institutions spécialisées concernant les contributions volontaires et statutaires qu'elles reçoivent au titre des activités opérationnelles de développement (voir par. 8 ci-dessus).

27. On trouvera au tableau 5 les données sur les tendances des contributions versées aux différentes entités des Nations Unies. (Les données ventilées par institution spécialisée sont analysées dans la section IV.)

28. En 2006, l'évolution des ressources de base a considérablement varié d'une entité à l'autre. À l'UNICEF, elles ont augmenté de 31 %, en grande partie à cause de l'accroissement des contributions fournies par le secteur privé grâce au vaste réseau des comités nationaux de l'UNICEF, dépassant ainsi le taux de croissance prévu dans le plan financier de l'UNICEF. L'ONUSIDA a signalé une croissance de 63 % de ses contributions de base en 2006, traduisant la croissance continue de son budget-plan de travail intégré.

29. Les contributions de base versées au FIDA ont enregistré une croissance de 75 % en 2005, taux identique à celui de 2004. S'agissant des contributions de base, cette évolution tient aux périodes de reconstitution, qui couvrent trois années. Le FIDA procède actuellement à sa septième reconstitution, portant sur la période de 2007 à 2009. La première année de toute nouvelle reconstitution est généralement caractérisée par un montant élevé des contributions, lequel comprend à la fois le versement initial au titre de la nouvelle reconstitution et le versement des arriérés au titre de la reconstitution précédente. Quant aux autres ressources, elles ne relèvent d'aucun cycle de financement mais sont tributaires des accords négociés en vigueur.

30. En 2006, le PNUE a enregistré une baisse des contributions de base versées à son Fonds pour l'environnement et à ses fonds d'affectation spéciale ainsi que des autres contributions versées au titre de l'appui direct à son programme de travail. Il ressort toutefois des données préliminaires pour 2007 que les contributions à tous les domaines d'activité ont retrouvé leurs niveaux de 2004 et 2005.

Tableau 5
**Contributions aux ressources de base des organismes
des Nations Unies : 2002-2006**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Organisme	2002	2003	2004	2005	2006	Variation entre 2005 et 2006	Variation annuelle moyenne entre 2002 et 2006
						(En pourcentage)	
PNUD ^a	710	823	888	955	961	0,6	7,9
FNUAP	247	289	325	364	362	-0,5	10,1
UNICEF	697	721	779	796	1 043	31,0	10,6
PAM	362	338	405	294	242	-17,8	-9,6
HCR	184	202	222	258	246	-4,5	7,6
FIDA	112	149	277	127	223	75,3	18,8
CCI	9	11	13	13	14	6,5	10,2

Organisme	2002	2003	2004	2005	2006	Variation entre 2005 et 2006	Variation annuelle moyenne entre 2002 et 2006
						(En pourcentage)	
ONUSIDA	95	95	135	135	220	63,0	23,4
CNUCED	46	53	57	59	57	-2,8	5,2
PNUE	90	97	132	142	94	-33,7	1,3
ONU-Habitat	2	3	4	10	10	3,0	43,2
ONUDC/PNUCID	0	31	32	32	30	-6,1	-1,3
UNRWA	390	427	428	434	495	14,0	6,1
Institutions spécialisées et AIEA ^b	868	905	975	960	995	3,7	3,5
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	23	30	32	59	65	10,6	29,5
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	..	..	..	..	0	..	..
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	14	18	14	17	13	-21,1	-0,6
Total des contributions	3 850	4 192	4 718	4 654	5 071	9,0	7,1
Total des contributions (en millions de dollars des États-Unis constants de 2005)^c	4 892	4 675	4 821	4 654	4 947	6,3	0,3

^a Comprend les contributions de base à UNIFEM, au FENU et au Programme des Volontaires des Nations Unies.

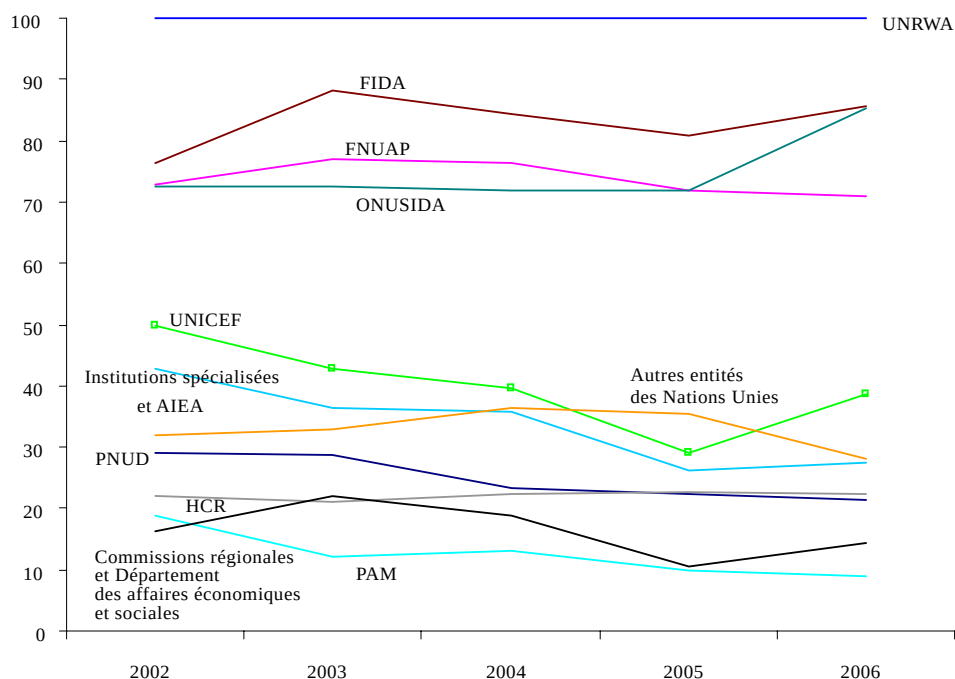
^b Comprend les contributions à l'OMS, à l'OIT, à la FAO, à l'UNESCO, à l'ONUDI, à l'OACI, à l'OMI, à l'UIT, à l'UPU, à l'OMPI, à l'OMM et à l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

31. La figure III montre la part relative des ressources de base dans le montant total des ressources versées à chaque organisme des Nations Unies.

Figure III
**Contributions aux ressources de base en pourcentage du total
 des contributions, par entité : 2002-2006**

(En pourcentage)



32. Trois modes de financement apparaissent clairement. En premier lieu, la totalité des ressources de l'UNRWA est constituée de contributions de base, d'année en année. Un deuxième groupe d'entités reçoit une proportion élevée de ressources de base (FIDA, ONUSIDA et FNUAP). Pour un troisième groupe – le plus important – d'entités, les ressources de base représentent une faible proportion de leur budget (UNICEF, PNUD, PMA, commissions régionales et institutions spécialisées).

Évolution à long terme

33. Le tableau 6 montre l'évolution à long terme (sur une période de 15 ans) du financement de trois organismes des Nations Unies, à savoir le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF. En valeur réelle, les ressources de base ont baissé en moyenne de 0,3 % par an entre 1991 et 2006, mais elles ont augmenté en moyenne de 3 % par an au cours des cinq dernières années (de 2001 à 2006).

Tableau 6
**Contributions versées au Programme des Nations Unies
pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population
et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2006**

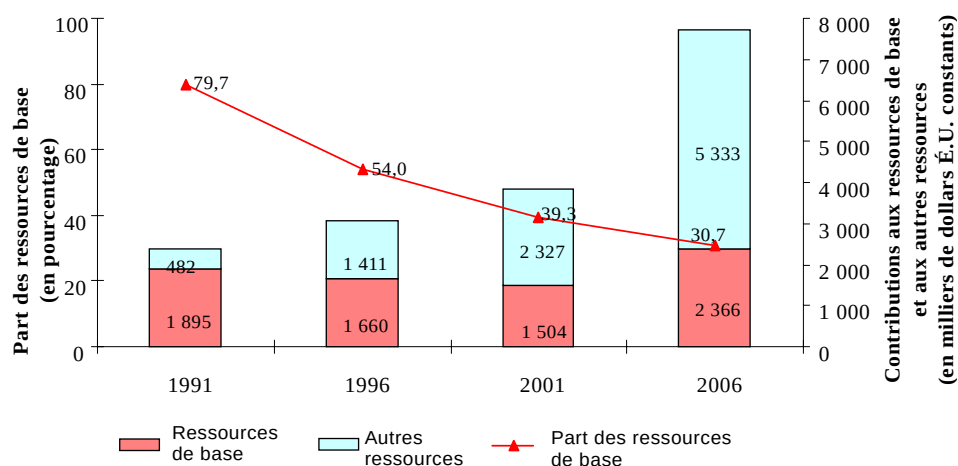
					Variation annuelle moyenne 1991-2006	Variation annuelle moyenne 2001-2006
	1991	1996	2001	2006	(En pourcentage)	
(En millions de dollars des États-Unis courants)						
Ressources de base	1 895	1 660	1 504	2 366	1,5	9,5
Autres ressources	482	1 411	2 327	5 333	17,4	18,0
Total des contributions	2 376	3 071	3 830	7 698	8,8	15,0
(En millions de dollars des États-Unis courants ^a)						
Ressources de base	2 429	1 873	1 989	2 308	-0,3	3,0
Autres ressources	617	1 592	3 078	5 203	15,3	11,1
Total des contributions	3 046	3 465	5 067	7 511	6,7	8,2
Pourcentage des ressources de base	79.7	54.0	39.3	30.7		

^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

34. La figure IV montre la situation réelle s'agissant du déséquilibre croissant entre les ressources de base et les autres ressources du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF. Résultat : alors qu'en 1991 les contributions de base représentaient 79,7 % de la totalité des ressources pour ces trois organismes, leur part est tombée progressivement au fil des ans pour s'établir à 30,7 % seulement en 2006. La raison en est une forte augmentation des contributions à des fins spéciales et une augmentation modique des contributions aux ressources de base.

Figure IV

**Contributions versées au Programme des Nations Unies
pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population
et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2006**



35. Les tableaux 7 et 8 recensent les 10 principaux pays contributeurs aux activités opérationnelles de développement en 2006 en termes de contribution totale aux organismes des Nations Unies et de pourcentage de leur revenu national brut (RNB) alloué.

36. Les États-Unis ont été le plus gros contributeur avec 2,7 milliards de dollars, suivis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Japon. La Norvège a affecté un pourcentage plus élevé de son RNB (0,27 %), suivie par la Suède (0,23 %) et le Luxembourg (0,22 %). On enregistre ensuite une forte baisse des contributions des sept autres pays figurant au tableau 8. Il est utile de voir le tableau 8 dans le contexte de l'objectif fixé en matière d'aide publique au développement, consistant à consentir 0,7 % du RNB à l'aide aux pays en développement. En 2006 par exemple, le montant net de l'aide publique au développement fournie par la Norvège représentait 0,89 % de son RNB, dont 0,27 % a été acheminé par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

Tableau 7
**10 principaux pays contributeurs :
2006**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Rang	Pays	Contributions
1	États-Unis d'Amérique	2 710
2	Royaume-Uni	1 023
3	Japon	938
4	Suède	887
5	Norvège	826

Tableau 8
**10 principaux pays donateurs en pourcentage
de leur revenu national brut : 2006**

(En pourcentage du RNB)

Rang	Pays	Contributions
1	Norvège	0,27
2	Suède	0,23
3	Luxembourg	0,22
4	Danemark	0,12
5	Pays-Bas	0,12

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>	<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
6	Pays-Bas	775	6	Irlande	0,11
7	Canada	621	7	Finlande	0,11
8	Allemagne	358	8	Suisse	0,10
9	Danemark	336	9	Canada	0,10
10	France	284	10	Royaume-Uni	0,08

Donateurs n'appartenant pas au Comité d'aide au développement

37. L'importance grandissante, au cours des dernières années, des contributions versées aux organismes des Nations Unies par des donateurs n'appartenant pas au Comité d'aide au développement (CAD) constitue une évolution encourageante. En 2006, les donateurs n'appartenant pas au CAD ont apporté au total 451 millions de dollars aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles de développement, dont des contributions autofinancées. On trouvera au tableau 9 les 10 principaux contributeurs n'appartenant pas au CAD. Ces contributions peuvent sembler modestes en comparaison du montant total des contributions, mais elles représentent une augmentation de 104 % par rapport aux 221 millions de dollars versés en 2004 par les donateurs n'appartenant pas au CAD. Il s'agit de contributions destinées à des dépenses dans d'autres pays en développement, à la suite de la définition de l'aide publique au développement. Un certain nombre de pays d'Amérique latine seront vraisemblablement ajoutés à cette liste dans le prochain rapport une fois que l'origine des fonds locaux du PNUD aura pu être désagrégée.

38. Toutefois, les pays fournissent souvent des ressources, en espèces ou en nature, aux organismes des Nations Unies pour des activités de développement sur leur propre territoire. En 2006, ces ressources « autofinancées », que les gouvernements et les entités privées fournissent par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies pour des dépenses à réaliser dans leur propre pays, se sont élevées à 1 milliard 890 millions de dollars et venaient de 154 pays. Le PNUD, par exemple, a très largement recours à cette pratique dans les pays d'Amérique latine, tout comme le PAM. On ignore dans quelle mesure il s'agit de ressources « nouvelles » ou de l'aide au développement que les autorités locales réacheminent par l'intermédiaire du système des Nations Unies aux fins de la réalisation des programmes de coopération du pays. Ces apports, exclus du tableau 9, doivent faire l'objet d'études plus poussées.

Tableau 9

Pays n'appartenant pas au Comité d'aide au développement et ayant versé des contributions aux organismes des Nations Unies : 2006^a

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	Arabie saoudite	68,4
2	République de Corée	55,1
3	Fédération de Russie	35,1
4	Chine	28,1

Rang	Pays	Contributions
5	Inde	24,6
6	Mexique	18,1
7	Brésil	12,2
8	Argentine	9,2
9	Turquie	9,1
10	Émirats arabes unis	8,2

^a Non compris les contributions autofinancées.

III. Rapprochement des contributions versées aux organismes des Nations Unies et des montants d'aide publique au développement multilatérale et bilatérale hors ONU

39. Les contributions versées aux organismes des Nations Unies en 2006 ont diminué de 2,0 % en valeur réelle (voir tableau 10).

Tableau 10

Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies en 1995-1996 et 2002-2006, selon les définitions de l'ONU et du Comité d'aide au développement (CAD)

	Moyenne de 1995- 1996	2002	2003	2004	2005	2006	Variation annuelle entre 2005 et 2006 (En pourcentage)	Variation annuelle entre 2002 et 2006
<i>(En millions de dollars des États-Unis courants)</i>								
Système des Nations Unies ^a	5 524	10 238	12 675	14 782	17 122	17 196	0,4	13,8
Aide publique au développement multilatérale hors ONU ^b	13 100	12 801	14 502	19 999	19 184	22 222	15,8	14,8
Aide publique au développement bilatérale ^b	36 394	39 818	50 888	57 246	83 453	79 450	-4,8	18,9
<i>(En millions de dollars des États-Unis constants de 2005)^c</i>								
Système des Nations Unies ^a	6 088	13 010	14 135	15 103	17 122	16 777	-2,0	6,6
Aide publique au développement multilatérale hors ONU ^b	14 646	16 751	16 416	20 370	19 184	21 858	13,9	6,9
Aide publique au développement bilatérale ^b	40 722	50 453	56 605	58 486	83 453	77 780	-6,8	11,4

^a Selon les définitions de l'ONU.

^b Selon les définitions du CAD.

^c Compte tenu de l'inflation et des variations des taux de change.

40. À titre de comparaison, les contributions versées aux institutions multilatérales hors ONU, selon les définitions du CAD, ont fortement augmenté en 2006, atteignant 22,2 milliards de dollars, dont 9,9 milliards de dollars versés à la

Commission européenne, 6,8 milliards de dollars à l'IDA et 2,5 milliards de dollars aux banques régionales de développement. Le montant pour 2006 traduit une croissance de 13,9 % en termes réels par rapport à l'année antérieure et une forte augmentation par rapport à 2004.

41. Ces évolutions sont à replacer dans le contexte d'une diminution en 2006 de l'aide publique au développement bilatérale, selon la définition utilisée par le CAD, de 6,8 % en termes réels par rapport à 2005, mais d'une augmentation moyenne annuelle de 11,4 % depuis 2002. Le montant global des contributions versées aux institutions multilatérales hors ONU comprend des versements au titre des autres ressources.

42. Le montant de l'aide publique au développement bilatérale pour 2005 comprenait la somme non négligeable de 25 milliards de dollars au titre de l'allègement de la dette, notamment une aide ponctuelle à l'Iraq et au Nigéria, contre 7 milliards de dollars ou moins au cours des années précédentes. La montée spectaculaire des opérations d'allègement de la dette en 2005 a eu pour effet de gonfler artificiellement les chiffres de l'aide publique au développement en 2005 et elle est à l'origine d'une baisse apparente de 6 % en 2006. Si l'on exclut les allègements de dette des chiffres de l'aide publique au développement bilatérale, l'aide bilatérale a progressé de 1,6 % en termes réels entre 2005 et 2006 et l'augmentation annuelle en valeur réelle depuis 2002 s'élève à 7,3 %, ce qui est très proche du taux de croissance moyen sur cinq ans des contributions versées aux organismes des Nations Unies.

43. Il est à noter qu'il existe plusieurs différences importantes entre les méthodes utilisées par l'ONU et le CAD pour définir, classer et présenter les contributions versées aux organismes des Nations Unies. Elles donnent par conséquent des images très dissemblables des montants consacrés au développement dans le système des Nations Unies. Comme premier pas vers une harmonisation, ces différences, recensées dans les rapports du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale en 2007, ont été présentées au Groupe de travail sur les statistiques du CAD. Elles font l'objet d'une mise à jour dans le présent rapport (voir annexe I)⁴.

IV. Institutions spécialisées

44. C'est la première fois que le rapport du Secrétaire général analyse séparément pour chacune des institutions spécialisées le financement des activités opérationnelles en faveur du développement. Cette analyse repose sur des données communiquées directement par les institutions concernées; par conséquent sa fiabilité est fortement tributaire de la qualité des statistiques fournies par les différentes institutions.

45. Pour préparer le présent rapport, le Département des affaires économiques et sociales a mené de larges concertations avec les organismes des Nations Unies, notamment les institutions spécialisées, au sujet de leurs modalités de financement et de leurs structures financières et budgétaires. Ces discussions ont permis de formaliser le questionnaire détaillé qui a été envoyé ultérieurement et de réunir et d'analyser les résultats présentés dans le rapport. Des données ont été reçues de la

⁴ A/62/74-E/2007/54 et A/62/326.

FAO, de l'OIT, de l'UNESCO, de l'ONUDI et de l'OMS⁵. La collecte de données devrait se faire directement auprès de toutes les institutions spécialisées en vue du rapport du Conseil économique et social pour 2009.

46. Les tableaux et figures ci-dessous présentent les contributions versées de 2002 à 2006 aux fins des activités opérationnelles de 13 institutions spécialisées des Nations Unies. Les données détaillées sur lesquelles reposent ces résumés explicatifs se trouvent dans le tableau A-5 de l'annexe VI.

47. Plusieurs éléments se dégagent de cette analyse. Premièrement, les institutions spécialisées sont d'une grande diversité en ce qui concerne la taille des budgets qu'elles consacrent aux activités opérationnelles. L'OMS est la plus grande des institutions, avec des contributions annuelles globales totalisant 1 milliard 870 millions de dollars en 2006. Il faut cependant noter qu'il sera nécessaire de perfectionner les mécanismes de communication de données sur les contributions aux activités opérationnelles de l'OMS, en collaboration avec cette organisation. À l'autre bout de l'échelle se trouve l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), dont les contributions s'élevaient à 1 140 000 dollars en 2006. Entre les deux, la FAO, l'OIT et l'UNESCO ont reçu en 2006 des contributions à leurs activités opérationnelles d'un montant compris entre 400 millions et 500 millions de dollars. L'ONUDI, l'OACI et l'AIEA forment un autre sous-groupe et reçoivent des contributions annuelles de l'ordre de 100 millions à 200 millions de dollars, viennent ensuite des institutions de petite taille (voir fig. V).

48. Le montant total des contributions reçues par les institutions spécialisées des Nations Unies au titre des activités opérationnelles a atteint un peu plus de 3,6 milliards de dollars en 2006 (voir tableau 11). Bien que ce montant traduise une légère diminution par rapport au niveau de 2005, il reste nettement supérieur à celui de 2004 et la croissance annuelle moyenne au cours des cinq années précédentes a été de 15,6 %, soit 80 % pour l'ensemble de la période.

49. L'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies a souligné la nécessité de maintenir un équilibre entre les contributions aux ressources de base et aux autres ressources. Pour les institutions spécialisées, les ressources de base ont stagné ces dernières années (voir tableau 12). La figure VI montre à quel point ce rapport s'est déséquilibré dernièrement, notamment au cours des cinq dernières années. En 2002, 42,8 % du financement total provenait des quotes-parts et autres contributions aux ressources de base. Cette proportion ne dépassait pas 27,4 % en 2006, en partie à cause de l'accroissement des financements extrabudgétaires à des fins spéciales.

⁵ Les données sur les contributions et dépenses des autres organismes du système des Nations Unies sont extraites de l'information sur les activités de coopération technique recueillie par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Tableau 11
**Contributions versées aux institutions spécialisées des Nations Unies
aux fins des activités opérationnelles : 2002-2006**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme bénéficiaire</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
FAO	217 800	318 900	369 900	395 025	486 116
OIT	279 454	318 454	349 108	382 206	398 059
UNESCO	291 776	361 465	334 548	417 208	411 485
ONUDI	160 336	173 958	211 900	235 436	176 790
OMS	911 229	1 076 906	1 213 760	1 999 044	1 865 911
AIEA	63 973	86 117	85 000	89 756	100 393
OACI	36 185	74 365	78 000	84 494	118 737
OMI	14 880	16 004	15 294	16 447	15 756
UIT	19 534	21 467	26 978	30 372	26 799
UPU	8 070	5 128	5 574	5 686	6 929
OMPI	10 826	12 199	12 205	12 968	13 294
OMM	13 355	18 424	18 036	13 286	6 254
OMT	2 796	810	3 428	1 018	1 143
Total	2 030 214	2 484 197	2 723 732	3 682 943	3 627 664

Tableau 12
**Contributions aux ressources de base des institutions spécialisées
des Nations Unies : 2002-2006**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme bénéficiaire</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
FAO	41 800	61 200	66 500	50 000	34 578
OIT	165 261	165 262	198 276	198 276	221 970
UNESCO	68 046	68 046	76 238	76 238	76 238
ONUDI	72 187	72 187	76 180	78 954	94 123
OMS	427 827	427 827	440 055	440 055	451 115
AIEA	57 500	73 500	74 800	73 600	76 200
OACI	0	0	0	0	0
OMI	5 285	6 825	5 294	6 191	4 524
UIT	18 634	18 634	22 768	22 768	23 329
UPU	3 400	3 400	4 394	4 394	5 188
OMPI	6 660	6 657	8 405	7 315	6 080
OMM	1 693	1 941	1 956	1 956	1 933
OMT	0	0	0	0	0
Total	868 293	905 478	974 867	959 747	995 279

Figure V
Ventilation des contributions aux ressources de base des institutions spécialisées des Nations Unies en 2002 et 2006

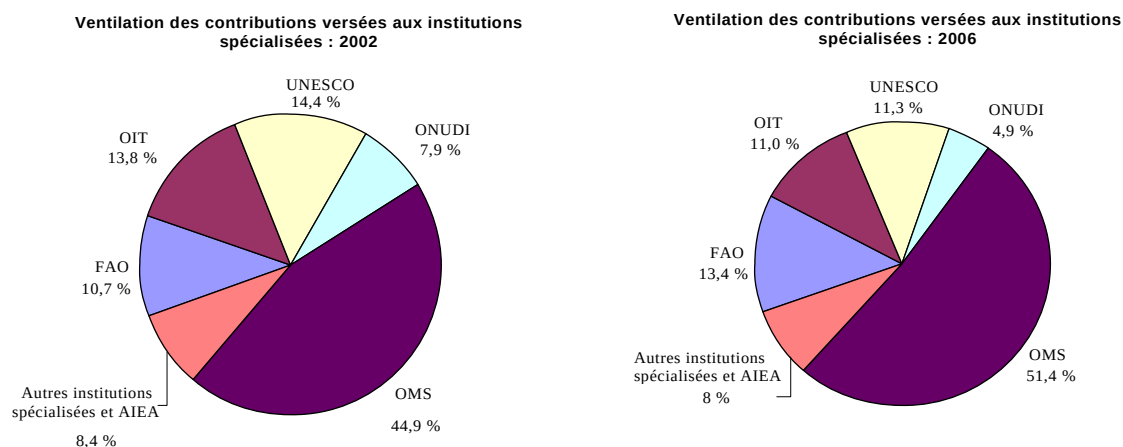
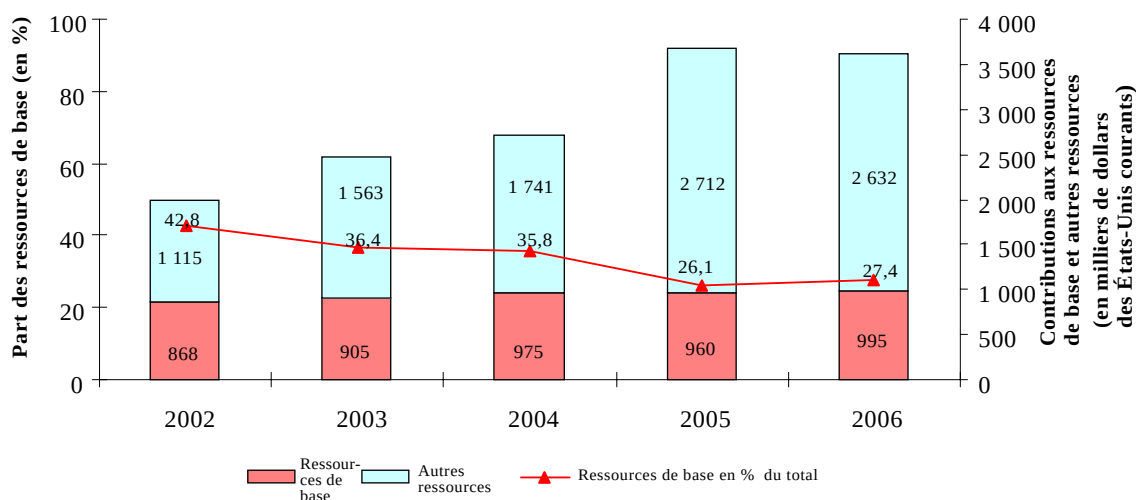


Figure VI
Contributions aux ressources de base et autres ressources des institutions spécialisées du système des Nations Unies : 2002-2006



50. L'OMS est la plus grande des institutions spécialisées. Elle est l'autorité directrice et coordonnatrice, dans le domaine de la santé, des travaux ayant un caractère international au sein du système des Nations Unies. Elle est notamment chargée de diriger l'action sanitaire mondiale, de fixer des normes et des critères et de fournir un soutien technique aux pays. Les mécanismes de communication de données sur le financement et les dépenses de l'OMS seront encore améliorés en vue du rapport de l'année prochaine.

51. La FAO occupe le deuxième rang parmi les institutions spécialisées pour ce qui est du volume annuel de contributions consacrées aux activités opérationnelles en faveur du développement. Les contributions aux ressources de base de la FAO s'élevaient à 34,6 millions de dollars en 2006, d'après les chiffres fournis par l'institution elle-même, et comprenaient le Programme de coopération technique et le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, financés par les ressources du programme ordinaire de la FAO. Bien que ces deux programmes aient vu leurs ressources décliner ces dernières années, le financement global des activités opérationnelles de la FAO a connu une augmentation régulière, de 22,2 % par an en moyenne depuis 2002, grâce à une progression notable des financements fournis à des fins spéciales.

52. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est aussi l'une des grandes institutions spécialisées. Bien que des travaux supplémentaires soient nécessaires pour faire correspondre les données du budget de l'UNESCO aux classifications employées dans le présent rapport, il a été convenu que 25 % (un peu plus de 76 millions de dollars) de son budget ordinaire était consacré à des activités opérationnelles de développement. C'est le coefficient qui est appliqué par le CAD de l'OCDE⁶. Les fonds extrabudgétaires de l'UNESCO se composent de crédits réservés placés dans des fonds d'affectation spéciale destinés à des projets et de comptes spéciaux ou thématiques auxquels les donateurs contribuent. Bien que les ressources de base de l'UNESCO soient restées stationnaires au cours des dernières années, les fonds extrabudgétaires ont augmenté de 10,6 % par an en moyenne de 2002 à 2006.

53. Les ressources de l'OIT destinées aux activités opérationnelles totalisaient près de 400 millions de dollars en 2006. Le montant des quotes-parts étant resté pratiquement inchangé au cours des dernières années, l'OIT a opté pour d'autres stratégies de financement. Elle a encouragé le versement de contributions extrabudgétaires « de base » qui financent les fonctions de base de la coopération en faveur du développement, afin de tenter d'évoluer vers une meilleure intégration du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires. L'OIT a aussi élaboré une stratégie de mobilisation de ressources fondée sur des partenariats étendus, approfondis et à plus long terme avec un large éventail de donateurs. Les principaux donateurs présents à ce deuxième guichet de contributions non affectées étaient en 2006 les États-Unis, les Pays-Bas et la France. L'appui budgétaire direct et la décentralisation des financements au niveau des pays signifient que la collecte de fonds dans les pays a un rôle capital à jouer, même si l'OIT est peu présente au niveau national et doit compter pour cela sur ses structures régionales.

54. Le budget des services administratifs de l'ONUDI, qui couvre les frais de personnel et de fonctionnement, est financé par les quotes-parts versées par ses États membres (au nombre de 172 en 2006). Les programmes et projets de coopération technique sont financés principalement au moyen de contributions volontaires versées par les pays et institutions donateurs, par les fonds multilatéraux et par le PNUD. Le montant brut prévu au titre du budget ordinaire pour 2006 s'élevait à 94,1 millions de dollars. Il ressort des données que les contributions reçues ont baissé en 2006, mais cela est dû au fait que l'ONUDI a reçu et enregistré en

⁶ Voir l'annexe 2 des Directives pour l'établissement des rapports statistiques du CAD (DCD/DAC(2007)34).

décembre 2005 une contribution de 33,4 millions de dollars pour 2006 en provenance du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal.

V. Dépenses

Total des dépenses engagées en 2006

55. Les dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles totalisent 16,4 milliards de dollars (voir tableau 13).

Tableau 13

Dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Entité</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Entité</i>	<i>Dépenses</i>
PNUD	4 777	ONUDC/PNUCID	114
FNUAP	392	UNRWA	600
UNICEF	2 070	FAO	449
PAM	2 665	OIT	394
HCR	1 091	UNESCO	438
FIDA	387	ONUDI	193
CCI	53	OMS	1 440
ONUSIDA	200	Autres institutions spécialisées et AIEA ^a	246
CNUCED	90	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	123
PNUE	409	Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^b	0
ONU-Habitat	143	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	95
Total des dépenses			16 368

^a Comprend les dépenses engagées par l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^b La mise en place du Bureau d'appui à la consolidation de la paix a été achevée à la fin de 2006 et le Bureau n'a pas enregistré de dépenses au titre d'activités opérationnelles avant le début de 2007.

Évolution générale des dépenses

56. Les dépenses que les organismes des Nations Unies consacrent aux activités opérationnelles ont augmenté de 4,7 % en valeur nominale par rapport à 2005 et ont connu une hausse annuelle moyenne de 13 % depuis 2002 (voir tableau 14). Si l'on tient compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change, l'augmentation en termes réels par rapport à 2005 est de 2,2 %, tandis que l'augmentation annuelle moyenne depuis 2002, en termes réels, est de 5,7 %. Le niveau récemment élevé des dépenses s'explique par les dépenses engagées pour remédier aux effets de plusieurs catastrophes majeures.

Tableau 14
Montant des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Entité	2002	2003	2004	2005	2006	Variation annuelle en % entre 2005 et 2006	Variation annuelle en % entre 2002 et 2006
PNUD	2 817	3 133	3 566	4 372	4 777	9,3	14,1
FNUAP	313	273	318	388	392	1,1	5,8
UNICEF	1 044	1 208	1 344	1 960	2 070	5,6	18,7
PAM	1 592	3 275	2 900	2 892	2 665	-7,9	13,7
HCR	926	979	1 063	1 142	1 091	-4,4	4,2
FIDA	272	289	314	344	387	12,6	9,2
CCI	34	42	46	50	53	5,4	11,4
ONUSIDA	95	95	158	158	200	26,4	20,4
CNUCED	70	82	86	87	90	3,6	6,6
PNUE	308	338	374	441	409	-7,4	7,3
ONU-Habitat	19	23	36	70	143	104,5	64,9
ONUDC/PNUCID	..	..	..	73	114	56,7	..
UNRWA	392	430	455	481	600	24,7	11,2
Institutions spécialisées et AIEA ^a	2 046	2 246	2 336	2 974	3 159	6,2	11,5
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	50	72	86	105	123	17,6	25,2
Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^b	..	..	..	..	..	..	..
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	76	82	87	92	95	3,5	5,8
Total des dépenses	10 054	12 567	13 168	15 629	16 368	4,7	13,0
Total des dépenses (en millions de dollars des États-Unis constants de 2005)^c	12 776	14 015	13 454	15 629	15 970	2,2	5,7

^a Comprend les dépenses engagées par l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^b La mise en place du Bureau d'appui à la consolidation de la paix a été achevée à la fin de 2006 et le Bureau n'a pas enregistré de dépenses au titre d'activités opérationnelles avant le début de 2007.

^c Compte tenu de l'inflation et des variations des taux de change.

57. Les dépenses globales du PNUD ont progressé de 9,3 % en 2006 et de 14,1 % par an en moyenne au cours de la période 2002-2006 (voir tableau 14). Après le PNUD, le PAM a engagé les dépenses les plus importantes en 2006, suivi par l'UNICEF.

58. Le montant global dépensé par l'UNICEF a atteint 2 milliards 70 millions de dollars, une hausse de 5,6 % par rapport à l'année précédente. La croissance annuelle moyenne entre 2002 et 2006 a été de 18,7%. Les ressources générales sont affectées à chacun des pays avec lesquels l'UNICEF collabore suivant une formule

arrêtée par son Conseil d'administration, qui prend en compte les trois critères suivants pour chaque pays : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, produit national brut par habitant et taille de la population enfantine. Les dépenses portent notamment sur l'aide aux programmes, l'appui aux programmes et l'administration et la gestion.

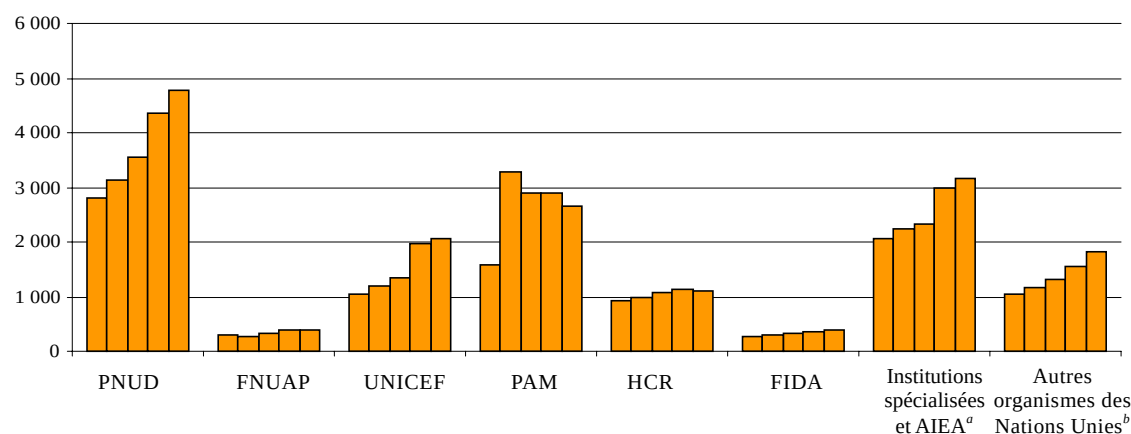
59. Prises collectivement, les institutions spécialisées sont responsables d'une proportion considérable des dépenses. Elles ont globalement consacré 3 milliards 16 millions de dollars à leurs activités opérationnelles, 6,2 % de plus qu'en 2005 et avec une croissance annuelle moyenne de 11,5 % de 2002 à 2006.

60. La figure VII illustre l'évolution sur cinq ans des dépenses des principaux fonds et programmes, ainsi que des institutions spécialisées et d'autres entités du système des Nations Unies. Plusieurs points se dégagent très clairement de ce graphique : a) le PNUD a de loin les dépenses les plus importantes et celles-ci ont augmenté très rapidement; b) les différences d'échelle entre les divers programmes, le FNUAP et le FIDA étant de taille modeste et connaissant une activité stable par rapport aux autres entités; c) l'activité du HCR apparaît stable, de l'ordre du milliard de dollars par an; et d) la croissance des dépenses engagées par l'UNICEF et par les institutions spécialisées, qui s'explique par la multiplication des demandes d'interventions humanitaires en 2005 et 2006.

Figure VII

Montant des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles

(En millions de dollars des États-Unis courants)



^a Comprend les dépenses engagées par la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^b Comprend les dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, l'ONUDC, l'UNRWA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la CEA, la CEE, la CEPALC, la CESAP et la CESAO.

Les dépenses par pays de programme

61. Le tableau 15 donne la liste des 10 premiers pays de programme classés en fonction du montant des dépenses qui leur sont consacrées exprimé en pourcentage

de leur revenu national brut (RNB). Ces 10 pays figurent parmi les pays les moins avancés (bien que les Maldives aient été recommandées pour admission au retrait de la liste), ce qui confirme que les organismes des Nations Unies orientent bien leurs dépenses vers les pays les plus pauvres. Pour le Libéria et le Burundi, les dépenses des organismes des Nations Unies représentaient en 2006 33,6 % et 16,8 % respectivement du revenu national brut.

62. En ce qui concerne les dépenses par habitant dans les pays de programme, sur les 10 pays en tête de liste sept sont classés parmi les pays les moins avancés (voir tableau 16). La Jordanie est le centre régional des opérations de l'UNRWA, par conséquent ces fonds sont en réalité destinés aux programmes de l'UNRWA.

Tableau 15
Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses rapportées à leur revenu national brut, en 2006

(En pourcentage)

Rang	Pays	Pourcentage du RNB
1	Libéria	33,64
2	Burundi	16,75
3	Guinée-Bissau	6,57
4	République démocratique du Congo	5,94
5	Timor-Leste	5,45
6	Érythrée	5,43
7	Maldives	5,40
8	Sao Tomé-et-Principe	4,74
9	Malawi	4,56
10	Sierra Leone	4,46

Note : l'Iraq est exclu de cette liste car la Banque mondiale n'a pas publié d'estimation de son revenu national brut.

Tableau 16
Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses par habitant, en 2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Rang	Pays	Dépenses par habitant	Population en millions
1	Libéria	47,09	3,38
2	Timor-Leste	45,80	1,03
3	Liban	32,43	4,06
4	Soudan	25,86	37,00
5	Somalie	23,76	8,49
6	Jordanie	22,10	5,59
7	Afghanistan	19,43	25,07 ^a
8	Swaziland	17,58	1,13
9	Tchad	16,89	9,99
10	Burundi	16,75	7,83

^a Le chiffre retenu pour la population de l'Afghanistan est une estimation fournie par la Division de la population dans sa révision de 2006.

63. En valeur absolue, le Soudan vient en tête des pays de programme, avec 957 millions de dollars dépensés en 2006. Pour les pays suivants, voir le tableau 17.

Tableau 17
Les 10 premiers pays de programme, par le montant total des dépenses, en 2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Rang	Pays	Dépenses
1	Soudan	957
2	Afghanistan	487
3	République démocratique du Congo	459
4	Pakistan	398
5	Indonésie	389

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Dépenses</i>
6	Éthiopie	383
7	Nigéria	316
8	Inde	272
9	Kenya	270
10	Iraq	246

Dépenses par région

64. Le tableau 18 donne les dépenses par région. La liste des pays compris dans chaque région figure à l'annexe III du présent rapport.

Tableau 18
Répartition des dépenses par région : 2002-2006

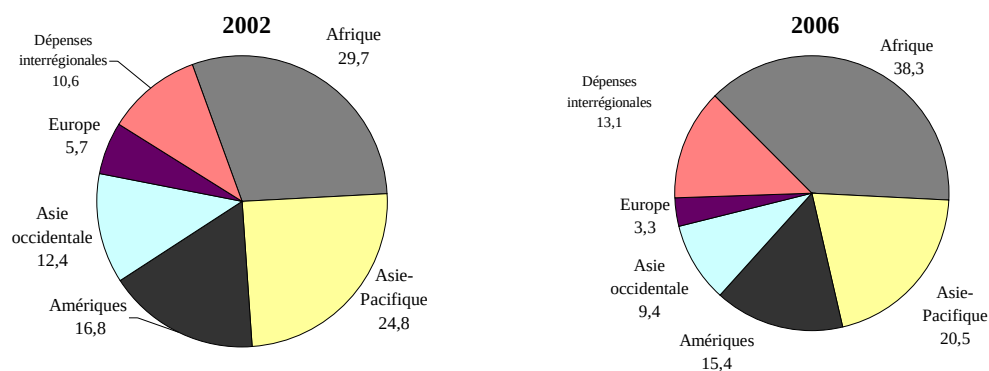
(Pourcentage)

<i>Année</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique</i>	<i>Amériques</i>	<i>Asie occidentale</i>	<i>Europe</i>	<i>Dépenses interrégionales</i>
2002	29,7	24,8	16,8	12,4	5,7	10,6
2003	32,5	18,3	14,3	22,9	3,5	8,5
2004	33,8	20,1	14,7	17,3	3,6	10,5
2005	40,1	22,6	13,8	9,6	3,5	10,3
2006	38,3	20,5	15,4	9,4	3,3	13,1

65. L'Afrique a toujours reçu la part la plus importante des dépenses, et cette proportion a atteint 40,1 % en 2005 et 38,3 % en 2006. La région Asie-Pacifique vient au deuxième rang pour chacune des années, à l'exception de 2003 où elle a été remplacée par l'Asie occidentale, région qui comprend l'Iraq. Les dépenses engagées en Iraq en 2003 et en 2004 expliquent la part très importante de l'Asie occidentale dans le total des dépenses pour ces deux années. La figure VIII fait apparaître l'importance grandissante de l'Afrique dans les dépenses engagées par les organismes des Nations Unies.

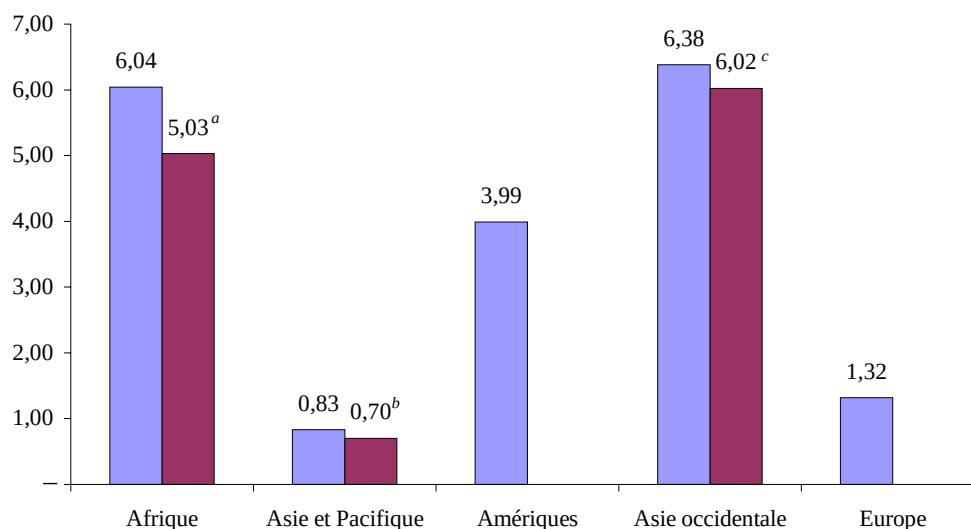
Figure VIII
Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2002 et 2006

(Pourcentage)



66. Un autre moyen d'étudier les dépenses engagées dans chaque région consiste à analyser leur montant par habitant, sachant que les diverses régions sont inégalement peuplées. En 2006, c'est à la région de l'Asie occidentale, comprenant le Moyen-Orient, à l'exclusion de l'Égypte, que les organismes des Nations Unies ont consacré le montant par habitant le plus élevé, avec 6,38 dollars alloués aux pays de cette région et aux programmes régionaux. Ce montant inclut les dépenses de l'UNRWA, qui sont presque toutes effectuées dans la région. Si l'on exclut le financement de dépenses en Iraq, les dépenses par habitant dans la région tombent à 6,02 dollars (voir fig. IX).

Figure IX
Répartition par région des dépenses par habitant : 2006
(En dollars des États-Unis)



^a Sauf Soudan et République démocratique du Congo.

^b Sauf Afghanistan.

^c Sauf Iraq.

67. De même, en Afrique, les dépenses par habitant ont atteint 6,04 dollars en 2006, mais elles chutent à 5,03 dollars quand on exclut les dépenses engagées au Soudan et en République démocratique du Congo. Pour l'Asie-Pacifique, le chiffre par habitant est faible car cette région, qui comprend la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie, est très peuplée. En Europe, la plupart des dépenses se sont concentrées dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie. L'importance du montant par habitant relevé pour les Amériques est due à la pratique de l'autofinancement par le pays, qui a surtout cours dans cette région.

Dépenses engagées dans les pays les moins avancés (PMA)

68. Le tableau 19 donne le montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies dans les pays les moins avancés de 2002 à 2006, en pourcentage des dépenses totales.

Tableau 19
**Dépenses engagées entre 2002 et 2006 dans les pays les moins avancés
par rapport au montant total des dépenses, par organisme**

(Pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006
PNUD	19,0	19,8	28,0	32,5	30,0
FNUAP	34,0	40,6	35,9	29,5	34,3
UNICEF	36,4	46,7	47,6	47,7	49,4
PAM	59,2	45,2	49,8	70,9	63,8
HCR	44,2	39,4	43,1	44,6	43,2
FIDA	38,6	38,1	47,4	44,9	40,8
Institutions spécialisées ^a	14,5	15,0	14,5	16,8	14,2
Autres fonds et programmes des Nations Unies ^b	..	..	..	..	6,4
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	..	..	..	..	7,0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	..	..	..	..	35,9
Total	28,4	29,4	31,8	36,7	34,0

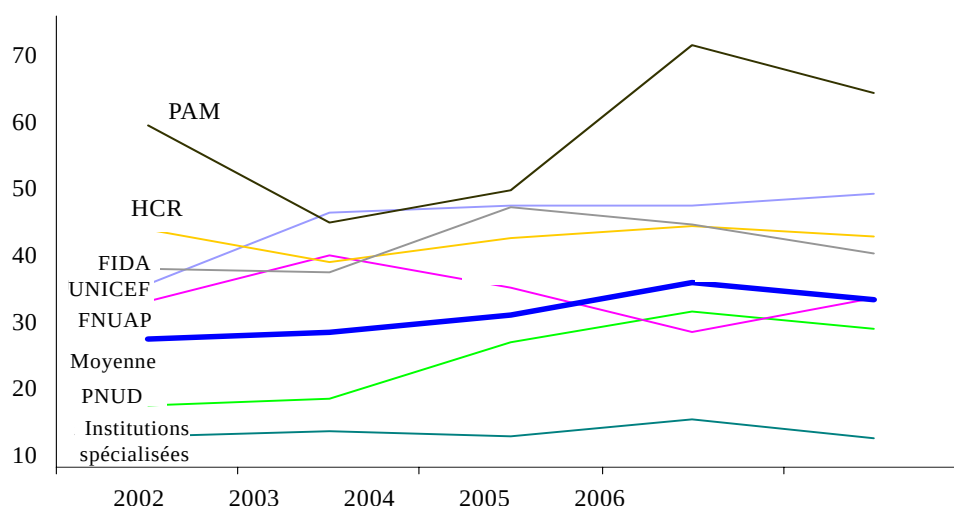
^a Dépenses engagées par la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^b Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

69. Les différents organismes des Nations Unies allouent une proportion très variable de leur aide totale aux pays les moins avancés (voir fig. X).

Figure X
**Dépenses engagées dans les pays les moins avancés entre 2002 et 2006
par rapport au total des dépenses, par organisme**

(Pourcentage)



70. Le PAM est presque toujours en première position pour la part des dépenses consacrées aux pays les moins avancés. Celle-ci s'élevait à 63,8 % en 2006, soit 14 points de plus qu'en 2004 et 7 points de moins que le maximum de 2005, qui était dû à un fort accroissement de son activité au Soudan, en Éthiopie et dans d'autres pays africains. Les dépenses que le PNUD consacre aux pays les moins avancés ont représenté 30 % de ses dépenses totales en 2006. Pour le PNUD et les institutions spécialisées, les pourcentages seraient plus élevés encore si on excluait les dépenses autofinancées, modalité de financement qui prévaut dans les pays plus riches.

Dépenses par secteur

71. Il nous faut améliorer la couverture et la qualité des données sectorielles en nous appuyant sur les travaux du Comité administratif de coordination, qui a dressé un système de classification et sur les travaux que mène actuellement le Groupe de travail sur les statistiques du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les données telles qu'elles sont actuellement communiquées par les entités des Nations Unies figurent dans le tableau B-5 de l'annexe VI.

VI. Progrès accomplis dans la création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies

72. Dans sa résolution 62/208, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction des rapports du Secrétaire général concernant l'analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations

Unies⁴. Elle a constaté également qu'il importait de disposer de données statistiques et d'analyses cohérentes, fiables et exhaustives sur les activités opérationnelles des Nations Unies pour faire comprendre les tendances qui contribuent à la prise de décisions rationnelles.

73. Elle a prié le Secrétaire général, agissant avec les moyens dont dispose le Secrétariat et en recourant s'il y a lieu aux contributions volontaires :

a) De continuer, de façon cohérente, à élargir la portée et à améliorer la ponctualité, la qualité, la fiabilité et la comparabilité des données, définitions et nomenclatures financières servant à la rédaction des rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;

b) De créer un système global, viable et stable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement de tous les organismes compétents du système des Nations Unies;

c) D'ajouter au rapport qu'il présentera au Conseil économique et social en 2008 le bilan des progrès réalisés et le tableau des activités envisagées;

d) D'inviter les États Membres à contribuer à la réalisation des tâches mentionnées ci-dessus (voir résolution 62/208, par. 28).

74. La création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies procède des dispositions de la résolution 62/208, notamment de la section II intitulée « Financement des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement », qui définit un cadre général des données à fournir. Les dispositions financières de la résolution déterminent certains des principaux aspects de la demande d'information financière qui serviront à concevoir et à développer le système complet de données et de rapports financiers, résumé aux paragraphes 87 à 93 du présent rapport.

Progrès accomplis en 2007-2008

75. Le rapport du Département des affaires économiques et sociales, fournissant une analyse statistique complète du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, est une évaluation annuelle de ce financement, et sert à l'examen et à l'évaluation triennaux complets des politiques en la matière.

76. Vu que la question du financement est un sujet de préoccupation majeur de l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, du Forum pour la coopération en matière de développement, de l'examen ministériel annuel et du Bureau du financement du développement, ce rapport annuel de synthèse sur les niveaux et les modes de financement du système des Nations Unies donne un état récapitulatif de ce financement qui peut servir à toutes les entités susmentionnées. Le Secrétaire général a fait de l'amélioration de la cohérence à l'échelle du système une de ses priorités⁷. Améliorer et normaliser le système de données et de rapports financiers constituent une mesure concrète en ce sens.

⁷ Voir A/61/836.

77. Le présent rapport contient des informations sur les 37 entités du système des Nations Unies qui ont indiqué qu'elles finançaient des activités opérationnelles de développement.

78. Jusqu'en 2007, les données financières n'étaient recueillies directement qu'auprès de cinq fonds et programmes (PNUD, FNUAP, UNICEF, PAM et HCR), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Quant aux autres entités évoquées dans le rapport, leurs données étaient recueillies indirectement par le biais du rapport du PNUD sur la coopération technique du système des Nations Unies. Pour ce qui est du présent rapport, la plupart des entités du système des Nations Unies ont communiqué directement des données financières. Il sera désormais plus facile d'accéder en temps voulu aux données, de les utiliser et de les interpréter pour divers objectifs.

79. La collaboration avec le HCR, évoquée pour la première fois dans le rapport publié l'an dernier, et celle qui a été menée en 2007 avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, sous la forme de l'envoi par le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires d'un questionnaire commun à tous les organismes des Nations Unies, ont ouvert de nouvelles perspectives d'analyse du financement de l'aide humanitaire, qui est différent du financement du développement. On a commencé à constituer une base de données relationnelle.

80. Le Département des affaires économiques et sociales participe au Réseau finances et budget du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS) et collabore avec le Conseil en vue d'améliorer ses pratiques. Il a tenu, ces 12 derniers mois, des consultations approfondies avec de nombreuses entités sur la meilleure façon d'intégrer et d'analyser leurs données et de rendre compte de leurs modalités de financement. Le contenu des données et l'utilité de leur publication ainsi que les méthodes à employer ont également été examinés avec les États Membres.

81. Le rapprochement partiel des données (différentes) de l'ONU et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) relatives au financement global du système des Nations Unies, qui avait permis d'exposer de manière transparente les différences et leur explication, a été actualisé dans le présent rapport. Au cours de l'année, on a collaboré plus étroitement avec la Division des statistiques et du suivi du CAD afin d'obtenir des données multilatérales de meilleure qualité.

82. La communication des données financières sur les activités opérationnelles de développement et la qualité de ces données se sont certes beaucoup améliorées pendant l'année écoulée; il faut toutefois mener une action concertée pour consolider les acquis. Il faut veiller à ce que les opérations en cours tiennent compte des normes financières et statistiques pour que l'on puisse obtenir un tableau plus complet et plus précis des activités opérationnelles du système des Nations Unies. Une grande partie de la difficulté tient à l'examen des politiques et des programmes axés sur les résultats qu'il faudra effectuer à l'échelle du système des Nations Unies et au sein de ses divers organismes.

Activités prévues

83. Après l'adoption de la résolution 62/208, on s'est attaché à améliorer la qualité des données et des analyses financières en prenant les trois mesures suivantes⁸ :

a) Fournir un état annuel complet des opérations financières du système des Nations Unies (à l'exception des transferts entre institutions des Nations Unies pour éviter toute double comptabilisation);

b) Donner un aperçu précis du financement annuel total de chaque institution (y compris les transferts provenant d'autres institutions des Nations Unies);

c) Fournir des données fiables sur les tendances du financement, passées et si possible futures.

84. Les transferts de fonds entre institutions, par les problèmes de comptabilité et de suivi qu'ils peuvent entraîner, rendent toutefois difficile la réalisation de ces trois objectifs.

85. L'objectif fondamental de l'élaboration des rapports financiers annuels est de mesurer avec précision et d'analyser systématiquement le financement des activités opérationnelles du système des Nations Unies. Les paramètres de données (contributions, dépenses, ressources de base, frontières régionales, programmes humanitaires, etc.) et les règles qui les régissent varient selon les institutions. Il faut donc redoubler d'efforts pour mettre en place un système commun et normalisé de publication des données financières.

86. En outre, les statistiques financières sont alignées sur les statistiques de l'aide publique au développement (APD) et inversement, même si l'on sait que l'APD ne sera que l'une des dimensions mesurées dans le nouveau système de données.

Création d'un système global de publication de données et de rapports financiers

87. Le système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies aura pour but de fournir des données et des analyses complètes sur le financement du système des Nations Unies qui soient facilement accessibles à tous. Il aura pour but de fournir des données et des informations sur les tendances du financement, ventilées au niveau de chaque entité, et de les regrouper sous la forme d'un état récapitulatif du financement du système des Nations Unies.

88. Des efforts seront faits pour aboutir à une idée plus claire des activités opérationnelles et des tendances concernant le développement et l'aide humanitaire ainsi que les activités de développement relevant des opérations de consolidation de la paix et de maintien de la paix menées par les organismes des Nations Unies. Cette approche globale permet de détailler les différentes composantes et donc de mieux comprendre les activités opérationnelles qu'effectue chaque entité.

89. On essaiera également de mesurer et d'analyser les répercussions de l'évolution des modalités de financement sur les flux de ressources. Il pourra s'agir de nouvelles modalités telles que les contributions volontaires de base négociées par

⁸ Groupe de travail sur les statistiques, document de travail (6-7 mars 2008) (DCD/DAC/STAT/RD(2008)1/RD4).

l'Organisation mondiale de la Santé ainsi que l'appui budgétaire direct, les plans de financement pluriannuels, le partage des coûts entre les donateurs et les gouvernements bénéficiaires; le financement décidé de façon unilatérale par le pays (autre que de l'aide publique au développement); les contributions thématiques, le financement faisant appel à de multiples donateurs, l'aide humanitaire et les ressources en nature.

90. Il est nécessaire de communiquer les données financières les plus récentes. Jusqu'à présent, les données que l'on obtenait avaient deux ans de retard, en partie parce que les cycles de programmation et le calendrier de préparation des données variaient d'un organisme à l'autre. Il a donc été impossible jusqu'à présent de disposer d'informations à jour. À l'avenir, les rapports fourniront des prévisions globales pour l'année la plus récente et des données détaillées pour l'année précédente.

91. Comme on l'a vu plus haut, une attention particulière sera désormais portée aux institutions spécialisées. Le montant des contributions versées à ces institutions au titre des activités opérationnelles est l'un des plus élevés. Il représentait en 2006 près d'un cinquième du total des contributions. Ce chiffre est cependant inférieur au financement total des institutions, car il ne tient pas compte d'une grande partie de leurs quotes-parts et des dépenses connexes qui portent sur les activités opérationnelles. Il faut donc que la collecte, l'analyse et la publication de données sur le financement des activités opérationnelles aient une plus grande portée pour mieux rendre compte des institutions spécialisées et présenter des données plus complètes et ventilées obtenues directement auprès de ces institutions.

92. Les futurs rapports devront également évaluer l'aide multilatérale accordée par la Banque mondiale et les banques régionales de développement et la comparer à la contribution du système des Nations Unies à l'aide publique au développement et à l'aide plus générale accordée aux pays.

93. L'un des principaux objectifs sera d'établir à l'avenir une étroite collaboration entre le Département des affaires économiques et sociales et les entités du système des Nations Unies, le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Groupe de travail sur les statistiques du Comité d'aide au développement.

Annexe I

Harmonisation des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions versées au système des Nations Unies

1. Il existe plusieurs différences importantes entre les méthodes utilisées par l'ONU et le Comité d'aide au développement (CAD) pour définir, classer et présenter les contributions versées aux organismes des Nations Unies. Elles donnent par conséquent des images très dissemblables des montants consacrés au développement dans le système des Nations Unies. À titre de première étape sur la voie de l'harmonisation, ces différences sont exposées dans les rapports que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont présentés au Groupe de travail sur les statistiques du CAD en 2007^a.

2. Le montant des contributions de 2006 est pris en compte dans les chiffres du présent rapport (voir tableau de la présente annexe).

Différences de classification

Ressources de base et autres ressources

3. Dans les statistiques de l'ONU, les fonds destinés aux activités de base et les autres fonds versés aux organismes des Nations Unies par les gouvernements sont considérés comme contributions versées à l'ONU au titre de ses activités opérationnelles. Le CAD place les contributions des gouvernements aux ressources de base dans la catégorie de l'aide multilatérale, tandis que les autres contributions, parfois appelées aide multilatérale, sont classées comme aide bilatérale.

4. L'ONU inclut les contributions aux autres ressources dans ses estimations parce qu'elle considère que les contributions versées par les gouvernements aux ressources de base et aux autres ressources des organismes des Nations Unies avaient pour objet d'appuyer ses activités opérationnelles. Le CAD considère les autres contributions comme aide bilatérale parce qu'il estime que les gouvernements donateurs contrôlent en réalité l'usage qu'il est fait des autres ressources et que les organismes des Nations Unies, et non les bénéficiaires, sont les filières de distribution de l'aide.

5. Cette différence de traitement des contributions aux autres ressources, principale cause des écarts constatés entre les données publiées par les deux organisations, est une source de confusion dans la comptabilisation des ressources et l'étude des résultats du système des Nations Unies. Ainsi, le montant total des fonds en provenance de pays membres du CAD gérés par les organismes des Nations Unies est plus de deux fois supérieur au montant des contributions de base indiqué par le CAD (voir tableau de la présente annexe). En outre, l'analyse du volume total des flux peut être faussée, par exemple en cas de double comptage résultant de la combinaison des données du CAD sur l'aide bilatérale et des données de l'ONU sur les contributions.

^a Voir A/62/74-E/2007/54 et A/62/326.

6. Dans son *Rapport sur la coopération pour le développement* de 2007, le CAD indique que les gouvernements membres du Comité ont versé à l'UNICEF des contributions d'un montant total de 660 millions de dollars en 2006, alors qu'il ressort du présent rapport que ces contributions s'élèvent à 1 milliard 684 millions de dollars, soit un écart de plus d'un milliard, qui tient à ce que le chiffre avancé par l'ONU comprend également les contributions aux autres ressources versées à l'UNICEF par les gouvernements membres du CAD, soit 1 023 600 000 dollars. Il en va de même pour d'autres organismes des Nations Unies. De fait, le montant total des contributions versées en 2006 aux organismes des Nations Unies par les gouvernements membres du CAD au titre des autres ressources s'élève à 6 milliards 470 millions de dollars (voir tableau de la présente annexe), alors que ces contributions ont été intégrées sans distinction dans les statistiques du Comité sur l'aide bilatérale.

7. La nouvelle classification adoptée pour les données du PAM (2006) est plus proche de celles des autres organismes des Nations Unies et du CAD (voir encadré 1 du présent rapport). Le CAD estime que seules les contributions de ses membres au « guichet de financement » multilatéral du PAM peuvent être classées comme contributions de base, c'est-à-dire comme aide publique au développement. Le montant de ces contributions s'est élevé à 242 millions de dollars en 2006. Par ailleurs, les États-Unis, de loin les principaux donateurs au PAM, ne figurent pas dans les statistiques du CAD parce que l'ensemble de leurs contributions au PAM est comptabilisé en tant qu'aide bilatérale. (La classification des données du HCR a été modifiée de façon analogue, comme le montre l'encadré 2 du présent rapport.)

Contributions versées par d'autres organismes multilatéraux ou régionaux

8. Les contributions versées par d'autres organismes multilatéraux ou régionaux sont essentielles pour les organismes des Nations Unies et ont atteint 1,5 milliard de dollars en 2006, dont 1 milliard 152 millions de dollars en provenance de la Commission européenne. Ces contributions, qui sont principalement versées au titre des autres ressources, sont incluses dans les chiffres publiés par l'ONU mais pas dans ceux du CAD. D'après les statistiques du CAD, les contributions versées par ces organismes au titre des ressources de base seulement se chiffrent à 464 millions de dollars. Les données du CAD rendent compte des flux multilatéraux au stade de la contribution d'un donateur national à un organisme multilatéral, qu'il s'agisse d'une entité traditionnelle ou d'un fonds d'affectation spéciale. L'ONU tient également compte des transferts de fonds effectués entre organismes dans le cadre de l'exécution des programmes. Il est possible d'obtenir des informations sur les contributions versées aux organismes des Nations Unies par la Commission européenne et d'autres organisations intergouvernementales pour autant que les organismes les communiquent au Département des affaires économiques et sociales.

Contributions versées par des donateurs n'appartenant pas au CAD (autres que les contributions « autofinancées »)

9. Les chiffres de l'ONU comprennent les contributions versées aux organismes des Nations Unies par des pays n'appartenant pas au CAD, soit environ 451 millions de dollars en 2006. Le montant indiqué par le CAD n'est que de 110 millions de dollars. Cet écart s'explique en partie par le fait que l'ONU inclut les contributions au titre des autres ressources versées par des pays qui ne sont pas membres du CAD,

mais également par le fait que le CAD ne reçoit pas de données de la part de certains donateurs importants qui n'en sont pas membres.

Différences en termes d'inclusion et d'exclusion

Contributions autofinancées

10. Certains organismes des Nations Unies reçoivent des contributions de gouvernements n'appartenant pas au CAD, au titre de dépenses dans le pays même. Ces contributions sont appelées contributions autofinancées, contributions locales, contributions de participation aux frais ou encore contributions de cofinancement et peuvent en effet constituer des contributions « intermédiaires » tirées de fonds fournis à l'origine par des banques de développement ou des donateurs bilatéraux. Elles ne sont pas comptabilisées par le CAD et ne seraient pas traitées comme contributions versées à l'ONU, puisque le CAD les aurait déjà recensées en tant que contributions directes au pays bénéficiaire ou comme contributions à la banque de développement compétente. L'ONU classe également les contributions en fonction du donateur d'origine afin d'éviter les doubles comptages, mais ceci n'est possible que pour les organismes permettant la ventilation des fonds selon la source. Dans certains cas, comme celui des ressources locales du PNUD mentionné ci-après, cette méthode ne peut pas être appliquée.

11. On estime que le montant de ces contributions autofinancées, qui concernent principalement des pays d'Amérique latine, s'élevait à environ 1 milliard 890 millions de dollars en 2006, dont 1 milliard 363 millions de dollars versés par l'intermédiaire du PNUD, et 325 millions de dollars par le biais des institutions spécialisées. Il faut noter que le montant total des contributions autofinancées par les pays d'Amérique latine s'élevait à 1 milliard 443 millions de dollars en 2006.

Contributions versées par des donateurs non gouvernementaux et privés

12. Les chiffres de l'ONU comprennent les contributions versées par les organisations non gouvernementales et les organisations privées. Dans les statistiques du CAD, ces contributions sont comptabilisées dans la catégorie des flux privés, c'est-à-dire séparément de l'aide publique au développement, et celles versées à l'ONU ne peuvent pas être différenciées. En 2006, le montant des contributions versées par des donateurs non gouvernementaux et privés a atteint au minimum 1 milliard 470 millions de dollars, soit une forte augmentation par rapport à 2005.

Questions diverses

13. La comptabilisation des contributions pose d'autres problèmes qui sont actuellement à l'examen, comme la question des contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre de programmes thématiques, dont le CAD rend toujours compte principalement en tant qu'aide bilatérale mais qui sont incluses dans les statistiques financières de l'ONU. Les conclusions tirées de l'examen de cette question et d'autres par les instances internationales et régionales seront analysées dans le cadre du prochain rapport de l'ONU sur la question.

14. Sur la base de ce qui précède, on peut établir un tableau très approximatif de rapprochement des données de l'ONU et du CAD pour 2006 (voir tableau ci-dessous).

Tableau
Rapprochement partiel des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Origine des contributions</i>	<i>Données de l'ONU</i>	<i>Données du CAD</i>
Pays du CAD		
Contributions de base	3 931	5 239
Autres contributions	6 473	n.d.
Total, pays du CAD	10 404	5 239
Pays n'appartenant pas au CAD		
Contributions de base	270	110
Contributions autofinancées	1 888 ^a	n.d.
Autres contributions à des fins spéciales	181 ^b	n.d.
Total, pays n'appartenant pas au CAD	2 339	110
Autres entités des Nations Unies	927	n.d.
Communauté européenne et autres organisations intergouvernementales	1 503	464
Organisations non gouvernementales et privées	1 471 ^c	n.d.
Autres organisations	552	0
Total, organisations multilatérales, non gouvernementales, privées et autres	4 453	464
Total des contributions versées aux organismes de l'ONU	17 196	5 813

^a Comptabilisées comme contributions, dont la majorité ne peuvent pas être différenciées.

^b Ne peuvent pas être différenciées, considérées comme aide bilatérale.

^c Ne peuvent pas être différenciées, considérées comme flux privés.

15. L'utilisation de définitions différentes par l'ONU et le CAD signifie que les données de l'ONU sur les contributions ne peuvent pas être ajoutées ou comparées à celles du CAD sur l'aide publique au développement sans d'importants doubles comptages. Le montant total proposé par l'ONU pour 2006 étant près de trois fois supérieur à celui indiqué par le CAD, les deux ensembles de données offrent une image bien différente de l'ampleur des activités opérationnelles et des activités de développement menées par l'ONU. Il serait utile que les statistiques du CAD indiquent aussi la totalité des fonds que les pays du CAD affectent, à travers le système des Nations Unies, au financement du développement et à d'autres activités. Le montant total des contributions de base et autres contributions versées à l'ONU comptabilisé par le CAD se rapprocherait alors des 17,2 milliards de dollars annoncés par l'ONU.

Annexe II

Liste des pays les moins avancés, par région

Afrique

Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Comores
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique
du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tchad
Togo
Zambie

Asie et Pacifique

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Îles Salomon
Kiribati
Maldives
Myanmar
Népal
République démocratique populaire lao
Samoa
Timor-Leste
Tuvalu
Vanuatu

Amériques

Haïti

Asie occidentale

Yémen

Annexe III

Liste des pays ou territoires, par région

Afrique

Afrique du Sud
Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Guinée équatoriale
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Jamahiriya arabe
libyenne
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République
centrafricaine
République
démocratique
du Congo

République-Unie
de Tanzanie
Réunion
Rwanda
Sainte-Hélène
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland
Tchad
Togo
Tunisie
Zambie
Zimbabwe

Asie et Pacifique

Afghanistan
Australie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Brunéi Darussalam
Cambodge
Chine
Fidji
Guam
Hong Kong (Chine)
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République
islamique d')
Japon
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Macao (Chine)
Malaisie
Maldives

Micronésie (États
fédérés de)
Mongolie
Myanmar
Nauru
Népal
Nioué
Nouvelle-Zélande
Ouzbékistan
Pakistan
Palaos
Papouasie-Nouvelle-
Guinée
Philippines
Polynésie française
République de Corée
République
démocratique
populaire lao
République populaire
démocratique
de Corée
Samoa
Singapour
Sri Lanka
Tadjikistan
Thaïlande
Timor-Leste
Tokélaou
Tonga
Turkménistan
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam

Amériques

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
Argentine
Aruba
Bahamas
Barbade
Belize
Bermudes

Bolivie
Brésil
Canada
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
États-Unis
d'Amérique
Grenade
Guadeloupe
Guatemala
Guyana
Guyane française
Haïti
Honduras
Îles Caïmanes
Îles Turques
et Caïques
Îles Vierges
britanniques
Jamaïque
Martinique
Mexique
Montserrat
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République
dominicaine
Saint-Vincent-et-les
Grenadines
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela
(République
bolivarienne du)

Asie occidentale

Arabie saoudite
Arménie
Bahreïn

Chypre
Émirats arabes unis
Géorgie
Iraq
Israël
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
République arabe
syrienne
Turquie
Yémen

Europe

Albanie
Allemagne
Andorre
Autriche
Biélarus
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Ex-République
yougoslave de
Macédoine
Fédération de Russie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Îles Féroé
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Norvège

Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord
Saint-Marin
Saint-Siège
Serbie-et-
Monténégro
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Ukraine

Annexe IV

Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu

Pays à faible revenu

(Revenu national brut par habitant ne dépassant pas 825 dollars)

Afghanistan
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Comores
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Haïti
Îles Salomon
Inde
Kenya
Kirghizistan
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Nigéria
Ouganda
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République démocratique populaire
lao
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal

Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tadjikistan
Tchad
Timor-Leste
Togo
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)

(Revenu national brut par habitant compris entre 826 et 3 255 dollars)

Albanie
Algérie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélorus
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Cap-Vert
Chine
Colombie
Congo
Cuba
Djibouti
Égypte
El Salvador
Équateur
Ex-République yougoslave
de Macédoine
Fidji
Géorgie
Guatemala
Guyana
Honduras
Îles Marshall
Indonésie
Iran (République islamique d')

Iraq
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Kiribati
Lesotho
Maldives
Maroc
Micronésie (États fédérés de)
Moldova
Namibie
Nicaragua
Paraguay
Pérou
Philippines
République arabe syrienne
République dominicaine
Samoa
Serbie-et-Monténégro
Sri Lanka
Suriname
Swaziland
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Ukraine
Vanuatu

**Pays à revenu intermédiaire
(tranche supérieure)**

(Revenu national brut par habitant compris
entre 3 256 et 10 065 dollars)

Afrique du Sud
Argentine
Barbade
Belize
Botswana
Chili
Costa Rica
Croatie
Dominique
Estonie
Fédération de Russie
Gabon
Grenade
Guinée équatoriale
Hongrie
Jamahiriya arabe libyenne

Lettonie
Liban
Lituanie
Malaisie
Maurice
Mexique
Oman
Palaos
Panama
Pologne
République tchèque
Roumanie
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Seychelles
Slovaquie
Trinité-et-Tobago
Turquie
Uruguay
Venezuela (République
bolivarienne du)

Pays à revenu élevé

(Revenu national brut par habitant supérieur à
10 066 dollars)

Allemagne
Andorre
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chypre
Danemark
Émirats arabes unis
Espagne
États-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Hong Kong (Chine)
Irlande
Islande
Israël

Italie
Japon
Koweït
Liechtenstein
Luxembourg
Macao (Chine)
Malte
Monaco
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Qatar
République de Corée
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Singapour
Slovénie
Suède
Suisse

Annexe V

Note technique sur les sources et la couverture statistique

Aux fins du présent rapport, l'expression « le système des Nations Unies » désigne les 37 entités^a ayant indiqué qu'elles finançaient des activités opérationnelles de développement, y compris des activités humanitaires et relatives à l'environnement (les institutions de Bretton Woods en sont donc exclues).

Les données sur les contributions et les dépenses proviennent directement des fonds et programmes de l'ONU (CCI, CNUCED, FNUAP, HCR, ONUDC, ONU-Habitat, PAM, PNUD, PNUE, UNICEF, UNRWA), du Fonds international de développement agricole, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, d'ONUSIDA, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et de cinq des principales organisations spécialisées (FAO, OIT, OMS, ONUDI, UNESCO). Les données sur les contributions et les dépenses d'autres organismes du système des Nations Unies sont extraites de l'information sur les activités de coopération technique recueillie par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) auprès de ces organismes, notamment des commissions régionales, et présentée dans les rapports annuels de l'Administrateur du PNUD.

Les données sur l'aide publique au développement sont quant à elles tirées des rapports annuels du Comité d'aide au développement. Les données sur les contributions rendent compte des contributions effectivement versées au cours d'une année civile par des gouvernements et d'autres sources publiques ou privées à des organismes des Nations Unies pour les besoins d'activités opérationnelles. Les données relatives aux transferts de ressources entre deux organismes du système ont été exclues dans la mesure du possible. Les données sur les dépenses représentent l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays en développement. Les contributions et les dépenses sont exprimées en dollars courants des États-Unis, sauf indication contraire.

Les appellations employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le terme « pays » utilisé dans le présent rapport s'applique aussi, le cas échéant, à des territoires ou à des zones. Le trait d'union entre deux dates indique la période complète entre celles-ci, les années du début et de la fin de la période étant incluses.

^a AIEA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, CCI, CEA, CEE, CEPALC, CESA, CESAP, CNUCED, Département des affaires économiques et sociales, FAO, FENU, FIDA, FNUAP, HCR, OACI, OIT, OMI, OMM, OMPI, OMS, Organisation mondiale du tourisme, ONUDC, ONUDI, ONU-Habitat, UNUSIDA, PAM, PNUD, PNUE, UIT, UNESCO, UNICEF, UNIFEM, UNRWA, UPU et VNU.

Annexe VI

Tableaux des contributions et des dépenses

A. Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

- A-1. Vue d'ensemble des contributions versées de 2002 à 2006 par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-2. Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2002-2006
- A-3. Ventilation par pays des contributions versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-4. Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-5. Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-6. Ventilation par donateur des contributions extrabudgétaires versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-7. Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires versées de 2002 à 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-8. Ventilation par institution des contributions versées de 2002 à 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées

B. Dépenses engagées par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

- B-1. Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-2. Ventilation par pays ou région de programme des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-3. Ventilation par région de programme des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-4. Ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2002 à 2006 au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés
- B-5. Ventilation par secteur des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

A. Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

Tableau A-1

Vue d'ensemble des contributions versées de 2002 à 2006 par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organismes bénéficiaires</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
Fonds central du PNUD	2 370	2 785	3 715	4 217	4 401
Fonds administrés par le PNUD ^a	71	77	82	78	99
Total PNUD	2 441	2 863	3 796	4 295	4 500
FNUAP ^b	339	374	425	505	509
UNICEF ^c	1 399	1 688	1 969	2 742	2 689
PAM ^d	1 907	2 820	3 116	2 940	2 697
HCR	837	957	990	1 134	1 109
FIDA	147	169	329	158	261
CCI	27	37	42	46	45
ONUSIDA	131	131	188	188	258
CNUCED	74	87	87	96	86
PNUE	332	358	370	400	321
ONU-Habitat	24	28	44	99	102
UNODC/PNUCID	..	75	86	103	124
UNRWA	390	427	428	434	495
FAO	218	319	370	395	486
OIT	279	318	349	382	398
UNESCO	292	361	335	417	411
ONUDI	160	174	212	235	177
OMS	911	1 077	1 214	1 999	1 866
Autres institutions spécialisées et AIEA ^{e, f}	170	235	245	254	289
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	78	95	112	140	160
Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^g	..	..	..	..	120
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales ^h	83	82	74	158	93
Total des contributions	10 238	12 675	14 782	17 122	17 196
Total des contributions (en millions de dollars constants de 2005)ⁱ	13 010	14 135	15 103	17 122	16 777

Source : Les données du présent tableau et de tous les suivants ont été fournies par les institutions des Nations Unies ou sont extraites du rapport du PNUD sur les dépenses engagées par le système des Nations Unies au titre de la coopération technique ou des états financiers du secrétariat.

(Suite des notes du tableau A-1)

Note : Il se peut que les chiffres fournis pour les années de 2002 à 2005 dans ce tableau récapitulatif de contributions et dans les suivants diffèrent de ceux donnés dans les éditions antérieures du présent rapport; voir les paragraphes 4 à 8 du présent rapport pour plus de précisions.

- ^a Contributions aux ressources de base et autres ressources du FENU, d'UNIFEM et des Volontaires des Nations Unies.
- ^b Comprend les contributions aux fonds d'affectation spéciale et aux programmes spéciaux en matière de population du FNUAP.
- ^c Comprend les bénéfices nets provenant de la vente des cartes de vœux, qui servent à financer les activités opérationnelles.
- ^d Comprend les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et des contributions extrabudgétaires.
- ^e Comprend la part des contributions statutaires des États Membres qui, dans le budget ordinaire, financent les dépenses de coopération technique.
- ^f Comprend les contributions versées à l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM, l'OACI et l'Organisation mondiale du tourisme.
- ^g Une contribution de 12 570 000 dollars au Fonds pour la consolidation de la paix versée par la Suède le 30 décembre 2005 a été incluse dans les données de 2006, car le lancement officiel du Fonds est intervenu en 2006.
- ^h Comprend une contribution versée en bloc en début de projet (en 2005) au Département des affaires économiques et sociales par le Japon, relative au projet d'assistance technique intitulé « assistance des Nations Unies au procès des Khmers rouges », qui a débuté en janvier 2006 et doit durer quatre ans.
- ⁱ Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Tableau A-2

Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2002-2006

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Organisme bénéficiaire	2002		2003		2004		2005		2006	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Fonds central du PNUD	663	1 707	770	2 016	842	2 873	918	3 299	916	3 484
Fonds administrés par le PNUD ^a	47	24	53	24	46	35	36	42	44	55
PNUD	710	1 731	823	2 040	888	2 908	955	3 341	961	3 539
FNUAP ^b	247	92	289	86	325	100	364	141	362	147
UNICEF ^c	697	702	721	967	779	1 190	796	1 946	1 043	1 646
PAM ^d	362	1 544	338	2 481	405	2 711	294	2 646	242	2 455
HCR	184	653	202	755	222	768	258	876	246	862
FIDA	112	35	149	20	277	51	127	30	223	37
CCI	9	18	11	25	13	29	13	33	14	31
ONUSIDA	95	36	95	36	135	53	135	53	220	38
CNUCED	46	28	53	34	57	31	59	38	57	29
PNUE	90	242	97	262	132	238	142	258	94	227
ONU-Habitat	2	22	3	26	4	40	10	89	10	92
ONUDC/PNUCID	–	–	31	44	32	55	32	72	30	94
UNRWA	390	0	427	0	428	0	434	0	495	0
FAO	42	176	61	258	67	303	50	345	35	452
OIT	165	114	165	153	198	151	198	184	222	176
UNESCO	68	224	68	293	76	258	76	341	76	335
ONUDI	72	88	72	102	76	136	79	156	94	83
OMS	428	483	428	649	440	774	440	1 559	451	1 415
Autres institutions spécialisées et AIEA ^{e, f}	93	76	111	124	118	127	116	138	117	172
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	23	54	30	65	32	80	59	81	65	95
Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^g	–	–	–	–	–	–	–	–	0	120
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales ^h	14	69	18	64	14	60	17	141	13	80
Total	3 850	6 388	4 192	8 482	4 718	10 064	4 654	12 468	5 071	12 124

^{a, b, c, d, e, f, g, h} Voir les notes accompagnant le tableau A-1.

Tableau A-3

Ventilation par pays des contributions versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
États Membres											
Afghanistan	3 599	0	0	0	0	2 355	0	1 131	0	0	7 086
Afrique du Sud	2 594	24	273	1 112	463	604	0	5 143	39	47	10 298
Albanie	124	0	17	0	0	64	10	1 427	1	0	1 643
Algérie	113	163	40	3	60	116	0	923	10	0	1 428
Allemagne	65 518	20 978	8 345	59 621	31 087	38 845	14 328	111 444	8 147	490	358 804
Andorre	64	25	253	133	25	64	0	183	1	0	749
Angola	78	5	0	3 500	0	0	0	446	0	0	4 030
Antigua-et-Barbuda	50	1	0	0	0	1	0	73	0	0	125
Arabie saoudite	12 377	500	3 249	34 295	1 100	1 630	10 000	26 562	94	100	89 907
Argentine	279 843	2	3 029	0	0	230	0	17 323	624	0	301 052
Arménie	257	1	4	0	0	11	4	87	0	0	364
Australie	30 231	3 573	49 415	60 578	13 484	16 074	0	38 523	265	3 947	216 089
Autriche	12 505	1 326	3 173	1 839	1 413	7 469	0	12 842	469	123	41 158
Azerbaïdjan	13 016	3	216	2 086	0	121	0	1 379	1	0	16 822
Bahamas	20	2	0	0	0	11	0	412	2	0	446
Bahreïn	1 644	5	1 000	0	10	118	0	1 066	4	0	3 847
Bangladesh	143	28	49	19 514	0	3	600	155	7	0	20 499
Barbade	11	4	4	0	0	6	0	165	1	0	190
Bélarus	3	1	10	0	0	51	0	196	2	0	263
Belgique	49 335	4 813	12 023	11 132	9 655	18 982	6 128	35 982	351	2 338	150 739
Belize	11	2	50	0	0	1	0	85	0	0	149
Bénin	0	4	0	0	5	15	0	37	0	0	63
Bhoutan	4	6	15	1	0	0	30	87	1	0	143
Bolivie	48 681	0	60	0	0	11	0	2 116	1	0	50 869
Bosnie-Herzégovine	1 406	0	0	0	0	22	75	83	0	0	1 586

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	<i>Total</i>
Botswana	182	117	243	0	0	17	25	1 395	2	0	1 981
Brésil	188 793	754	6 646	0	0	4 361	0	185 036	585	0	386 175
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	13	0	301	21	0	335
Bulgarie	3 283	2	4	10	5	52	0	278	2	0	3 637
Burkina Faso	0	2	18	0	0	5	102	173	0	0	300
Burundi	0	1	1	0	1	110	0	206	0	0	319
Cambodge	4	1	0	0	0	1 014	0	1 377	0	0	2 397
Cameroun	441	1 010	55	0	0	555	494	865	1	0	3 421
Canada	115 390	20 628	116 763	149 414	27 311	65 202	0	115 516	3 077	7 282	620 584
Cap-Vert	40	1	0	0	0	0	0	99	0	0	140
Chili	7 008	10	1 081	0	100	143	100	2 539	237	0	11 220
Chine	26 750	900	2 771	1 800	250	1 506	0	25 617	1 110	20	60 723
Chypre	4	36	753	400	63	135	25	845	5	0	2 266
Colombie	71 048	1 136	3 114	890	28	6 484	0	2 538	470	0	85 708
Comores	0	1	0	0	0	0	0	65	0	0	65
Congo	1 197	44	0	249	0	24	200	5 433	0	0	7 148
Costa Rica	497	4	27	0	16	8	0	800	3	0	1 355
Côte d'Ivoire	1 498	10	48	0	0	578	0	117	1	0	2 252
Croatie	31	10	1 232	0	10	112	0	461	5	0	1 862
Cuba	911	5	0	865	0	0	0	677	6	0	2 463
Danemark	82 585	33 471	53 626	43 817	50 661	38 951	3 692	25 532	1 203	2 022	335 559
Djibouti	0	1	1	0	0	0	0	25	0	0	27
Dominique	25	0	0	0	0	0	0	18	0	0	43
Égypte	38 750	105	221	487	0	252	0	2 239	16	0	42 070
El Salvador	8 259	1	0	160	0	32	0	461	3	0	8 917
Émirats arabes unis	4 573	0	180	5 000	54	1 057	0	2 606	31	300	13 800
Équateur	32 151	2	1 304	397	0	130	0	369	243	0	34 597
Érythrée	0	2	0	0	0	1	0	63	0	0	67
Espagne	49 220	12 009	50 872	16 993	27 875	21 844	2 631	76 909	1 859	1 490	261 701

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	<i>Total</i>
Estonie	71	23	89	0	128	32	0	349	2	23	717
États-Unis d'Amérique	238 091	0	260 741	1 123 113	329 340	227 301	14 850	498 924	2 946	14 631	2 709 938
Éthiopie	0	3	50	0	0	17	0	-316	1	0	-246
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 911	0	6	0	0	1	0	139	64	0	2 121
Fédération de Russie	10 666	300	1 612	11 008	2 000	2 173	0	21 920	146	0	49 825
Fidji	0	1	65	0	0	84	0	56	6	0	213
Finlande	31 727	20 453	25 625	18 319	20 232	25 529	2 453	19 176	2 087	2 740	168 340
France	53 663	2 400	20 166	26 294	18 887	39 132	10 480	105 391	6 990	911	284 315
Gabon	230	9	539	0	0	6	187	4 597	1	0	5 569
Gambie	0	9	0	0	0	0	5	20	0	0	34
Géorgie	5 135	168	2	0	0	63	0	59	0	0	5 427
Ghana	1 060	13	20	10	0	30	0	561	1	0	1 694
Grèce	669	58	378	4 201	1 191	1 554	0	8 194	476	26	16 747
Grenade	10	0	0	0	0	1	0	16	0	0	27
Guatemala	74 049	441	0	186	0	25	0	68 837	4	0	143 542
Guinée	0	4	550	0	0	232	140	39	0	0	965
Guinée équatoriale	25	41	0	0	0	3	0	29	0	0	99
Guinée-Bissau	0	0	50	0	0	0	0	15	0	0	66
Guyana	236	1	21	0	0	30	0	171	0	0	458
Haïti	20	5	0	307	0	54	0	103	0	0	490
Honduras	23 029	3	200	3	0	46	0	83	1	0	23 365
Hongrie	0	2	25	65	155	388	0	1 580	17	0	2 232
Îles Marshall	26	2	0	0	0	1	0	185	0	0	214
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	14
Inde	5 599	199	3 502	6 758	9	2 842	10 000	7 050	578	0	36 536
Indonésie	0	32	3 013	7 002	0	195	2 000	1 608	175	0	14 024
Iran (République islamique d')	861	50	402	0	0	0	0	3 244	21	0	4 578
Iraq	0	0	0	0	0	385	0	174	2	0	562

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	<i>Total</i>
Irlande	36 498	6 116	29 007	31 005	17 837	28 994	0	28 763	238	5 328	183 787
Islande	910	100	603	536	100	190	0	561	86	50	3 136
Israël	150	10	60	0	100	205	0	4 955	72	0	5 552
Italie	17 148	3 616	17 962	12 322	10 473	28 600	25 972	119 303	13 400	3 910	252 707
Jamahiriya arabe libyenne	2 204	0	0	4 515	0	647	0	2 394	17	0	9 777
Jamaïque	20	1	81	0	0	37	0	98	1	0	238
Japon	232 847	35 557	155 400	71 189	75 149	79 022	15 836	261 453	11 195	750	938 398
Jordanie	1 468	50	0	38	0	1 606	0	449	1	0	3 612
Kazakhstan	17	34	0	0	0	17	0	274	3	0	345
Kenya	0	10	646	21 174	0	322	0	179	1	0	22 332
Kirghizistan	0	1	0	0	0	0	0	52	0	0	54
Kiribati	0	0	0	0	0	1	5	19	0	0	24
Koweït	1 021	10	200	143	700	1 489	0	1 910	21	300	5 794
Lesotho	0	3	0	0	0	11	100	212	0	0	326
Lettonie	0	0	0	0	13	41	0	281	2	0	337
Liban	10 297	277	127	26	73	723	0	1 485	3	0	13 010
Libéria	0	40	0	0	0	0	0	364	0	0	405
Liechtenstein	67	8	92	65	311	405	0	94	1	23	1 065
Lituanie	386	0	0	112	0	24	0	1 996	3	111	2 633
Luxembourg	7 627	6 159	7 480	15 387	11 459	8 601	0	19 077	668	222	76 680
Madagascar	1	8	20	1	0	21	97	1 284	0	0	1 432
Malaisie	1 142	215	92	250	0	177	0	2 131	27	0	4 034
Malawi	844	3	0	8 907	0	0	0	15	0	0	9 770
Maldives	36	5	0	0	0	8	0	106	25	0	181
Mali	5 343	6	18	0	0	0	0	111	1	0	5 480
Malte	108	1	0	0	0	22	0	473	2	0	607
Maroc	4 692	1 355	230	38	75	27	0	650	6	0	7 074
Maurice	0	4	10	0	0	259	0	99	1	0	373
Mauritanie	320	2	0	1 207	0	1	0	19	0	0	1 549

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
Mexique	6 825	1 118	4 603	0	102	2 743	1 000	26 377	278	35	43 080
Micronésie (États fédérés de)	3	3	0	0	0	1	0	5	10	10	32
Moldova	530	0	0	0	0	234	6	131	0	0	902
Monaco	195	32	130	36	40	226	0	468	0	25	1 153
Mongolie	0	4	519	0	0	2	0	30	2	0	557
Mozambique	4	2	2	0	0	1	0	1 368	0	0	1 377
Myanmar	0	0	3	0	0	3	0	6 348	3	0	6 357
Namibie	171	1	1	0	0	159	20	426	1	0	780
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	10
Népal	80	6	15	100	0	0	0	54	1	0	256
Nicaragua	8 988	6	8	20	0	10	10	561	0	0	9 602
Niger	0	5	0	0	0	7	0	122	0	0	135
Nigéria	22 608	545	1 135	201	0	178	1 499	2 531	6	0	28 703
Norvège	194 853	43 140	178 621	51 140	55 197	118 942	11 450	149 194	2 280	20 734	825 551
Nouvelle-Zélande	11 194	4 690	5 778	5 710	2 471	2 908	0	5 267	50	1 008	39 077
Oman	0	26	619	0	100	25	50	2 407	109	0	3 336
Ouganda	0	10	0	0	0	13	0	126	1	0	149
Ouzbékistan	6 168	0	1	0	0	3	0	219	2	0	6 393
Pakistan	1 557	505	165	9 376	5	49	667	1 709	27	0	14 060
Palaos	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
Panama	187 461	10	444	1	0	38	8	11 114	3	0	199 079
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	3	0	0	0	246	0	1 225	0	0	1 475
Paraguay	29 341	255	9	0	0	0	0	159	2	0	29 766
Pays-Bas	171 718	82 461	135 026	79 985	66 671	91 850	42 486	85 245	5 694	13 500	774 636
Pérou	106 701	14 353	384	47	0	414	0	5 773	14	0	127 685
Philippines	198	38	1 056	42	4	104	24	2 014	50	61	3 590
Pologne	5 433	55	100	1 200	200	1 906	0	7 928	61	0	16 883
Portugal	3 478	100	678	488	1 736	564	311	6 550	62	50	14 017
Qatar	222	30	550	152	20	267	4 000	2 128	170	0	7 539

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	<i>Total</i>
République arabe syrienne	7 278	985	8	1 081	0	1 033	350	897	5	0	11 639
République centrafricaine	0	2	0	0	4	0	0	18	0	0	24
République de Corée	6 109	130	4 729	427	1 621	4 505	750	36 961	4 715	350	60 297
République démocratique du Congo	0	5	0	0	0	170	0	1 714	0	0	1 889
République démocratique populaire lao	805	2	6	0	0	9	51	266	8	0	1 146
République dominicaine	4 775	146	100	0	0	16	0	796	54	0	5 888
République populaire démocratique de Corée	0	14	0	0	0	3	308	209	1	0	536
République tchèque	1 516	120	477	308	232	1 079	0	3 431	24	111	7 299
République-Unie de Tanzanie	0	5	0	0	0	237	0	121	1	0	364
Roumanie	3 535	10	793	0	0	277	0	892	8	0	5 514
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	274 402	39 820	185 698	100 372	51 992	84 731	11 636	242 801	2 510	29 532	1 023 495
Rwanda	36	0	0	0	0	52	0	1 456	0	0	1 544
Sainte-Lucie	10	1	0	0	0	168	0	73	0	0	252
Saint-Kitts-et-Nevis	10	1	0	0	0	1	0	16	0	0	27
Saint-Marin	0	1	10	38	0	0	0	107	0	0	157
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	0	131	0	52	0	0	183
Samoa	7	5	0	0	0	79	0	72	1	0	164
Sao Tomé-et-Principe	100	9	0	0	0	0	0	13	0	0	122
Sénégal	0	17	114	0	0	28	0	299	1	0	459
Serbie-et-Monténégro ^c	13	1	445	0	0	3	0	300	3	0	764
Seychelles	0	3	0	0	0	1	0	27	0	0	31
Sierra Leone	1 063	11	802	0	0	0	0	224	0	0	2 099
Singapour	352	0	102	50	10	177	0	3 423	66	80	4 260
Slovaquie	3 689	6	12	48	17	135	0	650	7	0	4 565
Slovénie	60	10	78	0	30	279	0	2 361	11	5	2 834
Somalie	5 440	0	0	0	0	0	0	-730	0	0	4 710
Soudan	5	30	0	36 220	0	5	0	165	1	0	36 426
Sri Lanka	280	18	31	12	0	26	333	603	32	0	1 335

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
Suède ^d	244 058	62 671	144 045	58 520	68 060	142 956	37 015	109 047	2 335	18 367	887 074
Suisse	56 879	10 160	19 449	33 910	25 590	34 032	5 807	32 757	1 950	4 037	224 570
Suriname	561	1	0	0	0	4	0	265	0	0	830
Swaziland	364	10	0	617	0	14	20	77	0	0	1 102
Tadjikistan	432	0	0	0	0	19	0	68	0	0	519
Tchad	8 369	20	0	0	0	0	0	164	0	0	8 553
Thaïlande	585	96	3 030	125	20	195	0	2 361	28	0	6 439
Timor-Leste	0	1	0	0	0	56	0	52	0	0	109
Togo	0	6	0	0	0	14	0	64	0	0	84
Tonga	0	1	0	0	0	1	0	14	0	0	16
Trinité-et-Tobago	3 634	5	11	15	0	32	0	559	4	0	4 260
Tunisie	468	58	156	0	0	26	200	481	4	0	1 393
Turkménistan	51	0	0	0	0	2	0	68	1	0	121
Turquie	5 221	108	220	1 200	200	2 448	100	4 422	82	0	14 001
Tuvalu	0	3	0	0	0	1	0	12	0	0	16
Ukraine	745	1	0	0	0	18	0	501	5	0	1 269
Uruguay	8 957	553	394	0	0	87	0	1 590	74	0	11 655
Vanuatu	0	1	0	0	0	79	0	73	0	0	153
Venezuela (République bolivarienne du)	27 958	2 021	1 763	1 800	0	1 639	0	4 502	23	0	39 706
Viet Nam	72	4	14	129	0	47	200	289	21	0	777
Yémen	1 612	15	10	0	0	0	0	141	1	0	1 779
Zambie	0	2	0	0	0	37	0	103	0	0	143
Zimbabwe	2 566	0	0	0	0	16	0	218	1	0	2 800
Total, États Membres	3 354 238	444 026	1 541 605	2 161 848	926 235	1 176 733	238 870	2 675 995	79 003	135 088	12 733 640
États non membres ou zones											
Anguilla	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	<i>Total</i>
Bermudes	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5
Gibraltar	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	27
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hon Kong (Chine)	0	0	17	0	0	0	0	88	0	0	104
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Cook	9	1	0	0	0	0	0	6	0	0	16
Îles Féroé	0	0	0	249	0	0	0	0	0	0	250
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Vierges britanniques	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Kosovo	3 912	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 912
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	101	95	0	196
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	758	0	0	10	20	20	0	72	0	0	880
Territoire palestinien occupé	0	1	0	0	0	852	0	1	0	0	854
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	5
Autres	0	0	0	0	0	0	0	2 969	5	0	2 974
Total, États non membres ou zones	4 709	2	43	259	25	872	0	3 252	100	0	9 264
Total, pays et zones	3 358 947	444 028	1 541 649	2 162 107	926 260	1 177 605	238 870	2 679 247	79 103	135 088	12 742 904
Autres entités des Nations Unies	109 796	5 020	130 110	207 018	78 471	198 408	19 941	162 696	2 446	12 796	926 701
Commission européenne	356 496	38 982	112 970	265 762	79 571	130 614	1 776	151 982	2 434	11 337	1 151 924

<i>Source</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^b</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
Autres organisations intergouvernementales	268 839	0	10 646	6 321	2 676	15 711	0	39 052	6 926	850	351 021
Organisations non gouvernementales	269 922	5 367	33 755	20 517	0	9 114	0	265 686	1 848	0	606 209
Secteur privé	4 473	15 933	763 372	35 003	21 706	8 676	0	15 523	0	76	864 763
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	1 009 526	65 302	1 050 854	534 621	182 424	362 522	21 717	634 939	13 654	25 059	3 900 617
Non classé ailleurs ^c	131 211	0	166 180	0	0	10 799	0	313 478	0	0	621 668
Opérations Cartes de vœux	0	0	-69 554	0	0	0	0	0	0	0	-69 554
Total	269 922	5 367	33 755	20 517	0	9 114	0	265 686	1 848	0	606 209

^a Contributions versées au CCI, à ONUSIDA, à la CNUCED, au PNUE, à ONU-Habitat, à l'ONUDC, à l'UNRWA et au Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

^b Les institutions spécialisées comprennent la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM, l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Les chiffres relatifs au Monténégro pour 2006 sont incorporés à ceux de la Serbie, car la Serbie et le Monténégro ne sont devenus des pays distincts qu'à la mi-2006.

^d A versé le 30 décembre 2005 une contribution de 12 570 000 de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix, un fonds d'affectation spéciale administré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Ce montant a été inclus dans le présent tableau car le Fonds a été officiellement lancé en 2006.

^e Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-4

**Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2006
aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
États Membres														
Afghanistan	0	3 599	0	0	0	0	0	0	0	0	72	3 414	73	7 013
Afrique du Sud	16	2 578	24	0	32	241	0	1 112	0	463	3 703	2 130	3 775	6 523
Albanie	2	122	0	0	1	16	0	0	0	0	81	1 421	84	1 559
Algérie	0	113	10	153	24	16	3	0	60	0	905	144	1 001	426
Allemagne	36 872	28 646	19 518	1 460	5 702	2 643	31 233	28 389	5 115	25 973	121 644	51 610	220 083	138 720
Andorre	64	0	25	0	38	215	38	95	25	0	111	137	302	447
Angola	0	78	5	0	0	0	0	3 500	0	0	28	419	33	3 997
Antigua-et-Barbuda	0	50	1	0	0	0	0	0	0	0	73	1	74	51
Arabie saoudite	1 987	10 390	400	100	0	3 249	0	34 295	100	1 000	19 056	19 330	21 543	68 364
Argentine	0	279 843	2	0	141	2 888	0	0	0	0	9 554	8 623	9 698	291 354
Arménie	0	257	1	0	4	0	0	0	0	0	93	10	97	267
Australie	5 952	24 279	3 008	566	6 079	43 336	3 819	56 759	5 328	8 155	23 465	35 344	47 650	168 439
Autriche	5 549	6 956	854	472	1 466	1 707	14	1 825	533	881	12 166	8 736	20 582	20 576
Azerbaïdjan	0	13 016	3	0	9	208	0	2 086	0	0	126	1 374	138	16 684
Bahamas	0	20	2	0	0	0	0	0	0	0	414	11	416	31
Bahreïn	43	1 601	5	0	0	1 000	0	0	10	0	399	789	457	3 390
Bangladesh	143	0	28	0	35	15	0	19 514	0	0	756	10	961	19 538
Barbade	1	10	4	0	4	0	0	0	0	0	166	6	174	16
Bélarus	1	2	1	0	10	0	0	0	0	0	209	40	221	42
Belgique	19 017	30 318	3 550	1 262	3 628	8 395	0	11 132	1 069	8 586	31 088	32 693	58 351	92 387
Belize	1	10	2	0	50	0	0	0	0	0	78	8	131	18
Bénin	0	0	4	0	0	0	0	0	5	0	43	10	53	10
Bhoutan	4	0	6	0	15	0	1	0	0	0	94	24	119	24
Bolivie	0	48 681	0	0	0	60	0	0	0	0	109	2 019	109	50 760
Bosnie-Herzégovine	0	1 406	0	0	0	0	0	0	0	0	158	22	158	1 428
Botswana	0	182	4	113	0	243	0	0	0	0	241	1 198	244	1 737
Brésil	0	188 793	11	743	1 166	5 480	0	0	0	0	15 564	174 418	16 741	369 435
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	280	54	280	54
Bulgarie	0	3 283	2	0	4	0	10	0	5	0	285	48	305	3 331
Burkina Faso	0	0	2	0	9	9	0	0	0	0	179	101	190	111

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Burundi	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	15	301	17	303
Cambodge	0	4	1	0	0	0	0	0	0	0	45	2 347	46	2 351
Cameroun	0	441	18	992	0	55	0	0	0	0	650	1 264	668	2 753
Canada	52 828	62 563	12 265	8 363	12 273	104 490	27 193	122 221	12 348	14 963	64 904	126 174	181 810	438 774
Cap-Vert	0	40	1	0	0	0	0	0	0	0	20	79	21	119
Chili	3	7 005	5	5	166	915	0	0	100	0	2 409	610	2 683	8 536
Chine	3 431	23 318	900	0	1 382	1 389	1 800	0	250	0	21 795	6 458	29 558	31 165
Chypre	11	- 7	6	30	753	0	0	400	63	0	710	300	1 543	723
Colombie	519	70 529	40	1 096	876	2 239	31	859	28	0	1 746	7 747	3 240	82 469
Comores	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	65	0	65	0
Congo	0	1 197	44	0	0	0	0	249	0	0	228	5 430	272	6 876
Costa Rica	0	497	4	0	27	0	0	0	16	0	368	444	414	941
Côte d'Ivoire	0	1 498	10	0	0	48	0	0	0	0	121	575	131	2 121
Croatie	0	31	10	0	563	669	0	0	10	0	486	92	1 069	793
Cuba	0	911	5	0	0	0	0	865	0	0	492	191	497	1 967
Danemark	62 095	20 489	29 173	4 297	30 902	22 724	32 528	11 289	20 635	30 026	36 714	34 685	212 048	123 511
Djibouti	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	15	10	17	10
Dominique	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	18	0	18	25
Égypte	0	38 750	92	13	0	221	186	301	0	0	1 291	1 215	1 570	40 500
El Salvador	0	8 259	1	0	0	0	160	0	0	0	266	230	427	8 489
Émirats arabes unis	311	4 262	0	0	180	0	0	5 000	54	0	3 250	744	3 795	10 006
Équateur	0	32 151	2	0	182	1 122	397	0	0	0	212	530	793	33 803
Érythrée	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	63	1	65	1
Espagne	8 960	40 261	3 953	8 057	7 895	42 977	0	16 993	11 730	16 145	36 316	68 416	68 853	192 848
Estonie	47	25	23	0	23	66	0	0	23	105	196	210	311	406
États-Unis d'Amérique	108 813	129 278	0	0	125 730	135 011	0	1 123 113	0	329 340	402 221	356 431	636 765	2 073 173
Éthiopie	0	0	3	0	50	0	0	0	0	0	104	-403	157	-403
Ex-République yougoslave de Macédoine	0	1 911	0	0	6	0	0	0	0	0	79	126	85	2 037
Fédération de Russie	0	10 666	300	0	1 000	612	0	11 008	1 000	1 000	12 720	11 519	15 020	34 805
Fidji	0	0	1	0	0	65	0	0	0	0	61	86	62	151
Finlande	19 496	12 231	17 160	3 293	16 588	9 037	7 152	11 166	8 464	11 768	28 626	23 359	97 486	70 854
France	31 215	22 448	2 386	14	16 956	3 210	218	26 076	11 718	7 169	94 456	68 448	156 949	127 366
Gabon	0	230	9	0	0	539	0	0	0	0	361	4 430	370	5 200
Gambie	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	25	0	34	0

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Géorgie	0	5 135	2	166	2	0	0	0	0	0	69	53	73	5 354
Ghana	130	930	13	0	20	0	10	0	0	0	136	455	309	1 385
Grèce	15	654	10	48	300	78	100	4 101	1 015	176	6 271	3 980	7 711	9 036
Grenade	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	16	1	16	11
Guatemala	0	74 049	1	441	0	0	186	0	0	0	367	68 499	554	142 988
Guinée	0	0	4	0	0	550	0	0	0	0	179	233	183	783
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	50	0	0	0	0	15	0	16	50
Guinée équatoriale	0	25	41	0	0	0	0	0	0	0	30	3	71	28
Guyana	42	194	1	0	21	0	0	0	0	0	75	126	139	320
Haïti	0	20	5	0	0	0	0	307	0	0	85	73	90	400
Honduras	0	23 029	3	0	0	200	3	0	0	0	73	58	79	23 287
Hongrie	0	0	2	0	25	0	65	0	155	0	1 490	494	1 737	494
Îles Marshall	0	26	2	0	0	0	0	0	0	0	185	1	187	27
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	14	0
Inde	4 595	1 004	199	0	843	2 658	68	6 690	9	0	15 030	5 439	20 744	15 792
Indonésie	0	0	32	0	347	2 665	0	7 002	0	0	3 607	371	3 986	10 038
Iran (République islamique d')	0	861	50	0	304	97	0	0	0	0	1 716	1 549	2 070	2 508
Iraq	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176	386	176	386
Irlande	22 833	13 666	3 985	2 132	12 559	16 448	9 218	21 786	11 036	6 802	18 426	44 898	78 056	105 731
Islande	420	490	100	0	293	310	33	503	100	0	545	342	1 491	1 645
Israël	50	100	10	0	60	0	0	0	50	50	4 909	324	5 079	474
Italie	64	17 084	1 256	2 360	0	17 962	6	12 316	5 102	5 371	75 057	116 129	81 485	171 222
Jamahiriya arabe libyenne	0	2 204	0	0	0	0	0	4 515	0	0	1 379	1 679	1 379	8 398
Jamaïque	0	20	1	0	81	0	0	0	0	0	99	38	180	58
Japon	75 720	157 127	33 257	2 300	20 500	134 900	5 300	65 889	0	75 149	228 221	140 034	362 998	575 400
Jordanie	270	1 198	50	0	0	0	0	38	0	0	731	1 326	1 050	2 562
Kazakhstan	0	17	5	29	0	0	0	0	0	0	278	16	283	62
Kenya	0	0	10	0	22	624	0	21 174	0	0	271	231	303	22 029
Kirghizistan	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	52	1	53	1
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	1	24	1
Koweït	40	981	10	0	200	0	0	143	200	500	3 112	608	3 562	2 232
Lesotho	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	125	198	128	198
Lettonie	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0	207	117	221	117
Liban	0	10 297	2	275	22	105	0	26	5	68	317	1 895	345	12 665

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Libéria	0	0	10	30	0	0	0	0	0	0	365	0	375	30
Liechtenstein	64	3	8	0	16	76	23	41	45	266	129	393	286	779
Lituanie	0	386	0	0	0	0	0	112	0	0	326	1 808	326	2 306
Luxembourg	3 057	4 571	1 363	4 797	1 422	6 059	0	15 387	2 546	8 913	7 046	21 522	15 433	61 248
Madagascar	0	1	8	0	1	19	1	0	0	0	188	1 215	197	1 235
Malaisie	5	1 137	15	200	0	92	0	250	0	0	2 198	137	2 218	1 816
Malawi	0	844	3	0	0	0	0	8 907	0	0	15	0	18	9 752
Maldives	0	36	5	0	0	0	0	0	0	0	67	72	72	108
Mali	0	5 343	6	0	18	0	0	0	0	0	30	83	54	5 426
Malte	31	78	1	0	0	0	0	0	0	0	363	135	394	212
Maroc	158	4 534	11	1 345	209	20	0	38	75	0	596	87	1 049	6 025
Maurice	0	0	4	0	10	0	0	0	0	0	150	209	164	209
Mauritanie	0	320	2	0	0	0	0	1 207	0	0	16	4	18	1 531
Mexique	289	6 537	48	1 070	981	3 621	0	0	100	2	20 374	10 059	21 792	21 288
Micronésie (États fédérés de)	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	6	20	12	20
Moldova	0	530	0	0	0	0	0	0	0	0	38	334	38	864
Monaco	0	195	6	25	95	35	0	36	0	40	239	481	340	812
Mongolie	0	0	4	0	0	519	0	0	0	0	31	3	35	522
Mozambique	4	0	2	0	2	0	0	0	0	0	63	1 306	71	1 306
Myanmar	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	108	6 247	110	6 247
Namibie	0	171	1	0	0	1	0	0	0	0	146	461	147	633
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10	0
Népal	80	0	6	0	15	0	0	100	0	0	44	11	144	111
Nicaragua	0	8 988	6	0	6	2	20	0	0	0	87	494	118	9 484
Niger	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	26	104	31	104
Nigéria	0	22 608	31	514	845	290	0	201	0	0	2 241	1 972	3 117	25 585
Norvège	113 433	81 420	38 700	4 440	46 928	131 693	30 911	20 229	14 749	40 448	94 608	207 992	339 329	486 222
Nouvelle-Zélande	5 753	5 441	2 734	1 957	3 014	2 765	2 122	3 588	2 461	10	5 752	3 480	21 836	17 241
Oman	0	0	26	0	0	619	0	0	100	0	789	1 802	915	2 421
Ouganda	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	135	4	145	4
Ouzbékistan	0	6 168	0	0	1	0	0	0	0	0	158	66	159	6 234
Pakistan	470	1 087	505	0	138	27	38	9 338	5	0	1 425	1 027	2 582	11 479
Palaos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	6	0
Panama	281	187 180	10	0	89	356	1	0	0	0	1 128	10 034	1 510	197 570

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	94	1 378	97	1 378
Paraguay	0	29 341	0	255	0	9	0	0	0	0	155	5	156	29 611
Pays-Bas	113 771	57 947	69 358	13 103	36 632	98 394	33 822	46 163	48 402	18 269	126 977	111 797	428 964	345 673
Pérou	0	106 701	2	14 351	230	153	47	0	0	0	977	5 223	1 257	126 429
Philippines	24	174	38	0	164	891	42	0	2	2	1 035	1 218	1 305	2 285
Pologne	0	5 433	20	35	100	0	0	1 200	150	50	4 983	4 911	5 253	11 629
Portugal	1 800	1 678	100	0	200	478	110	378	1 618	119	5 564	1 973	9 392	4 625
Qatar	0	222	0	30	50	500	0	152	20	0	4 735	1 831	4 805	2 734
République arabe syrienne	35	7 243	3	982	0	8	58	1 024	0	0	905	1 381	1 001	10 638
République centrafricaine	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4	15	3	17	7
République de Corée	1 000	5 110	130	0	2 500	2 229	108	319	1 500	121	19 977	27 304	25 215	35 083
République démocratique du Congo	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	36	1 848	41	1 848
République démocratique populaire lao	0	805	2	0	5	0	0	0	0	0	126	208	133	1 013
République dominicaine	0	4 775	12	133	79	21	0	0	0	0	365	501	457	5 431
République populaire démocratique de Corée	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	91	431	106	431
République tchèque	482	1 034	120	0	221	256	179	129	26	206	2 578	2 067	3 608	3 691
République-Unie de Tanzanie	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	123	236	128	236
Roumanie	0	3 535	10	0	16	777	0	0	0	0	742	435	768	4 746
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	96 620	177 783	34 423	5 396	35 547	150 151	701	99 671	30 088	21 904	142 891	228 320	340 271	683 224
Rwanda	0	36	0	0	0	0	0	0	0	0	65	1 443	66	1 479
Sainte-Lucie	0	10	1	0	0	0	0	0	0	0	73	168	74	178
Saint-Kitts-et-Nevis	0	10	1	0	0	0	0	0	0	0	16	1	16	11
Saint-Marin	0	0	1	0	0	10	0	38	0	0	92	15	93	64
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52	131	52	131

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Samoa	7	0	5	0	0	0	0	0	0	0	62	90	74	90
Sao Tomé-et-Principe	0	100	2	7	0	0	0	0	0	0	15	-2	18	105
Sénégal	0	0	17	0	114	0	0	0	0	0	136	192	267	192
Serbie-et-Monténégro ^b	0	13	1	0	295	149	0	0	0	0	213	92	509	255
Seychelles	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	27	1	30	1
Sierra Leone	0	1 063	11	0	0	802	0	0	0	0	21	203	32	2 067
Singapour	350	2	0	0	52	50	0	50	10	0	3 289	457	3 701	559
Slovaquie	0	3 689	6	0	12	0	15	33	17	0	665	127	715	3 849
Slovénie	50	10	10	0	25	53	0	0	30	0	981	1 675	1 096	1 738
Somalie	0	5 440	0	0	0	0	0	0	0	0	20	-750	20	4 690
Soudan	0	5	30	0	0	0	0	36 220	0	0	131	40	161	36 265
Sri Lanka	280	0	18	0	31	0	12	0	0	0	560	434	901	434
Suède ^c	119 916	124 141	55 174	7 497	57 948	86 097	51 072	7 448	1 132	66 928	141 233	168 488	426 476	460 598
Suisse	42 918	13 961	9 690	470	14 400	5 049	2 527	31 383	9 016	16 574	39 979	38 604	118 531	106 040
Suriname	0	561	1	0	0	0	0	0	0	0	28	240	29	801
Swaziland	0	364	10	0	0	0	0	617	0	0	111	0	121	981
Tadjikistan	0	432	0	0	0	0	0	0	0	0	85	2	85	434
Tchad	0	8 369	20	0	0	0	0	0	0	0	15	150	35	8 519
Thaïlande	585	0	96	0	415	2 614	85	39	20	0	2 309	275	3 510	2 929
Timor-Leste	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	52	56	53	56
Togo	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	63	15	69	15
Tonga	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	15	0	16	0
Trinité-et-Tobago	0	3 634	5	0	11	0	15	0	0	0	300	295	331	3 929
Tunisie	0	468	20	38	148	7	0	0	0	0	620	91	788	605
Turkménistan	0	51	0	0	0	0	0	0	0	0	68	2	68	53
Turquie	435	4 786	108	0	120	100	0	1 200	200	0	4 926	2 126	5 789	8 212
Tuvalu	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	12	1	15	1
Ukraine	0	745	1	0	0	0	0	0	0	0	480	43	481	788
Uruguay	0	8 957	5	548	98	296	0	0	0	0	494	1 258	596	11 059
Vanuatu	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	73	79	74	79
Venezuela (République bolivarienne du)	0	27 958	5	2 016	727	1 036	0	1 800	0	0	1 897	4 267	2 629	37 077
Viet Nam	0	72	4	0	14	0	0	129	0	0	492	65	510	267
Yémen	0	1 612	15	0	10	0	0	0	0	0	125	17	150	1 629
Zambie	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	25	116	27	116

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Zimbabwe	0	2 566	0	0	0	0	0	0	0	0	149	86	149	2 651
Total, États Membres	963 457	2 390 781	346 008	98 018	473 524	1 068 081	241 681	1 920 167	208 690	717 545	1 966 715	2 338 974	4 200 075	8 533 565
États non membres ou zones														
Anguilla	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5	0
Gibraltar	0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	27	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	88	0	104	0
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Cook	0	9	1	1	0	0	0	0	0	0	6	0	7	10
Îles Féroé	0	0	0	0	0	0	27	222	0	0	0	0	28	222
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Vierges britanniques	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	195	1	195
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	6	0
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	758	0	0	0	0	10	0	20	0	92	0	122	758
Territoire palestinien occupé	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	852	0	853	1
Tokelau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0
Autres	0	3 912	0	0	0	0	0	0	0	0	23	2 952	23	6 864
Total, États non membres ou zones	0	4 709	2	2	43	0	37	222	25	0	1 076	3 149	1 184	8 082
Total, pays et zones	963 457	2 395 490	346 010	98 020	473 568	1 068 081	241 718	1 920 389	208 715	717 545	1 967 791	2 342 122	4 201 259	8 541 648

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies ^a		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Autres entités des Nations Unies	0	109 796	0	5 020	0	130 110	0	207 018	30 721	47 750	127 462	268 825	158 182	768 519
Commission européenne	0	356 496	0	38 982	0	112 970	0	265 762	0	79 571	107 820	190 323	107 820	1 044 103
Autres organisations intergouvernementales	0	268 839	0	0	0	10 646	0	6 321	0	2 676	2 287	60 252	2 287	348 734
Organisations non gouvernementales	0	269 922	0	5 367	441	33 313	0	20 517	0	0	1 428	275 220	1 869	604 340
Secteur privé	0	4 473	15 908	25	460 578	302 795	11	34 992	6 897	14 809	3 379	20 896	486 773	377 990
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	0	1 009 526	15 908	49 394	461 019	589 834	11	534 610	37 617	144 807	242 375	815 515	756 931	3 143 686
Non classé ailleurs ^d	-2 846	134 057	0	0	177 993	-11 814	0	0	0	0	7 474	316 802	182 622	439 046
Opérations Cartes de vœux	0	0	0	0	-69 554	0	0	0	0	0	0	0	-69 554	0
Total	960 611	3 539 073	361 918	147 413	1 043 026	1 646 102	241 730	2 454 999	246 332	862 352	2 217 641	3 474 440	5 071 257	12 124 379

^a Comprend les contributions versées aux organismes suivants : FIDA, CCI, ONUSIDA, CNUCED, PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, UNRWA, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, FAO, AIEA, OACI, OIT, OMI, UIT, UNESCO, ONUDI, UPU, OMPI, OMS, OMM, Organisation mondiale du tourisme, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, CEA, CEE, CEPALC, CESAP, CESA0 et Département des affaires économiques et sociales.

^b Les chiffres relatifs au Monténégro pour 2006 sont incorporés à ceux de la Serbie, car la Serbie et le Monténégro ne sont devenus des pays distincts qu'à la mi-2006.

^c A versé le 30 décembre 2005 une contribution de 12 570 000 dollars au titre des ressources à des fins spéciales au Fonds pour la consolidation de la paix, un fonds d'affectation spéciale administré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Ce montant a été inclus dans le présent tableau car le Fonds a été officiellement lancé en 2006.

^d Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-5

Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
États Membres														
Afghanistan	1	872	4	187	2	0	3	0	9	0	54	0	72	1 059
Afrique du Sud	103	1 001	648	650	224	26	400	0	1 326	10	546	208	3 247	1 896
Albanie	2	0	11	0	4	1 327	7	0	22	0	25	30	70	1 357
Algérie	27	0	169	0	58	2	104	0	339	0	167	57	865	58
Allemagne	3 055	6 364	19 245	5 242	6 640	2 078	11 864	1 094	38 682	5 838	9 370	1 972	88 856	22 589
Andorre	0	49	0	0	4	88	0	0	22	0	21	0	47	136
Angola	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	19	419	28	419
Antigua-et-Barbuda	1	0	7	0	2	0	0	0	13	0	49	0	73	0
Arabie saoudite	251	4 487	1 585	0	546	7 871	977	30	3 184	2 767	1 168	3 696	7 711	18 851
Argentine	337	0	2 124	0	732	1 718	1 309	0	4 269	0	653	6 180	9 425	7 898
Arménie	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	69	0	87	0
Australie	562	1 967	3 536	0	1 220	887	0	0	7 109	19 746	2 442	1 054	14 869	23 654
Autriche	303	36	1 909	0	658	215	1 177	2 965	3 836	720	912	112	8 795	4 047
Azerbaïdjan	2	0	11	0	4	0	7	0	22	0	76	1 258	121	1 258
Bahamas	4	0	29	0	10	0	18	0	58	0	293	0	412	0
Bahreïn	11	0	67	0	23	436	41	267	134	0	87	1	362	704
Bangladesh	3	0	22	0	8	0	9	0	45	0	66	2	153	2
Barbade	3	0	22	0	8	0	14	0	45	0	69	3	161	3
Bélarus	6	0	40	0	14	1	24	0	80	0	31	0	196	1
Belgique	377	13 072	2 375	3 518	820	3 288	1 465	3	4 774	4 780	1 499	13	11 309	24 673
Belize	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	69	7	78	7
Bénin	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	19	0	37	0
Bhoutan	0	0	0	0	1	0	1	0	4	0	58	23	64	23
Bolivie	3	0	20	0	7	13	12	0	40	0	25	1 995	107	2 008
Bosnie-Herzégovine	1	0	7	0	2	0	4	0	13	0	56	0	83	0
Botswana	4	0	27	0	9	1	16	0	54	1	91	1 192	200	1 195
Brésil	537	3 579	3 383	489	1 167	155 727	2 086	2	6 801	189	1 188	9 888	15 162	169 874
Brunéi Darussalam	0	0		0	26	0	0	0	152	0	88	35	266	35
Bulgarie	6	0	38	0	13	1	24	0	76	2	110	9	266	12
Burkina Faso	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	58	96	77	96
Burundi	0	191	2	0	1	0	1	0	4	0	6	0	14	191
Cambodge	1	0	4	431	2	0	3	0	9	889	17	21	36	1 341
Cameroun	3	0	18	626	6	90	11	0	36	0	76	0	149	716

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Canada	992	2 565	6 251	2 040	2 156	2 966	0	0	12 562	80 129	3 670	2 186	25 630	89 886
Cap-Vert	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	11	79	20	79
Chili	79	0	495	0	171	229	306	20	996	0	208	35	2 254	284
Chine	724	0	4 561	0	1 573	353	2 811	1 006	9 168	2 733	2 181	506	21 019	4 598
Chypre	14	0	87	0	30	28	54	2	174	37	218	202	576	269
Colombie	55	364	344	0	119	32	213	62	692	0	163	495	1 586	953
Comores	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	56	0	65	0
Congo	0	5 400	2	0	1	6	1	0	4	0	19	0	28	5 406
Costa Rica	11	0	67	0	23	49	41	0	134	0	84	392	359	441
Côte d'Ivoire	3	0	22	0	8	0	14	0	45	0	24	0	116	0
Croatie	13	0	82	0	28	2	51	0	165	0	119	1	458	3
Cuba	15	0	95	0	33	22	59	21	192	2	91	147	486	191
Danemark	253	1 153	1 596	4 269	550	4 721	984	72	3 206	7 628	1 093	6	7 682	17 850
Djibouti	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	10	15	10
Dominique	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	9	0	18	0
Égypte	42	0	266	0	92	25	165	610	536	0	165	339	1 266	973
El Salvador	8	0	49	0	17	22	30	0	98	0	32	206	234	228
Émirats arabes unis	83	0	522	0	180	242	322	0	1 049	0	263	-54	2 419	188
Équateur	7	0	42	0	14	121	26	40	85	0	31	3	205	163
Érythrée	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	55	0	63	0
Espagne	889	18 876	5 600	5 863	1 931	6 267	3 452	800	11 253	16 870	2 898	2 209	26 023	50 886
Estonie	4	0	27	0	9	7	0	0	54	0	78	171	171	178
États-Unis d'Amérique	7 607	25 630	48 833	67 037	16 775	4 692	0	0	101 421	196 873	22 795	7 261	197 431	301 493
Éthiopie	1	-440	9	0	3	0	6	0	18	0	56	31	93	-409
Ex-République yougoslave de Macédoine	2	0	13	0	5	0	8	0	27	0	22	62	78	62
Fédération de Russie	0	0	2 444	0	843	34	1 507	98	4 912	10 000	1 809	274	11 514	10 406
Fidji	1	0	9	0	3	0	6	0	18	0	19	0	56	1
Finlande	188	1 738	1 183	466	408	1 808	730	4	2 380	9 297	911	62	5 800	13 376
France	2 127	3 733	13 398	5 324	4 622	5 373	8 259	2 345	28 287	23 549	7 269	1 105	63 962	41 429
Gabon	3	4 424	20	0	7	0	12	0	40	0	90	0	172	4 424
Gambie	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	11	0	20	0
Géorgie	1	0	7	0	2	0	4	0	13	0	29	3	56	3
Ghana	1	0	9	0	3	218	6	0	18	0	69	237	106	455
Grèce	187	75	1 176	119	406	629	726	477	2 367	791	688	554	5 549	2 645
Grenade	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	0	16	0
Guatemala	11	300	67	0	23	670	41	0	134	4	84	67 504	359	68 478
Guinée	1	0	7	0	2	0	4	0	13	0	11	0	38	0
Guinée-Bissau	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	0	15	0

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Guinée équatoriale	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	11	0	29	0
Guyana	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	66	96	75	96
Haïti	1	0	7	0	2	0	4	0	13	0	8	68	35	68
Honduras	2	0	11	0	4	11	7	0	22	0	26	0	72	11
Hongrie	45	0	280	0	97	4	172	118	563	36	238	29	1 394	186
Îles Marshall	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	179	0	185	0
Îles Salomon	0	0	2	0	1	0	0	0	4	0	6	0	14	0
Inde	149	0	934	0	323	582	577	1 345	1 880	120	713	428	4 575	2 474
Indonésie	50	0	315	0	109	22	195	42	634	0	240	1	1 543	65
Iran (République islamique d')	55	-4	348	0	120	0	215	59	701	19	255	1 474	1 695	1 549
Iraq	6	0	36	0	12	0	22	0	71	0	28	0	174	0
Irlande	123	1 246	777	3 103	268	1 365	479	1	1 563	19 209	624	5	3 835	24 929
Islande	12	0	75	0	26	8	0	0	152	188	100	0	365	196
Israël	165	0	1 037	0	358	150	640	0	2 085	0	520	0	4 805	150
Italie	1 723	13 257	10 854	6 608	3 745	32 155	6 690	10 417	21 815	4 735	5 228	2 076	50 055	69 248
Jamahiriya arabe libyenne	47	1 009	293	0	101	104	181	0	589	0	150	-80	1 362	1 032
Jamaïque	3	0	18	0	6	0	11	0	36	0	24	0	98	0
Japon	6 867	31 776	43 251	2 229	14 924	14 552	20 707	5 845	86 937	13 780	17 890	2 696	190 575	70 878
Jordanie	4	0	24	0	8	189	15	0	49	0	92	68	192	257
Kazakhstan	9	0	55	0	19	1	34	0	112	0	36	8	265	9
Kenya	3	0	20	0	7	0	12	29	40	0	75	-7	158	22
Kirghizistan	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	43	0	52	0
Kiribati	0	0	2	0	1	0	0	0	4	0	11	0	18	0
Koweït	57	0	360	0	124	21	222	3	723	0	400	0	1 886	24
Lesotho	0	0	2	106	1	0	1	0	4	0	6	92	14	198
Lettonie	5	0	33	0	11	7	0	0	67	2	79	76	196	85
Liban	9	1	53	0	18	100	33	0	107	0	81	1 083	301	1 184
Libéria	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	356	0	364	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0		0	94	0	94	0
Lituanie	9	0	53	0	18	13	33	0	107	3	88	1 671	309	1 688
Luxembourg	27	4 977	171	1 948	59	130	105	2	344	11 151	164	0	870	18 207
Madagascar	1	0	7	1 195	2	0	4	0	13	0	60	1	87	1 197
Malaisie	72	0	451	0	156	0	278	0	907	25	229	15	2 091	40
Malawi	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	0	15	0
Maldives	0	0	0	0	1	0	1	0	4	0	58	41	65	41
Mali	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	11	82	29	82
Malte	5	0	31	0	11	0	19	0	63	2	213	130	341	132
Maroc	17	70	104	0	36	0	64	0	210	0	147	2	578	72
Maurice	4	0	24	0	8	0	15	-27	49	0	25	0	126	-27

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Mauritanie	0	0	2	0	1	3	1	0	4	0	7	0	16	3
Mexique	664	4 721	4 184	0	1 443	498	2 579	960	8 409	297	1 338	1 285	18 617	7 761
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	18	0	23	0
Moldova	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	23	100	31	100
Monaco	1	0	0	0	2	127	4	0	13	238	83	0	103	365
Mongolie	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	21	0	30	0
Mozambique	0	1 229	2	0	1	16	1	0	4	0	54	60	63	1 306
Myanmar	3	6 239	22	0	8	0	9	0	45	1	19	1	106	6 242
Namibie	2	300	13	0	5	0	8	0	27	1	70	0	125	301
Nauru	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	5	0	10	0
Népal	1	0	9	0	3	15	6	0	18	0	7	-4	43	11
Nicaragua	0	450	2	0	1	35	1	0	4	0	67	1	76	485
Niger	0	0	2	0	1	37	1	0	4	0	11	66	20	102
Nigéria	15	0	93	0	32	1 813	57	0	188	73	212	49	597	1 935
Norvège	240	29 585	1 509	11 313	520	10 781	930	4 446	3 032	84 002	1 196	1 639	7 427	141 766
Nouvelle-Zélande	78	361	491	139	169	794	303	0	987	1 537	406	2	2 434	2 833
Oman	25	1 215	155	0	53	2	96	0	313	100	88	360	730	1 677
Ouganda	2	0	13	0	5	2	8	0	27	0	68	0	124	2
Ouzbékistan	5	0	31	0	11	0	19	0	63	0	29	62	157	63
Pakistan	19	650	122	0	42	19	75	0	246	0	218	317	723	986
Palaos	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0	0	6	0
Panama	7	0	42	271	14	11	26	0	85	0	914	9 744	1 089	10 025
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	0	7	0	2	1	4	0	13	1 090	66	41	93	1 131
Paraguay	4	0	27	0	9	3	16	0	54	0	44	2	154	5
Pays-Bas	596	21 576	3 754	9 047	1 295	3 959	2 314	447	7 547	32 614	1 984	111	17 490	67 755
Pérou	33	5	204	0	70	13	126	0	411	0	121	4 791	965	4 808
Philippines	34	0	211	0	73	5	130	0	424	0	124	1 013	996	1 018
Pologne	163	0	1 023	0	353	14	632	496	2 059	40	433	2 716	4 662	3 266
Portugal	166	0	1 043	840	361	364	644	132	2 099	37	606	259	4 918	1 631
Qatar	22	0	142	0	49	226	88	0	286	8	139	1 167	726	1 401
République arabe syrienne	13	0	84	110	29	1	52	0	170	0	109	328	458	440
République centrafricaine	0	0	2	0	1	3	1	0	4	0	6	0	15	3
République de Corée	633	794	3 989	1 155	1 376	1 928	2 459	600	8 020	12 084	1 583	2 339	18 061	18 899
République démocratique du Congo	1	555	7	1 122	2	1	4	0	13	0	8	1	35	1 678
République démocratique populaire lao	0	100	2	0	1	0	1	0	9	0	53	100	66	200
République dominicaine	12	321	78	0	27	79	48	0	156	0	39	36	361	436

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
République populaire démocratique de Corée	3	0	0	0	8	0	14	120	45	0	20	0	89	120
République tchèque	65	292	406	226	140	301	250	116	817	22	270	525	1 949	1 482
République-Unie de Tanzanie	2	0	13	0	5	4	8	0	27		62	0	117	4
Roumanie	21	0	133	0	46	33	82	0	268	0	153	156	702	189
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 161	9 038	13 613	16 249	4 696	4 134	8 392	1 201	27 361	148 469	6 086	1 400	62 310	180 491
Rwanda	0	0	2	0	1	0	1	1 350	4	0	6	91	14	1 441
Sainte-Lucie	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	54	0	73	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	0	16	0
Saint-Marin	1	0	7	0	2	15	0	0	13	0	69	0	92	15
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	43	0	52	0
Samoa	0	0	2	0	1	10	0	0	4	0	54	0	62	10
Sao Tomé-et-Principe	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	7	-2	15	-2
Sénégal	2	0	11	104	4	0	7	0	22	0	88	61	134	165
Serbie-et-Monténégro ^c	7	0	42	0	14	1	26	0	85	2	36	86	211	90
Seychelles	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	8	0	27	0
Sierra Leone	0	0	2	0	1	203	1	0	4	0	12	0	21	203
Singapour	0	0	861	0	0	0	0	0	1 733	48	604	177	3 198	225
Slovaquie	18	0	113	0	39	2	70	0	228	3	161	16	628	22
Slovénie	29	0	182	0	63	3	112	1 262	366	161	146	39	897	1 464
Somalie	0	594	2	0	1	0	1	0	4	0	11	-1 344	20	-750
Soudan	3	0	18	0	6	0	9	0	36	0	58	34	130	35
Sri Lanka	6	0	38	0	13	1	24	0	76	2	48	397	204	400
Suède	352	25 755	2 217	8 666	765	11 235	1 367	0	4 457	51 603	1 436	1 195	10 594	98 454
Suisse	422	1 137	2 659	1 612	917	2 322	1 640	8 095	5 345	6 216	2 256	134	13 240	19 517
Suriname	0	237	2	0	1	0	1	0	4	0	19	0	28	237
Swaziland	1	0	4	0	2	0	3	0	9	0	58	0	77	0
Tadjikistan	0	0	2	0	1	2	1	0	4	0	57	0	66	2
Tchad	0	0	2	0	1	0	1	150	4	0	6	0	14	150
Thaïlande	74	0	464	0	160	11	286	13	933	46	294	80	2 211	150
Timor-Leste	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	43	0	52	0
Togo	0	0	2	0	1	1	1	0	4	0	54	0	63	1
Tonga	0	0		0	1	0	1	0	4	0	8	0	14	0
Trinité-et-Tobago	8	0	49	233	17	1	30	0	98	0	85	37	287	272
Tunisie	11	0	71	0	24	0	44	0	143	33	104	50	398	83
Turkménistan	2	0	11	0	4	0	7	0	22	0	22	0	67	0

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Turquie	131	20	826	0	285	6	509	588	1 655	5	395	2	3 802	621
Tuvalu	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	6	0	12	0
Ukraine	14	0	87	0	30	1	54	0	174	0	117	25	475	26
Uruguay	17	0	107	88	37	226	66	0	214	0	47	789	487	1 103
Vanuatu	0	0	2	0	1	0	1	0	4	0	64	0	73	0
Venezuela (République bolivarienne du)	60	0	380	0	131	146	234	0	764	0	179	2 609	1 747	2 755
Viet Nam	7	0	47	0	2	1	29	0	94	3	106	1	284	5
Yémen	2	-15	13	0	5	0	8	0	27	0	69	32	124	17
Zambie	1	6	4	20	2	7	3	0	9	0	6	46	25	79
Zimbabwe	2	0	16	0	5	0	9	0	31	0	84	70	148	70
Total, États Membres	34 577	252 932	221 970	162 645	76 234	291 112	94 123	47 728	451 097	770 862	117 092	155 640	995 092	1 680 920
États non membres ou zones														
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gibraltar	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88	0	88	0
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Cook	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0	0	6	0
Îles Féroé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Vierges britanniques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	100	1	100
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nioué	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0	0	6	0
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72	0	72	0
Territoire palestinien occupé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	5	0

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA ^b		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base ^a	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	2 946	5	2 946
Total, États non membres	1	0	0	0	4	0	0	0	18	0	163	3 047	186	3 047
Total, pays et zones	34 578	252 932	221 970	162 645	76 238	291 112	94 123	47 728	451 115	770 862	117 255	158 687	995 278	1 683 967
Autres entités des Nations Unies	0	47 365	0	1 298	0	12 982	0	30 598	0	64 361	0	6 092	0	162 696
Commission européenne	0	79 335	0	6 118	0	6 785	0	1 651	0	56 683	0	1 410	0	151 982
Autres organisations intergouvernementales	0	142	0	2 926	0	6 397	0	1 962	0	23 498	0	4 126	0	39 052
Organisations non gouvernementales	0	8 101	0	3 102	0	0	0	452	0	252 299	0	1 732	0	265 686
Secteur privé	0	2 240	0	0	0	7 106	0	0	0	6 177	0	0	0	15 523
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	0	137 184	0	13 444	0	33 270	0	34 663	0	403 018	0	13 360	0	634 939
Non classé ailleurs	0	61 422	0	0	0	10 864	0	275	0	240 916	0	0	0	313 478
Total	34 578	451 538	221 970	176 089	76 238	335 246	94 123	82 667	451 115	1 414 796	117 255	172 047	995 278	2 632 383

^a Comprend le Programme de coopération technique et le Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO, financés par les ressources du programme ordinaire de la FAO.

^b Les autres institutions spécialisées comprennent l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Les chiffres relatifs au Monténégro pour 2006 sont incorporés à ceux de la Serbie, car la Serbie et le Monténégro ne sont devenus des pays distincts qu'à la mi-2006.

Tableau A-6

Ventilation par donateur des contributions extrabudgétaires versées en 2006 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées^a

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	FAO	OIT	UNESCO	ONUDI	OMS	AIEA	OACI	OMI	UIT	UPU	OMPI	OMM	OMT	Total
Afrique du Sud	1 001	0	26	0	10	8	0	0	200	0	0	0	0	1 246
Allemagne	6 364	5 242	2 078	1 094	5 838	41	119	24	0	26	271	0	592	21 690
Arabie saoudite	0	0	7 871	30	2 767	0	0	0	0	0	0	0	0	10 668
Argentine	0	0	1 718	0	0	35	0	0	0	0	0	0	0	1 753
Australie	1 967	0	887	0	19 746	577	0	0	430	0	47	0	0	23 654
Autriche	36	0	215	2 965	720	2	0	0	0	0	110	0	0	4 047
Belgique	13 072	3 518	3 288	3	4 780	13	0	0	0	0	0	0	0	24 673
Canada	2 565	2 040	2 966	0	80 129	1 118	0	477	535	0	56	0	0	89 886
Chine	0	0	353	557	2 733	73	0	0	0	30	93	0	0	3 839
Congo	5 400	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 406
Danemark	1 153	4 269	4 721	72	7 628	6	0	0	0	0	0	0	0	17 850
Espagne	18 876	5 863	6 267	800	16 870	639	0	0	0	47	560	963	0	50 886
États-Unis d'Amérique	25 630	67 037	4 692	0	196 873	6 233	0	431	0	10	244	342	0	301 493
Fédération de Russie	0	0	34	98	10 000	61	0	0	0	0	122	0	0	10 315
Finlande	1 738	466	1 808	4	9 297	6	0	0	0	0	35	0	0	13 354
France	3 733	5 115	5 373	2 345	23 549	62	0	98	78	419	447	0	0	41 220
Grèce	75	0	629	477	791	41	0	0	0	4	0	0	0	2 018
Inde	0	0	582	1 409	120	7	0	0	0	4	0	0	0	2 121
Iran (République islamique d')	0	0	0	35	19	3	0	0	1 271	0	0	0	0	1 329
Irlande	1 246	3 103	1 365	1	19 209	5	0	0	0	0	0	0	0	24 929
Italie	13 257	6 608	32 155	10 417	4 735	1 107	0	0	0	0	7	961	0	69 248
Japon	31 776	2 229	14 552	5 845	13 780	54	0	60	0	41	2 541	0	0	70 878
Luxembourg	4 977	1 948	130	2	11 151	0	0	0	0	0	0	0	0	18 207
Mexique	0	0	392	960	297	10	0	0	0	0	81	0	0	1 740
Norvège	29 585	11 313	10 781	4 446	84 002	661	0	945	0	0	33	0	0	141 766
Nouvelle-Zélande	361	139	794	0	1 537	2	0	0	0	0	0	0	0	2 833
Oman	1 000	0	2	0	100	0	0	0	0	1	0	0	0	1 103
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	1	0	1 090	0	0	0	0	0	0	0	0	1 090
Pays-Bas	21 576	9 047	3 959	447	32 614	19	0	0	61	24	7	0	0	67 755

	FAO	OIT	UNESCO	ONUDI	OMS	AIEA	OACI	OMI	UIT	UPU	OMPI	OMM	OMT	Total
Portugal	0	732	364	132	37	5	0	0	0	0	4	0	0	1 273
République de Corée	794	1 155	1 838	600	12 084	178	0	1 150	0	0	972	0	45	18 815
République tchèque	292	226	301	116	22	272	0	0	0	1	0	0	0	1 230
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 038	16 249	4 134	1 201	148 469	184	0	1 102	0	9	91	0	14	180 491
Slovénie	0	0	3	1 262	161	33	0	0	0	0	0	0	0	1 458
Suède	25 755	8 666	11 235	0	51 603	18	0	518	0	7	652	0	0	98 454
Suisse	1 137	1 612	2 322	8 095	6 216	15	0	0	0	54	65	0	0	19 517
Autres pays	0	0	0	0	0		2 703	0	0	0	0	0	100	2 803
Total pays	222 573	156 848	131 291	44 906	770 862	11 812	2 822	4 901	2 575	708	6 840	2 267	751	1 359 156
Autres entités des Nations Unies	47 365	1 298	12 982	30 598	64 361	0	1 913	4 101	0	0	78	0	0	162 696
Commission européenne	79 335	6 118	6 785	1 651	56 683	579	0	810	0	0	21	0	0	151 982
Autres organisations intergouvernementales	142	2 926	6 397	1 962	23 498	2 368	1 424	0	116	0	150	68	0	39 052
Organisations non gouvernementales	8 101	3 102	0	452	252 299	1	165	1 419	0	0	125	0	23	265 686
Secteur privé	2 240	0	7 106	0	6 177	0	0	0	0	0	0	0	0	15 523
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	137 184	13 444	33 270	34 663	403 018	2 948	3 501	6 331	116	0	374	68	23	634 939
Non classé ailleurs	61 422	0	10 864	275	240 916	0	0	0	0	0	0	0	0	313 478
Total général	421 179	170 292	175 425	79 844	1 414 796	14 759	6 323	11 231	2 691	708	7 214	2 336	774	2 307 572

^a Contributions d'un montant de 1 million de dollars et plus, hormis les contributions autofinancées.

Tableau A-7
**Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires
versées de 2002 à 2006 aux fins des activités opérationnelles
des institutions spécialisées^a**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	18 642	29 527	27 093	34 085	22 589
Australie	5 282	11 200	13 243	30 577	23 654
Autriche	4 043	3 320	5 549	6 665	4 047
Belgique	18 660	21 265	23 842	39 083	24 673
Canada	30 379	56 017	103 816	184 825	89 886
Danemark	23 615	23 990	16 509	31 322	17 850
États-Unis d'Amérique	102 031	143 725	174 150	310 332	301 493
Finlande	5 911	8 387	9 409	24 355	13 376
France	10 774	13 344	50 016	53 202	41 429
Italie	75 387	94 471	114 280	157 060	69 248
Japon	36 991	69 790	50 025	70 521	70 878
Norvège	63 852	75 031	76 844	131 106	141 766
Nouvelle-Zélande	901	1 629	1 279	3 410	2 833
Pays-Bas	82 486	81 606	93 424	108 657	67 755
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	88 198	152 480	137 498	300 815	180 491
Suède	27 302	36 895	84 980	128 646	98 454
Suisse	19 088	24 478	30 468	25 895	19 517
Autres pays	260 293	334 257	348 453	455 062	494 029
Total pays	873 835	1 181 412	1 360 877	2 095 618	1 683 967
Autres entités des Nations Unies	129 822	111 864	50 171	206 211	162 696
Commission européenne	32 997	44 817	93 813	171 719	151 982
Autres organisations intergouvernementales	55 270	69 181	51 977	94 980	39 052
Organisations non gouvernementales et privées	64 687	169 276	187 638	154 668	281 209
Autres entités des Nations Unies	129 822	111 864	50 171	206 211	162 696
Total	282 776	395 138	383 599	627 578	634 939
Non classé ailleurs ^b	5 796	2 169	4 389	0	313 478
Total général	1 162 407	1 578 719	1 748 865	2 723 196	2 632 383

^a Y compris les contributions autofinancées.

^b Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-8
**Ventilation par institution des contributions versées de 2002 à 2006
aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2002	2003	2004	2005	2006
FAO	217 800	318 900	369 900	395 025	486 116
OIT	279 454	318 454	349 108	382 206	398 059
UNESCO	291 776	361 465	334 548	417 208	411 485
ONUDI	160 336	173 958	211 900	235 436	176 790
OMS	911 229	1076 906	1213 760	1999 044	1865 911
AIEA	63 973	86 117	85 000	89 756	100 393
OACI	36 185	74 365	78 000	84 494	118 737
OMI	14 880	16 004	15 294	16 447	15 756
UIT	19 534	21 467	26 978	30 372	26 799
UPU	8 070	5 128	5 574	5 686	6 929
OMPI	10 826	12 199	12 205	12 968	13 294
OMM	13 355	18 424	18 036	13 286	6 254
OMT	2 796	810	3 428	1 018	1 143
Total	2 030 214	2 484 197	2 723 732	3 682 943	3 627 664

B. Dépenses engagées par les organismes du système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

Tableau B-1

Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2002 à 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Dépenses financées par :</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
PNUD ^a	2 171	2 459	2 767	3 254	3 534
Fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	645	675	800	1 118	1 242
Total PNUD	2 817	3 133	3 566	4 372	4 777
FNUAP	313	273	318	388	392
UNICEF ^b	1 044	1 208	1 344	1 960	2 070
PAM	1 592	3 275	2 900	2 892	2 665
HCR	926	979	1 063	1 142	1 091
FIDA ^c	272	289	314	344	387
CCI	34	42	46	50	53
ONUSIDA	95	95	158	158	200
CNUCED	70	82	86	87	90
PNUE	308	338	374	441	409
ONU-Habitat	19	23	36	70	143
ONUDC/PNUCID	..	..	..	73	114
UNRWA	392	430	455	481	600
FAO	319	372	327	383	449
OIT ^d	272	285	328	372	394
UNESCO ^d	334	340	315	356	438
ONUDI ^d	143	164	160	184	193
OMS	777	841	990	1 485	1 440
Autres institutions spécialisées et AIEA ^e	201	244	216	194	246
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	50	72	86	105	123
Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^f	0	0	0	0	0
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	76	82	87	92	95
Total des dépenses	10 054	12 567	13 168	15 629	16 368
En millions de dollars des États-Unis constants de 2005^g	12 776	14 015	13 454	15 629	15 970

<i>Dépenses financées par :</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
Pour mémoire					
Contrats de services de gestion du PNUD ^h	149	114	96	84	96
Dépenses « autofinancées » du PNUD	1 000	1 000	1 400	1 020	1 360
Dépenses « autofinancées » des institutions spécialisées	633	496	275	340	325

^a Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

^b Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

^c Versements au titre de prêts.

^d Comprend des dépenses financées à partir du budget ordinaire mais qui ne pouvaient pas être ventilées par pays.

^e Les autres institutions spécialisées comprennent l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^f Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a été créé à la fin de 2006 et n'avait pas enregistré de dépenses au titre d'activités opérationnelles avant le début de 2007.

^g Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^h Il s'agit de services demandés par les gouvernements bénéficiaires de prêts et de crédits de banques internationales de développement ou de ressources provenant de donateurs bilatéraux. Les accords de services de gestion sont signés par le PNUD et exécutés au nom de ce dernier par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Tableau B-2

Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
États Membres bénéficiaires													
Afghanistan	58 919	145 115	204 034	4 056	55 567	94 872	47 533	33 907	0	47 182	0	0	487 151
Afrique du Sud	5 009	1 453	6 462	719	7 304	893	3 048	4 322	0	4 779	0	0	27 526
Albanie	2 826	8 473	11 299	584	3 456	8	1 427	7 742	224	4 065	0	0	28 805
Algérie	1 896	1 273	3 169	829	1 656	10 411	5 983	554	0	3 813	0	0	26 415
Allemagne	0	0	0	0	0	0	2 047	0	0	396	0	0	2 443
Andorre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Angola	25 984	5 802	31 786	2 362	43 359	28 054	17 798	4 385	1 865	11 390	-29	0	140 971
Antigua-et-Barbuda	0	179	179	0	0	0	0	599	0	42	0	0	820
Arabie saoudite	15 815	8	15 823	0	741	0	1 941	20	0	16 409	0	0	34 934
Argentine	269 730	1 667	271 397	546	3 089	0	821	2 511	5 759	12 914	949	0	297 985
Arménie	3 238	1 365	4 603	500	1 460	2 725	1 733	731	6 673	1 798	0	0	20 224
Australie ^g	0	0	0	0	0	0	978	0	0	47	0	0	1 025
Autriche	0	0	0	0	0	0	1 117	0	0	119	0	0	1 236
Azerbaïdjan	13 469	2 579	16 048	813	2 578	5 084	3 477	524	2 747	2 245	0	0	33 517
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	462	0	319	0	0	781
Bahreïn	1 588	199	1 787	0	0	0	0	18	0	179	0	0	1 985
Bangladesh	17 699	6 616	24 315	7 175	29 262	49 521	2 655	2 955	8 951	20 882	0	0	145 716
Barbade	798	1 331	2 129	0	0	184	0	205	0	170	0	0	2 688
Bélarus	4 056	5 900	9 956	280	944	0	1 291	252	0	1 072	0	0	13 795
Belgique	0	0	0	0	0	0	3 298	0	0	194	0	0	3 492
Belize	24	434	458	0	774	0	0	1 421	0	303	0	0	2 956
Bénin	11 479	6 107	17 586	1 738	11 393	3 141	2 002	389	4 372	2 447	0	0	43 068
Bhoutan	2 328	691	3 019	1 356	2 469	1 694	0	212	2 519	2 189	0	0	13 459
Bolivie	32 778	1 776	34 554	1 627	11 922	4 952	0	2 919	2 103	5 128	102	0	63 307
Bosnie-Herzégovine	11 146	5 290	16 436	426	3 138	0	8 722	536	4 050	2 446	5	0	35 760

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Botswana	3 133	2 185	5 318	895	2 328	0	1 743	815	0	2 346	0	0	13 444
Brésil	228 875	7 084	235 959	1 275	12 345	0	2 238	12 905	4 454	236 130	629	0	505 935
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22	0	0	022
Bulgarie	23 067	1 863	24 930	369	806	0	886	312	0	1 820	0	0	29 123
Burkina Faso	14 445	1 227	15 672	2 511	12 825	6 199	0	4 037	10 511	5 017	0	0	56 773
Burundi	5 169	4 911	10 080	1 119	25 499	46 970	30 509	1 376	3 231	10 666	0	1 757	131 208
Cambodge	19 598	9 457	29 055	2 612	22 714	13 940	1 125	4 833	4 331	15 138	6 379	0	100 127
Cameroun	4 026	477	4 503	3 087	7 215	2 740	1 926	1 417	3 134	4 976	0	0	28 998
Canada	0	0	0	0	0	0	1 669	0	0	54	0	0	1 723
Cap-Vert	1 195	1 242	2 437	990	654	932	0	1 454	607	1 938	0	0	9 012
Chili	23 203	3 294	26 497	154	1 021	0	0	148	0	1 821	33	0	29 675
Chine	32 890	19 897	52 787	3 695	18 267	181	3 534	5 192	22 344	23 863	0	0	129 864
Chypre	4 859	10 982	15 841	0	0	0	708	0	0	231	0	0	16 780
Colombie	85 177	4 143	89 320	1 569	6 536	12 544	9 812	6 731	4 356	7 031	111	2 455	140 464
Comores	1 573	1 929	3 502	411	2 273	0	0	742	0	1 405	0	0	8 333
Congo	3 997	1 960	5 957	1 207	5 361	2 748	7 617	1 076	1 017	2 772	0	500	28 254
Costa Rica	891	1 999	2 890	564	819	0	1 505	121	0	1 817	0	0	7 717
Côte d'Ivoire	11 373	1 501	12 874	2 935	18 636	23 791	7 929	1 236	1 766	5 762	0	3 283	78 212
Croatie	2 164	795	2 959	0	784	0	4 210	335	0	794	0	0	9 083
Cuba	8 532	2 913	11 445	648	1 417	5 106	282	740	0	3 065	41	0	22 744
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibouti	817	1 254	2 071	659	3 925	5 297	2 676	302	337	2 493	0	0	17 760
Dominique	52	17	69	0	0	0	0	887	0	36	0	0	992
Égypte	42 541	6 029	48 570	3 028	9 363	1 501	4 500	1 338	9 112	8 187	0	0	85 600
El Salvador	14 560	1 419	15 979	1 375	2 945	2 293	0	218	4 727	4 062	0	0	31 600
Émirats arabes unis	3 067	149	3 216	0	0	0	149	53	0	23	0	0	3 440
Équateur	33 176	10 306	43 482	889	4 352	1 146	3 692	520	0	4 285	0	0	58 366
Érythrée	11 109	1 686	12 795	1 769	19 273	0	6 546	769	2 441	5 152	0	586	49 331
Espagne	0	0	0	0	0	0	1 213	0	0	590	0	0	1 803
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	295	0	1 877	0	0	2 172

Pays, zone ou région	PNUD			FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b	Total										
États-Unis d'Amérique	0	0	0	0	0	0	5 864	0	0	250	0	0	6 114
Éthiopie	22 565	2 514	25 079	4 059	90 968	194 380	16 508	3 435	18 274	28 784	0	1 832	383 319
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 810	440	6 250	3	1 680	0	3 088	163	2 892	1 559	0	0	15 635
Fédération de Russie	12 976	3 466	16 442	616	11 040	5 931	12 974	3 529	0	9 792	0	1 828	62 152
Fidji	4 153	3 916	8 069	0	0	0	0	611	0	1 553	0	0	10 234
Finlande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73	0	0	73
France	0	0	0	0	0	0	2 429	0	0	668	0	0	3 097
Gabon	7 293	1 539	8 832	398	1 756	0	2 612	243	0	2 157	0	0	15 999
Gambie	2 151	129	2 280	839	2 066	2 129	655	345	1 209	1 490	0	0	11 012
Géorgie	10 639	2 822	13 461	1 270	2 066	4 589	4 158	41	632	965	0	0	27 182
Ghana	8 315	6 326	14 641	1 523	26 966	3 261	8 993	942	5 760	6 008	0	0	68 094
Grèce	0	0	0	0	0	0	1 337	0	0	530	0	0	1 867
Grenade	210	82	292	0	0	0	0	18	300	533	0	0	1 143
Guatemala	93 587	8 816	102 403	3 909	7 034	15 048	0	453	5 093	48 868	0	0	182 808
Guinée	4 881	1 550	6 431	2 360	8 503	10 662	11 610	758	2 992	2 334	0	958	46 608
Guinée-Bissau	4 697	2 402	7 099	1 114	6 124	3 844	0	125	0	2 080	0	0	20 386
Guinée équatoriale	2 741	23	2 764	1 922	1 242	0	0	0	0	1 754	0	0	7 682
Guyana	3 644	1 951	5 595	0	1 678	0	0	808	1 919	1 163	0	0	11 162
Haïti	21 881	16 674	38 555	3 887	11 170	14 687	0	1 555	3 454	6 263	2	464	80 037
Honduras	104 311	2 621	106 932	1 914	2 221	1 922	0	1 040	2 145	6 257	0	0	122 431
Hongrie	0	0	0	0	0	0	1 902	2	0	725	0	0	2 630
Îles Marshall	0	0	0	0	0	0	0	70	0	207	0	0	277
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1 576	0	0	1 581
Inde	26 736	13 233	39 969	13 911	116 256	14 990	2 966	8 204	25 126	50 900	0	0	272 321
Indonésie	72 728	22 896	95 624	10 347	98 387	92 026	18 545	20 577	2 679	49 704	0	1 106	388 995
Iran (République islamique d')	4 323	2 628	6 951	1 750	8 746	384	13 000	1 164	0	5 563	0	220	37 777
Iraq	12 811	56 863	69 674	2 793	63 994	7 271	16 993	23 470	0	61 750	0	0	245 945
Irlande	0	0	0	0	0	0	594	0	0	0	0	0	594

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Israël	0	0	0	0	0	0	220	0	0	209	0	0	428
Italie	0	0	0	0	0	0	2 800	0	0	4 870	0	0	7 670
Jamahiriya arabe libyenne	3 140	29	3 169	0	0	1 265	799	1 288	0	7 663	0	0	14 183
Jamaïque	1 165	417	1 582	0	1 760	0	0	547	0	838	0	0	4 728
Japon	0	0	0	0	0	0	2 709	-2	0	2 681	0	0	5 388
Jordanie	3 444	6 832	10 276	728	1 377	500	3 357	101 644	1 495	4 069	0	0	123 445
Kazakhstan	1 570	4 867	6 437	614	1 829	0	1 594	2 024	0	1 012	0	0	13 510
Kenya	11 437	10 491	21 928	3 658	31 541	153 134	37 213	3 341	5 407	13 905	0	0	270 126
Kirghizistan	6 802	5 378	12 180	704	1 468	0	1 373	1 809	658	1 606	0	0	19 798
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	79	0	389	0	0	468
Koweït	2 392	0	2 392	0	0	0	0	0	0	397	0	0	2 789
Lesotho	3 157	512	3 669	544	5 085	10 638	0	1 203	1 870	2 986	0	0	25 994
Lettonie	99	788	887	0	0	0	0	2	0	509	0	0	1 398
Liban	12 208	5 239	17 447	1 441	13 882	24 339	5 970	62 833	0	5 598	0	0	131 509
Libéria	22 625	28 593	51 218	2 930	26 608	34 282	38 543	982	0	4 617	0	0	159 180
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	840	693	1 533	0	0	0	0	71	0	923	0	0	2 527
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Madagascar	12 485	2 947	15 432	1 486	11 770	4 014	0	1 444	4 466	7 038	29	0	45 678
Malaisie	2 389	5 100	7 489	413	2 069	0	3 153	367	0	1 073	0	0	14 564
Malawi	11 874	1 214	13 088	4 270	25 939	48 664	2 148	1 387	2 738	3 768	0	0	102 002
Maldives	13 768	10 116	23 884	1 413	16 361	3 309	0	623	400	2 767	0	0	48 757
Mali	13 403	1 810	15 213	2 548	15 015	16 897	0	758	5 586	5 414	0	0	61 431
Malte	0	0	0	0	0	0	22	0	0	1 127	0	0	1 149
Maroc	6 412	3 855	10 267	3 516	3 191	0	766	531	1 977	6 413	0	0	26 661
Maurice	2 335	703	3 038	121	0	0	0	137	2 132	1 074	0	0	6 502
Mauritanie	5 641	6 026	11 667	2 380	5 243	13 521	837	391	2 784	3 306	0	0	40 128
Mexique	15 599	7 995	23 594	2 248	5 127	0	1 584	826	3 387	22 739	5	0	59 511

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Micronésie (États fédérés de)	0	652	652	0	0	0	0	0	0	129	0	0	781
Moldova	3 998	2 805	6 803	398	4 291	0	726	863	3 482	1 269	0	0	17 831
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	150	0	0	0	0	150
Mongolie	4 061	0	4 061	1 710	2 712	0	69	262	2 146	3 774	0	0	14 734
Mozambique	11 897	3 987	15 884	10 105	26 223	36 871	2 833	1 697	9 836	13 070	0	0	116 518
Myanmar	29 036	3 974	33 010	3 794	26 716	9 527	4 203	1 809	0	10 060	0	0	89 119
Namibie	1 998	6 968	8 966	670	4 354	2 488	2 791	761	0	2 736	0	0	22 766
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	24	0	145	0	0	169
Népal	17 630	785	18 415	6 508	18 713	25 345	6 289	314	2 107	12 031	0	1 650	91 371
Nicaragua	19 504	4 421	23 925	2 554	5 261	10 416	0	72	2 304	3 969	0	0	48 502
Niger	10 568	2 225	12 793	3 680	29 052	38 157	0	929	1 142	16 098	0	0	101 851
Nigéria	40 965	110 642	151 607	8 531	98 730	0	3 317	5 774	5 439	42 863	0	0	316 261
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33	0	0	33
Nouvelle-Zélande ^g	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Oman	0	0	0	532	468	0	0	5	0	1 200	0	0	2 205
Ouganda	8 446	1 060	9 506	5 688	55 730	103 253	20 956	2 000	6 750	16 624	0	3 346	223 854
Ouzbékistan	14 865	3 574	18 439	963	3 323	0	592	504	0	2 086	0	0	25 907
Pakistan	25 959	19 129	45 088	9 415	97 423	113 281	43 110	6 558	30 427	49 654	0	3 314	398 269
Palaos	0	0	0	0	0	0	0	179	0	165	0	0	344
Panama	153 793	756	154 549	564	793	856	816	1 214	3 806	11 254	12	0	173 864
Papouasie-Nouvelle- Guinée	3 930	1 255	5 185	987	4 558	0	431	917	0	4 497	0	256	16 832
Paraguay	33 741	1 796	35 537	1 171	1 658	0	0	406	-34	757	0	0	39 496
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	7
Pérou	108 375	3 545	111 920	12 690	5 239	1 352	0	3 584	7 432	7 576	0	0	149 793
Philippines	8 757	14 309	23 066	5 584	13 953	4 551	201	882	5 669	8 630	0	0	62 536
Pologne	6 807	1 416	8 223	52	0	0	807	460	0	740	0	0	10 283
Portugal	0	0	0	0	0	0	43	0	0	216	0	0	260
Qatar	0	0	0	0	0	0	0	40	0	1 361	0	0	1 400
République arabe	7 683	405	8 088	2 530	2 315	1 036	2 762	36 055	248	3 014	0	0	56 047

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
syrienne													
République centrafricaine	21 226	0	21 226	3 306	7 339	7 228	3 696	586	0	3 761	0	613	47 755
République de Corée	2 026	2 378	4 404	0	0	0	701	182	0	1 475	46	0	6 808
République démocratique du Congo	112 037	118 093	230 130	9 458	88 689	47 874	40 207	854	500	30 528	0	10 315	458 554
République démocratique populaire lao	8 341	3 496	11 837	1 679	8 827	4 397	0	2 036	5 094	5 701	276	0	39 848
République dominicaine	5 819	959	6 778	917	1 398	2	0	409	2 160	3 596	0	0	15 259
République populaire démocratique de Corée	3 194	1 257	4 451	1 012	8 732	9 964	0	115	4 569	9 725	0	0	38 568
République tchèque	0	0	0	0	0	0	908	519	0	274	0	0	1 701
République-Unie de Tanzanie	15 025	2 683	17 708	3 611	22 238	38 608	27 399	2 078	7 514	15 997	0	0	135 153
Roumanie	4 254	1 552	5 806	845	2 824	0	1 323	968	4 530	6 674	0	0	22 969
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	0	0	0	0	0	0	1 533	0	0	91	0	0	1 624
Rwanda	11 317	1 842	13 159	1 944	10 785	22 592	6 225	2 586	12 690	5 334	0	0	75 316
Sainte-Lucie	112	25	137	0	0	0	0	291	0	205	0	0	633
Saint-Kitts-et-Nevis	0	153	153	0	0	0	0	5	0	230	0	0	388
Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	161	80	241	0	0	0	0	9	0	42	0	0	292
Samoa	831	2 621	3 452	0	0	0	0	0	0	979	0	0	4 431
Sao Tomé-et-Principe	1 414	292	1 706	444	1 093	816	0	7	410	1 440	0	0	5 916
Sénégal	4 656	6 463	11 119	2 879	9 984	6 167	1 456	1 008	8 971	5 582	0	0	47 167
Serbie-et-Monténégro ^h	6 413	7 755	14 168	46	3 019	0	20 583	4 750	0	3 348	0	0	45 915
Seychelles	0	0	0	43	0	0	0	50	0	1 101	0	0	1 194

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Sierra Leone	9 676	2 099	11 775	2 469	16 066	10 118	14 073	1 094	77	4 691	0	0	60 364
Singapour	0	0	0	0	0	0	37	61	0	146	0	0	244
Slovaquie	0	0	0	0	0	0	756	39	0	494	0	0	1 289
Slovénie	0	0	0	0	0	0	334	19	0	301	0	0	654
Somalie	24 198	15 990	40 188	943	59 525	53 465	7 094	5 467	0	32 151	0	2 813	201 646
Soudan	87 083	29 006	116 089	11 306	127 144	557 631	68 571	2 244	7 709	47 296	0	18 813	956 802
Sri Lanka	5 907	5 745	11 652	6 201	53 032	23 591	16 946	7 963	3 694	22 610	0	920	146 608
Suède	0	0	0	0	0	0	1 739	65	0	953	0	0	2 758
Suisse	0	0	0	0	0	0	509	0	0	65	0	0	574
Suriname	0	0	0	0	0	0	0	53	0	403	0	0	455
Swaziland	946	210	1 156	640	4 892	8 136	0	707	2 654	1 614	0	0	19 799
Tadjikistan	10 978	5 236	16 214	688	3 883	13 709	1 053	3 781	0	4 279	0	0	43 607
Tchad	9 387	2 068	11 455	1 707	21 228	55 308	65 214	5 085	1 529	6 055	0	1 058	168 638
Thaïlande	4 524	6 827	11 351	1 986	12 704	0	10 560	2 538	0	7 606	0	0	46 744
Timor-Leste	10 992	8 078	19 070	1 816	11 120	7 275	4 767	55	0	3 029	0	0	47 132
Togo	7 728	278	8 006	991	3 702	465	64	486	0	1 555	0	0	15 268
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	130	0	753	0	0	882
Trinité-et-Tobago	6 047	397	6 444	0	0	0	0	664	0	445	0	0	7 553
Tunisie	1 344	2 877	4 221	517	1 091	0	308	345	5 505	3 611	0	0	15 598
Turkménistan	1 487	827	2 314	612	1 576	0	859	1 076	0	182	0	0	6 618
Turquie	8 665	5 163	13 828	1 382	6 177	0	6 594	471	450	5 332	0	0	34 234
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	20	0	174	10	0	205
Ukraine	8 012	15 590	23 602	827	2 582	0	3 113	1 288	0	4 518	0	0	35 930
Uruguay	10 875	1 498	12 373	550	842	0	0	526	1 590	3 027	68	0	18 975
Vanuatu	0	37	37	0	0	0	0	138	0	1 410	0	0	1 585
Venezuela (République bolivarienne du)	36 225	1 237	37 462	2 861	1 696	0	1 710	1 199	2 429	7 742	0	0	55 099
Viet Nam	10 360	3 715	14 075	4 332	12 441	0	521	2 236	6 469	14 431	92	0	54 597
Yémen	12 590	4 812	17 402	4 359	13 689	7 891	4 394	438	3 834	8 089	0	0	60 095
Zambie	14 935	1 964	16 899	1 268	10 401	60 135	12 444	1 733	6 578	6 166	0	0	115 624

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Zimbabwe	10 218	2 723	12 941	3 483	19 515	98 870	1 821	1 442	0	8 084	0	1 736	147 891
Total, États Membres bénéficiaires	2 638 524	999 203	3 637 727	289 649	1 938 377	2 389 983	845 107	485 633	386 716	1 401 660	8 760	59 824	11 443 436
États non membres ou zones bénéficiaires													
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	27	0	0	0	0	27
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	0	15
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33	0	0	33
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	0	0	24
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Cook	9	83	92	0	0	0	0	0	0	418	0	0	510
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	5
Îles Vierges britanniques	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Kosovo	13 561	844	14 405	1 218	0	0	0	1 626	0	436	0	0	17 686
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	60	0	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
Nioué	0	74	74	0	0	0	0	41	0	0	0	0	115
Nouvelle-Calédonie	0	0	0	0	0	0	0	201	0	0	0	0	201
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Porto Rico	0	0	0	0	0	0	0	0	0	256	0	0	256
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
Sainte-Hélène	-38	0	-38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-38
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Territoire palestinien occupé	0	0	0	0	22 875	36 625	0	403 238	0	3 926	0	0	466 664

Pays, zone ou région	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF ^c	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies ^d	FIDA ^e	Institutions spécialisées et AIEA ^f	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Total général
	Fonds central ^a	Fonds administrés ^b											
Tokélaou	131	3	134	0	0	0	0	0	0	78	0	0	212
Autres	0	0	0	1 580	3 586	0	0	0	0	1 145	217	2 639	9 168
Total, États non membres ou zones bénéficiaires	13 723	1 004	14 727	2 798	26 462	36 625	0	405 136	0	6 340	217	2 639	494 944
Total, tous pays et zones	2 652 247	1 000 207	3 652 454	292 447	1 964 839	2 426 608	845 107	890 769	386 716	1 408 000	8 977	62 463	11 938 380
Régions													
Afrique ⁱ	0	4 288	4 288	9 214	17 331	7 444	13 528	12 038	0	205 040	13 522	6 234	288 639
Asie et Pacifique	0	1 701	1 701	12 073	15 718	5 659	1 697	12 258	0	106 388	1 016	2 989	159 499
Amériques	0	3 563	3 563	7 083	7 563	1 478	3 416	5 012	0	59 295	19 052	942	107 403
Asie occidentale ⁱ	0	-240	-240	5 038	2 333	111	9 097	978	0	78 061	6 281	924	102 583
Europe	0	12 820	12 820	0	4 229	0	857	5 971	0	67 134	8 690	0	99 701
Dépenses mondiales/ interrégionales	146 049	0	146 049	66 262	58 311	0	217 188	530 439	0	854 196	37 450	0	1 909 896
Autres dépenses interpays ^j	0	219 996	219 996	0	0	0	0	9 548	0	4 219	0	0	233 763
Total, régions	146 049	242 128	388 177	99 670	105 486	14 692	245 784	576 244	0	1 374 332	86 010	11 089	2 901 484
Non classé ailleurs ^k	736 131	0	736 131	0	0	223 694	0	60 335	0	375	0	49 716	1 070 250
Dépenses provenant du budget ordinaire ^l	0	0	0	0	0	0	0	81 692	0	376 605	0	0	458 298
Total général	3 534 427	1 242 335	4 776 762	392 117	2 070 325	2 664 994	1 090 890	1 609 040	386 716	3 159 312	94 987	123 267	16 368 411

^a Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

^b Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

^c Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

^d Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

^e Versements au titre de prêts

^f Dépenses engagées par la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM, l'Organisation mondiale du tourisme.

^g Les dépenses du HCR pour l'Australie comprennent aussi la Nouvelle-Zélande.

^h Les chiffres relatifs au Monténégro pour 2006 sont incorporés à ceux de la Serbie, car la Serbie et le Monténégro ne sont devenus des pays distincts qu'à la mi-2006.

(Suite des notes du tableau B-2)

ⁱ En raison de différences de classification régionale, il se peut que certaines dépenses régionales relatives à l'Afrique du Nord aient été incorporées au total pour l'Asie occidentale.

^j Dépenses régionales non détaillées dans le rapport.

^k Dépenses directes, notamment au titre du Fonds général, des comptes spéciaux, du budget d'appui biennal, des frais d'assurance et des fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent pas être ventilées par projet ou opération.

^l Cinq organismes n'ont pas été en mesure de fournir une ventilation par pays de leurs dépenses financées au moyen du budget ordinaire : ONUDI (78 397 500 dollars), UNESCO (76 238 257 dollars), OIT (221 969 677 dollars), CNUCED (55 270 233 dollars) et CCI (26 422 dollars).

Tableau B-3

**Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Région</i>	<i>PNUD^{a, b}</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF^c</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^d</i>	<i>FIDA^e</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^f</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
Afrique											
Total pays ou zones	1 115 093	131 610	1 050 863	1 777 545	491 427	78 458	170 892	440 295	0	47 610	5 303 792
Région ^g	4 288	9 214	17 331	7 444	13 528	12 038	0	205 040	13 522	6 234	288 639
Total, Afrique	1 119 381	140 824	1 068 194	1 784 988	504 955	90 495	170 892	645 335	13 522	53 844	5 592 431
Asie et Pacifique											
Total pays ou zones	760 886	95 333	653 107	482 559	189 503	114 648	127 183	392 821	6 804	7 467	2 830 311
Région	1 701	12 073	15 718	5 659	1 697	12 258	0	106 388	1 016	2 989	159 499
Total, Asie et Pacifique	762 587	107 406	668 826	488 218	191 200	126 906	127 183	499 209	7 819	10 456	2 989 810
Amériques											
Total pays ou zones	1 402 890	41 912	91 097	70 506	29 992	44 094	57 384	403 376	1 951	2 918	2 146 121
Région	3 563	7 083	7 563	1 478	3 416	5 012	0	59 295	19 052	942	107 403
Total, Amériques	1 406 453	48 995	98 660	71 984	33 408	49 107	57 384	462 671	21 002	3 860	2 253 524
Asie occidentale											
Total pays ou zones	209 886	16 348	131 623	90 060	52 455	629 580	16 079	116 793	0	2 639	1265 463
Région ^g	-240	5 038	2 333	111	9 097	978	0	78 061	6 281	924	102 583
Total, Asie occidentale	209 646	21 386	133 956	90 171	61 552	630 558	16 079	194 854	6 281	3 563	1 368 046
Europe											
Total pays ou zones	163 699	5 664	34 562	5 939	81 730	23 989	15 178	53 570	5	1 828	386 165
Région	12 820	0	4 229	0	857	5 971	0	67 134	8 690	0	99 701
Total, Europe	176 519	5 664	38 792	5 939	82 587	29 960	15 178	120 704	8 695	1 828	485 866
Total, pays, zones et régions	3 674 586	324 275	2 008 427	2 441 300	873 702	927 026	386 716	1 922 772	57 320	73 551	12 689 676

<i>Région</i>	<i>PNUD^{a, b}</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF^c</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^d</i>	<i>FIDA^e</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^f</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total
Dépenses mondiales/ interrégionales	146 049	66 262	58 311	0	217 188	530 439	0	854 196	37 450	0	1 909 896
Autres pays non membres	0	1 580	3 586	0	0	0	0	1 145	217	0	6 529
Autres dépenses interpay ^h	219 996	0	0	0	0	9 548	0	4 219	0	0	233 763
Non classé ailleurs ⁱ	736 131	0	0	223 694	0	60 335	0	375	0	49 716	1 070 250
Dépenses financées au moyen du budget ordinaire ^j	0	0	0	0	0	81 692	0	376 605	0	0	458 298
Total général	4 776 762	392 117	2 070 325	2 664 994	1 090 890	1 609 040	386 716	3 159 312	94 987	123 267	16 368 411

^a Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

^b Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale.

^c Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

^d Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

^e Versements au titre de prêts

^f Dépenses engagées par la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM, l'Organisation mondiale du tourisme.

^g En raison de différences de classification régionale, il se peut que certaines dépenses régionales relatives à l'Afrique du Nord aient été incorporées au total pour l'Asie occidentale.

^h Dépenses régionales non détaillées dans le rapport.

ⁱ Dépenses directes, notamment au titre du Fonds général, des comptes spéciaux, du budget d'appui biennal, des frais d'assurance et des fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent pas être ventilées par projet ou opération.

^j Cinq organismes n'ont pas été en mesure de fournir une ventilation par pays de leurs dépenses financées au moyen du budget ordinaire : ONUDI (78 397 500 dollars), UNESCO (76 238 257 dollars), OIT (221 969 677 dollars), CNUCED (55 270 233 dollars) et CCI (26 422 dollars).

Tableau B-4
**Ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2002 à 2006
 au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Source de financement</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
PNUD ^a	244	304	512	755	741
Fonds administrés par le PNUD ^b	162	174	276	432	472
Total PNUD	406	477	787	1 187	1 212
FNUAP	106	111	114	114	134
UNICEF ^c	380	564	640	934	1 024
PAM	943	1 481	1 445	2 050	1 701
HCR	409	386	458	509	471
FIDA ^d	105	110	149	154	158
Institutions spécialisées et AIEA ^e	297	338	338	501	448
Autres fonds et programmes des Nations Unies ^f	0	0	0	0	100
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	0	0	0	0	7
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	0	0	0	0	44
Total	2 646	3 467	3 930	5 450	5 299

^a Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

^b Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

^c Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

^d Versements au titre de prêts.

^e Dépenses engagées par la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^f Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

Tableau B-5

**Ventilation par secteur des dépenses engagées en 2006 par le système des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Classification des programmes définie par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies^a</i>	<i>FIDA</i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA^{b, c}</i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Total général
01 Affaires politiques	183 263	0	0	0	0	0	0	3 746	9 622	0	196 632
02 Questions générales de développement	1 372 643	0	433 473	0	0	100 133	0	20 257	21 860	0	1 948 364
03 Statistiques générales	136 018	0	29 345	0	0	0	0	19 052	3 100	0	187 515
04 Ressources naturelles	44 817	0	0	100 788	0	0	0	53 520	2 914	0	202 039
05 Énergie	86 172	0	0	0	0	0	0	15 422	2 036	0	103 630
06 Agriculture, sylviculture et pêche	14 847	0	0	140 827	0	0	0	185 773	2 010	0	343 456
07 Industrie	762 218	0	0	0	0	258	0	78 525	444	0	841 445
08 Transport	52 144	0	0	62 682	0	348	0	108 587	1 425	0	225 187
09 Communication et information	4 829	0	26 353	0	0	33 142	0	36 299	6 703	0	107 327
10 Commerce et développement	26 494	0	0	0	0	78 078	0	31 230	6 989	0	142 790
11 Population	54 975	392 117	0	0	0	17 568	0	3 109	776	0	468 545
12 Établissements humains	78	0	0	41 185	0	143 182	0	994	256	0	185 695
13 Santé	132 840	0	513 093	278 119	0	30 775	0	1 495 662	684	0	2 451 174
14 Éducation	249 124	0	221 280	349 771	0	35 944	0	188 818	0	0	1 044 936
15 Emploi	61 927	0	0	0	0	0	0	51 998	1 686	0	115 610
16 Aide humanitaire	144 301	0	626 758	1 691 621	1 090 890	602 188	0	201 606	3 625	123 267	4 484 256
17 Développement social	119 955	0	125 854	0	0	137 849	0	126 881	12 346	0	522 885
18 Culture	24 564	0	0	0	0	0	0	41 267	493	0	66 324
19 Science et technologie	49 938	0	0	0	0	178	0	90 828	298	0	141 242
20 Environnement	136 833	0	94 169	0	0	408 770	0	86 650	6 074	0	732 497
21 Non précisé	382 653	0	0	0	0	0	0	1 026	459	0	384 138
Autres secteurs ^d	736 131	0	0	0	0	20 628	386 716	318 063	11 188	0	1 472 726
Total	4 776 762	392 117	2 070 325	2 664 994	1 090 890	1 609 040	386 716	3 159 312	94 987	123 267	16 368 411

(Voir notes du tableau page suivante)

(Notes du tableau B-5)

^a Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

^b Dépenses engagées par la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

^c Les secteurs indiqués dans le tableau ne coïncident pas aux entités de programme définies par la FAO, mais on a tenté d'établir une correspondance entre les deux classifications.

^d Dépenses non détaillées dans le rapport.
